M. **Aubert,** rapporteur: L'article 38 a pour objet l'inscription dans les registres de l'état civil. D'après la jurisprudence actuelle, cette inscription se fait selon la loi suisse. Voyez à ce sujet, l'arrêt Temelkova de 1980, que je citais tout à l'heure, et un arrêt von Adrian, Recueil officiel, tome 102, 1re partie b, page 245. Le projet maintient cette jurisprudence et la commission vous propose d'adopter la version du Conseil fédéral.

Angenommen – Adopté

Art. 39
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
(Die Änderung in Abs. 2 betrifft nur den französischen Text)

Art. 39
Proposition de la commission

Al. 1
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2
... déclaration d'absence si un intérêt ...

M. **Aubert,** rapporteur: L'article 39 a pour objet la déclaration d'absence. L'alinéa 1, qui n'est que la conséquence des principes généraux que nous avons adoptés tout à l'heure, institue le for du domicile suisse. L'alinéa 2 prévoit un for suisse même si le dernier domicile de l'absent n'est peut-être pas en Suisse, lorsqu'il y a un intérêt légitime à ce que la Suisse puisse statuer. Il s'agit de la reprise d'un arrêt du Tribunal fédéral, l'arrêt M.L., que vous trouvez au tome 107, 2e partie, page 97, du Recueil officiel.
La commission a constaté que les mots «en Suisse», dans la version française, sont ou bien faux ou bien superfétatoires. Ils ne figurent d'ailleurs pas dans le texte allemand. Il y a donc ici deux mots à biffer. Cette modification est purement rédactionnelle.

Angenommen – Adopté

Art. 40
Antrag der Kommission
. . . , wenn sie im Staat des letzten bekannten Wohnsitzes oder im Heimatstaat . . .

Art. 40
Proposition de la commission
... émane de l'Etat du dernier domicile connu ou de l'Etat national de la personne disparue.

M. **Aubert,** rapporteur: Cet article traite de la reconnaissance d'une déclaration d'absence ou de décès prononcée à l'étranger. La commission ne propose qu'une modification purement rédactionnelle.

Angenommen – Adopté

Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 12.50 Uhr
La séance est levée à 12 h 50

Siebente Sitzung – Septième séance

Mittwoch, 13. März 1985, Vormittag
Mercredi 13 mars 1985, matin
8.00 h

Vorsitz – Présidence: Herren Gerber/Kündig

84.035

Botschaft in Riyadh. Zusatzkredit
Ambassade à Riyadh. Crédit additionnel

Siehe Seite 627 hiervor – Voir page 627 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 7. März 1985
Décision du Conseil national du 7 mars 1985

Differenzen – Divergences

Art. 1
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national

Muheim, Berichterstatter: Es ist eine Kleinigkeit, die wir hier zu bereinigen haben. Es geht um eine textliche Ergänzung. Der Zusatzkredit Riyadh ist nicht nur bedingt durch Teuerung und Wechselkursentwicklung, sondern auch durch bauliche Erschwernisse. Das war auch Ihrer Kommission bekannt; der Nationalrat hat dies im Text ausdrücklich genannt. Ihre Kommission hat sich auf dem Zirkulationsweg einverstanden erklärt.
Ich bitte Sie, diese Differenz zu bereinigen, dem Nationalrat zuzustimmen und damit das Geschäft definitiv zu verabschieden.

Angenommen – Adopté

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

82.072

Internationales Privatrecht. Bundesgesetz
Droit international privé. Loi

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 111 hiervor – Voir page 111 ci-devant

---

3. Kapitel: Eherecht
Chapitre 3: Droit du mariage

Art. 41
Antrag der Kommission

Abs. 1
. . . in der Schweiz Wohnsitz oder das Schweizer Bürgerrecht hat.

Abs. 2
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

. . . in der Schweiz ausgesprochene Scheidung . . .

Art. 41

Proposition de la commission

Al. 1, 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

... divorce prononcé en Suisse n'est pas reconnu à l'étranger.

(La modification à l'al. 1 ne concerne que le texte allemand)

M. **Aubert,** rapporteur: Je vous retiendrai encore pendant environ une demi-heure pour traiter du chapitre 3 – Droit du mariage – articles 41 à 63.

En ce qui concerne la section 1 – Célébration du mariage, le projet établit une nette distinction entre la compétence, le droit applicable et la reconnaissance.

A l'article 41, qui traite de la compétence, la solution préconisée est plus libérale que la règle actuelle. Alinéa 1er: la Suisse est compétente, sans condition de reconnaissance à l'étranger, si l'un des fiancés est suisse ou habite la Suisse. C'est donc plus libéral que l'article 7 de la loi de 1891. Alinéa 2: la Suisse est aussi compétente si les deux fiancés sont étrangers et domiciliés à l'étranger, lorsque le mariage est reconnu dans l'Etat national des fiancés ou, ce qui est nouveau, dans l'Etat du domicile des fiancés. C'est également plus libéral que l'article 7e de la loi de 1891. L'alinéa 3 précise que la non-reconnaissance du mariage par l'Etat étranger qui serait la conséquence de la non-reconnaissance d'un divorce prononcé antérieurement en Suisse ne sera pas prise en considération, pour le cas de l'alinéa 2. C'est la jurisprudence moderne, que l'on trouve dans l'affaire Paiano, par exemple, tome 102, 1re partie b, page 1. Cela signifie que l'harmonie interne suisse l'emporte sur l'harmonie internationale. Cette solution figure d'ailleurs à l'article 11 de la Convention de La Haye du 1er juin 1970, que vous avez approuvée le 4 mars 1976.

La commission propose, quant à ce dernier point, de biffer les mots «ou reconnu», ce qui entraînera une légère restriction et placera la règle suisse générale un peu en retrait de la convention de La Haye. Mais je précise que cette convention ne nous lie que dans nos rapports avec les autres Etats contractants.

Angenommen – Adopté

Art. 42

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Aubert,** rapporteur: Pour le fond, c'est le droit suisse qui est applicable. On ne tient plus compte du droit national d'époux étrangers. Nous nous éloignons donc de la solution actuelle de l'article 7c de la loi de 1891. On en tiendra compte néanmoins, dit l'alinéa 2, s'il est plus favorable au mariage que le droit suisse, et cela est nouveau. Pour la forme, elle est réglée par le droit suisse, qui ne connaît, vous le savez, que le mariage civil.

La commission vous propose d'adopter la version du Conseil fédéral.

Angenommen – Adopté

Art. 43

Antrag der Kommission

Abs. 1

Eine . . . . . anerkannt, wenn sie im Wohnsitz- oder im Heimatstaat eines der Ehegatten gültig ist.

Abs. 2

Sind Braut oder Bräutigam Schweizer Bürger oder haben beide Wohnsitz in der Schweiz, so wird die im Ausland geschlossene Ehe anerkannt, wenn der Abschluss nicht in der offenbaren Absicht ins Ausland verlegt worden ist, Nichtigkeitsgründe des schweizerischen Rechts zu umgehen.

Art. 43

Proposition de la commission

Al. 1

Un mariage... valable dans l'Etat du domicile ou dans l'Etat national de l'un des époux.

Al. 2

Si la fiancée ou le fiancé sont suisses ou s'ils ont leur domicile en Suisse, le mariage célébré à l'étranger est reconnu, à moins qu'ils ne l'aient célébré à l'étranger dans l'intention manifeste d'éluder les causes de nullité prévues par le droit suisse.

M. **Aubert,** rapporteur: Cet article traite de la reconnaissance d'un mariage célébré à l'étranger. Si les époux sont étrangers et que l'un au moins soit domicilié à l'étranger, le mariage sera reconnu en Suisse s'il est tenu pour valable dans l'Etat national ou dans l'Etat du domicile de l'un des fiancés. La solution est très libérale. La mention du lieu de célébration peut être supprimée sans dommage, c'est ce que propose la commission.

La commission recommande en outre d'adopter un alinéa 2, pour le cas d'époux dont l'un est suisse ou dont les deux sont domiciliés en Suisse. Le mariage valablement célébré à l'étranger – et ici la précision est nécessaire – est reconnu en Suisse, sauf cas de fraude. C'est – vous l'avez peut-être identifiée – la solution très libérale de l'article 7f de la loi de 1891, étendue à des mariages d'étrangers.

Angenommen – Adopté

Art. 44

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Aubert,** rapporteur: Il s'agit de la section sur les effets généraux du mariage, c'est-à-dire, selon le texte allemand, sur les droits et les devoirs des époux indépendants du régime matrimonial, qui incluent, par exemple, l'obligation alimentaire, les actes juridiques entre époux, la représentation de l'union conjugale, l'exécution forcée, le droit d'exercer une profession, les mesures protectrices de l'union conjugale.

Nous retrouvons à nouveau ici le schéma habituel – compétence, droit applicable, reconnaissance – et l'article 44 traite précisément de la compétence. La règle est très large. Il suffit que l'un des époux soit domicilié en Suisse – ce qui correspond à la jurisprudence actuelle (voyez un arrêt Garcia, tome 100, 2e partie, page 265) – ou, à défaut, que l'un d'eux ait sa résidence habituelle en Suisse, ce qui est nouveau.

La commission vous propose d'adopter la version du Conseil fédéral.

Angenommen – Adopté

Art. 45

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Aubert,** rapporteur: Il s'agit du for suisse de nécessité. C'est un cas d'application de l'article 3 que vous avez adopté hier. Le «lien suffisant» dont parle l'article 3 serait ici la nationalité suisse de l'un des époux.
La commission vous propose d'adopter la version du Conseil fédéral.

Masoni: Diese Bestimmung ist ähnlich wie diejenige von Artikel 58. Die erste betrifft den Standort des zuständigen Gerichts bei Ehesachen, die zweite bei Ehescheidungen. Diese Bestimmungen, die dem Ehegatten auferlegen, zu beweisen, dass es unmöglich oder unzumutbar ist, die Klage am Wohnsitz oder am gewöhnlichen Aufenthalt zu erheben, damit er an das Heimatgericht gelangen kann, scheint mir nicht sehr praktikabel zu sein.
Wäre es nicht besser, die Wahl zwischen Heimat- und Niederlassungs- oder Wohnsitzgerichtsstand einfach den Parteien anheimzustellen? In Ehe- und Ehescheidungssachen ist es von Bedeutung, dass man weiss, wo man klagen kann. Es ist kompliziert, wenn man zuerst versuchen muss, im Ausland – sofern man den Wohnsitz oder den gewöhnlichen Aufenthalt dort hat – die Klage anzubringen, und nur falls das nicht gelingt, zum Heimatgericht Zuflucht nehmen kann.
Da es nicht ratsam ist, hier Anträge zu «improvisieren», möchte ich zuhanden des Zweitrates darum bitten, diese Bestimmung ernsthaft zu prüfen: Sie erschwert die Lage und schafft Rechtsunsicherheit. Hätte man die Möglichkeit der Wahl, wie das bei Ehescheidungen heute der Fall ist, dann hätte man die Gewissheit, dass, falls im Ausland die Kompetenz unklar ist, in jedem Fall auch das Heimatgericht sofort zuständig sein kann. Sie wissen, dass es bei Scheidungen für eine Partei sehr leicht ist, die Klage der anderen Partei dadurch zu vereiteln, dass sie unauffindbar wird. Bei solchen Schwierigkeiten gibt die uns vorgeschlagene Bestimmung keinen sofortigen eindeutigen Alternativgerichtsstand am Heimatort.
Da bei Ehescheidungen das Wahlrecht zwischen beiden Gerichtsständen heute gegeben ist, scheint es mir ein Rückschritt, wenn man die Kompetenz des Heimatgerichts durch diese nicht leicht praktikable Einschränkung erschwert.
Ich würde es sehr begrüssen, wenn der Zweitrat diese Frage mit Blick auf die praktischen Schwierigkeiten nochmals prüfen würde.

M. **Aubert,** rapporteur: M. Masoni ne fait pas de proposition spécifique, mais il suggère que la deuxième Chambre examine s'il ne serait pas plus simple d'avoir recours alternativement à la notion de for du domicile et à celle de for de l'origine. Je crains qu'en élargissant ainsi ce critère de l'origine, nous ne nous mettions en difficulté face à la Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la reconnaissance des décisions étrangères. Je suis certain que ce serait le cas pour l'article 58, qui concerne le divorce; j'en suis presque certain pour les effets généraux du mariage. En l'occurrence, ici, en rétrécissant la portée du for d'origine, nous avons cherché à adapter le droit international privé suisse aux principes de la Convention de La Haye.

Präsident: Die Anregung von Herrn Masoni wird zur Kenntnis genommen.

Angenommen – Adopté

Art. 46
Antrag der Kommission

Abs. 1, 2
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3
Sind nach Artikel 45 die schweizerischen Gerichte am Heimatort zuständig, so wenden sie schweizerisches Recht an.

Art. 46
Proposition de la commission

Al. 1, 2
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3
Lorsque les tribunaux suisses du lieu d'origine sont compétents en vertu de l'article 45, ils appliquent le droit suisse.

M. **Aubert,** rapporteur: L'article 46 traite du droit applicable. Le droit applicable est celui du domicile des époux, ce n'est donc pas nécessairement le droit suisse, si le for suisse est celui de la résidence habituelle. S'il n'y a pas de domicile commun des époux, ce qui est tout à fait possible si l'on a la notion internationale du domicile que nous avons adoptée hier à l'article 19 du projet, c'est le droit du domicile le plus proche de la cause qui est applicable.
A cet article 46, la commission vous propose d'adopter la version du Conseil fédéral, en lui apportant une adjonction. Si les tribunaux suisses sont compétents en vertu de l'article 45, qui instaure le for de nécessité, c'est alors le droit suisse qui sera applicable.

Angenommen – Adopté

Art. 47
Antrag der Kommission
... Ehegatten wird auf das Haager...
... anzuwendende Recht verwiesen.

Art. 47
Proposition de la commission
Pour l'obligation alimentaire entre époux, on se référera à la Convention de La Haye...

M. **Aubert,** rapporteur: L'article 47 traite du droit applicable aux obligations alimentaires entre époux. Ici, la Suisse est liée par une convention internationale d'unification du droit qui est la Convention de La Haye du 2 octobre 1973, non pas celle à laquelle je faisais allusion tout à l'heure, mais une autre convention traitant de la loi applicable aux obligations alimentaires. Aussi est-elle partie intégrante de notre droit international privé en général, elle ne nous lie pas seulement dans le cadre de nos rapports avec les Etats contractants. En l'occurrence, la commission vous propose de bien préciser qu'il ne s'agit que d'une «référence» à une convention internationale, comme l'a bien expliqué hier notre président, M. Gadient. Par cette référence, qui est clairement exprimée dans le texte, «on se référera à la Convention de La Haye» – c'est une idée de M. Jagmetti –, nous démontrons que la Convention de La Haye est applicable en vertu du dépôt de l'instrument de ratification, du 18 mai 1976, et non pas en vertu de l'article 47 de la loi en délibération. Le sort de la convention est indépendant de celui de la loi. Néanmoins, si la convention est un jour dénoncée sans être remplacée, il faudra, mais alors seulement, que le législateur suisse examine s'il y a lieu de compléter la loi de droit international privé ou si la règle générale, de l'article précédent, suffit.

Angenommen – Adopté

Art. 48
Antrag der Kommission

Abs. 1
Ausländische Entscheidungen oder Massnahmen über die ehelichen Rechte und Pflichten werden in der Schweiz anerkannt,
a. wenn sie im Wohnsitzstaat des beklagten Ehegatten ergangen sind oder dort anerkannt werden oder
b. wenn sie im Wohnsitzstaat des klagenden Ehegatten ergangen sind und beide Ehegatten zuletzt Wohnsitz in diesem Staat hatten.

Abs. 2
Ausländische Entscheidungen über vermögensrechtliche Ansprüche werden in der Schweiz nicht anerkannt, wenn der beklagte Ehegatte zur Zeit der Klageeinleitung seinen Wohnsitz in der Schweiz hatte.

Art. 48
Proposition de la commission

Al. 1

Les décisions ou mesures étrangères relatives aux effets du mariage sont reconnues en Suisse:

a. Lorsqu'elles ont été rendues dans l'Etat du domicile de l'époux défendeur ou qu'elles y ont été reconnues;

b. Lorsqu'elles ont été rendues dans l'Etat du domicile de l'époux demandeur et que les deux époux ont eu leur dernier domicile dans cet Etat.

Al. 2
Les décisions étrangères relatives aux prétentions pécuniaires ne sont pas reconnues en Suisse lorsque l'époux défendeur avait son domicile en Suisse au moment où l'action a été introduite.

M. **Aubert,** rapporteur: L'article 48 traite de la reconnaissance de décisions ou mesures étrangères. Le projet du Conseil fédéral, comme je le faisais remarquer tout à l'heure à M. Masoni, est adapté à la Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la reconnaissance des décisions étrangères. Je précise que c'est une convention qui date du même jour, mais qui a un autre contenu que celle à laquelle il est fait référence à l'article 47.
La commission propose diverses modifications. Elle ne fait plus référence à la résidence habituelle et je dois dire que c'est un peu étrange. C'est un des rares cas où les règles de compétence indirecte, pour la reconnaissance de décisions étrangères, seraient plus étroites que les règles de compétence directe, puisque nous avons admis la résidence habituelle à l'article 44. Je me demande si la deuxième Chambre ne devrait pas revoir la proposition de la commission, au cas où vous l'accepteriez.
Si la décision est rendue dans l'Etat du domicile du défendeur, la solution du projet est reprise et même étendue aux décisions qui sont simplement reconnues, non pas rendues dans cet Etat.
Si la décision est rendue dans l'Etat du domicile du demandeur, il faut – et c'est une condition supplémentaire que vous apporteriez si vous suivez la commission – que les deux époux aient eu leur dernier domicile dans cet Etat. Le but de cette condition supplémentaire, c'est de protéger l'époux défendeur délaissé, pour suivre une proposition de M. Hefti. En outre, dans cette hypothèse, nous réservons, dans un deuxième alinéa, la garantie de l'article 59 de la constitution fédérale.

Angenommen – Adopté

Art. 49
Antrag der Kommission
a. . . . zuständig sind (Art. 84–87);
b. . . . zuständig sind (Art. 57, 58, 61, 62);
c. . . . zuständig sind (Art. 44, 45).

Art. 49
Proposition de la commission
a. ... Lors de la dissolution du régime matrimonial au décès... la succession (art. 84–87);
b. ... la séparation de corps, les autorités judiciaires suisses compétentes à cet effet (art. 57, 58, 61, 62);
c. ... du mariage (art. 44, 45).

M. **Aubert,** rapporteur: Nous suivons de nouveau ici le schéma habituel: compétence, droit applicable, reconnaissance.
En ce qui concerne la compétence, les règles proposées à l'article 49 correspondent au droit actuel. La commission recommande simplement de faire référence aux numéros d'articles. Nous nous sommes déjà expliqués sur ce point-là, quand nous parlions de l'article 31. Vous vous rappelez la suggestion de M. Affolter: mettre entre parenthèses les numéros d'articles. Nous répétons ce que nous avons dit hier. Il s'agit là d'un moyen auxiliaire d'interprétation, mais nous jugeons peu recommandable l'argumentation *a contrario.* La commission propose aussi deux modifications purement rédactionnelles.

Angenommen – Adopté

Art. 50
Antrag der Kommission

Abs. 1
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2
. . . ihrer Heimatstaaten. Artikel 21 Absatz 2 ist nicht anwendbar.

Art. 50
Proposition de la commission

Al. 1
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2
... après la célébration du mariage, ou le droit d'un Etat dont l'un d'eux a la nationalité. L'article 21, 2e alinéa, n'est pas applicable.

M. **Aubert,** rapporteur: L'article 50 traite de l'élection de droit et l'on trouve ici des changements notables en ce qui concerne le droit applicable. Première nouveauté: on renonce à la distinction faite par la loi de 1891, en son article 19, entre les rapports internes et les rapports externes, exception faite de ce qui est précisé à l'article 55. La deuxième nouveauté est considérable: les époux pourront choisir le droit applicable à leur régime matrimonial – c'est la teneur de l'alinéa 1 –; mais, selon l'alinéa 2, ce choix est limité au droit de certains Etats.
La commission vous propose d'adopter la version du Conseil fédéral, avec une précision dans le cas où le choix porte sur le droit d'un Etat dont l'un des époux a la nationalité. Si cet époux a plusieurs nationalités, le choix peut se porter sur l'un quelconque des droits nationaux. Il nous a paru qu'il fallait le dire clairement: «l'article 21, 2e alinéa, n'est pas applicable.»

Angenommen – Adopté

Art. 51
Antrag der Kommission

Abs. 1, 3
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2
... Abschluss der Ehe getroffen, ...

Art. 51
Proposition de la commission

Al. 1, 3
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2
... postérieure à la célébration du mariage, elle rétroagit au jour du mariage.

M. **Aubert,** rapporteur: L'article 51 traite des modalités de l'élection de droit. A l'alinéa 1, il est dit que l'élection de droit doit faire l'objet d'une convention écrite. Il ne s'agit pas nécessairement d'un contrat de mariage, car certains droits étrangers – le droit anglais, par exemple – ignorent l'institution du contrat de mariage. A l'alinéa 2, on traite de la mutabilité de l'élection de droit. En principe, lorsqu'il y a une élection de droit postérieure à la célébration du mariage, elle rétroagit, ce qui signifie, pour reprendre les termes du rapport explicatif, paru en 1978, page 284, que «la loi choisie s'appliquera aux effets produits, ultérieurement au choix, par une situation antérieure à ce dernier».
La commission propose une correction rédactionnelle à l'alinéa 2. Le texte du Conseil fédéral parle de «contrat de mariage», ce qui n'a pas beaucoup de sens. En l'occurrence, ce n'est pas «contrat de mariage» qu'il faut lire, mais «célébration du mariage».

Angenommen – Adopté

Art. 52
Antrag der Kommission

Abs. 1
Haben die Ehegatten keine Rechtswahl getroffen, so unterstehen die güterrechtlichen Verhältnisse
a. dem Recht des Staates, in dem beide gleichzeitig ihren Wohnsitz haben, oder, wenn dies nicht der Fall ist,
b. dem Recht des Staates, in dem beide Ehegatten zuletzt gleichzeitig ihren Wohnsitz hatten.

Abs. 2, 3
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 52
Proposition de la commission

Al. 1
A défaut d'élection de droit, le régime matrimonial est régi:
a. Par le droit de l'Etat dans lequel les deux époux sont domiciliés en même temps ou, si tel n'est pas le cas,
b. Par le droit de l'Etat dans lequel, en dernier lieu, les deux époux ont été domiciliés en même temps.

Al. 2, 3
Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Aubert,** rapporteur: Il s'agit ici du droit applicable à défaut de choix, autrement dit du rattachement objectif, par opposition au rattachement subjectif de l'article précédent. Cette règle est en cascade. A défaut de choix, on appliquera d'abord le droit du domicile actuel ou antérieur des deux époux – cela correspond à peu près à la solution du droit actuel; et, à défaut des domicile de deux époux dans le même Etat, on appliquera le droit de leur nationalité commune – ce point est nouveau.
Enfin, l'alinéa 3 prévoit, à défaut de domicile dans le même Etat et de nationalité commune, une règle matérielle. Le droit suisse s'applique, dans ses dispositions sur la séparation de biens.
A l'alinéa 1, la commission vous propose une modification purement rédactionelle, et cela pour mieux montrer la suite des rattachements.

Angenommen – Adopté

Art. 53
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
(Die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Art. 53
Proposition de la commission

Al. 1
..., le droit du nouveau domicile est applicable et rétroagit au jour de la célébration du mariage ...

Al. 2
Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Aubert,** rapporteur: Comme à l'article 51, il s'agit ici du problème de la mutabilité et de la rétroactivité. Il y a un certain parallélisme avec ce que nous avons vu pour l'élection de droit. La mutabilité peut être contredite par écrit, ce qui n'est évidemment pas le cas pour l'élection de droit. La rétroactivité peut également être exclue par écrit.
La commission ne vous propose qu'une modification rédactionnelle. En français, on ne dit pas «conclusion» du mariage, mais bien «célébration» du mariage.

Angenommen – Adopté

Art. 54
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Aubert,** rapporteur: Cet article correspond au droit actuel et la commission vous propose d'adopter la version du Conseil fédéral.

Angenommen – Adopté

Art. 55
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Aubert,** rapporteur: Cet article concerne les rapports avec les tiers. C'est ce qui subsiste – je le disais tout à l'heure – de la notion du régime externe. La commission vous propose d'adopter la version du Conseil fédéral.

Angenommen – Adopté

Art. 56
Antrag der Kommission

Abs. 1
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
(Die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Abs. 2
. . . oder Erbrecht (Art. 48, 63 und 94).

Art. 56
Proposition de la commission

Al. 1
a. Lorsqu'elles ont été rendues ou qu'elles sont reconnues dans l'Etat...
b. Lorsqu'elles ont été rendues ou qu'elles sont reconnues dans l'Etat...
c. Lorsqu'elles ont été rendues ou qu'elles sont reconnues dans l'Etat...
d. .., elles ont été rendues ou qu'elles sont reconnues dans l'Etat...

Al. 2
... successions (art. 48, 63 et 94).

M. **Aubert**, rapporteur: Ici, la solution est très libérale. Est considéré comme compétent l'Etat du domicile du défendeur, ou l'Etat du domicile du demandeur sauf si le défendeur est domicilié en Suisse, ou l'Etat de la loi de la cause, ou même, en matière d'immeubles, l'Etat du lieu de situation.
La commission propose d'étendre la reconnaissance au cas où les Etats que j'ai énumérés n'ont pas rendu eux-mêmes la décision, mais reconnaissent une décision d'un Etat tiers. Elle propose également, comme elle l'a déjà fait ailleurs, d'indiquer les références aux articles.

Angenommen – Adopté

Art. 57

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Aubert**, rapporteur: Mon pensum prend fin sur la question du divorce et de la séparation de corps. Ici, le schéma se complique un peu. Certes, il y a des règles sur la compétence, le droit applicable et la reconnaissance, mais on a inséré, dans les articles 60 à 62, des dispositions spéciales sur les mesures provisoires, les effets accessoires et les modifications de jugements.
L'article 57, sur la compétence, comprend plusieurs nouveautés. A la lettre *a*, il est prévu que les autorités suisses seront compétentes si l'époux défendeur est domicilié en Suisse. Cela paraît tout à fait normal, mais, chose étrange, ce n'est pas la règle actuelle. La disposition qui nous régit depuis la naissance du code civil est celle du for de domicile du demandeur (à l'intérieur de la Suisse, art. 144; dans les rapports internationaux, art. 7*h* de la loi révisée de 1891). Cette étrangeté disparaîtrait en cas d'adoption de cet article 57, lettre *a*.
D'après la lettre *b*, les autorités suisses sont aussi compétentes si l'époux demandeur est domicilié en Suisse. Cette disposition correspond à la solution de l'article 7*h* de la loi de 1891, avec toutefois deux modifications. D'une part, elle introduit un rétrécissement: le demandeur étranger doit résider en Suisse depuis un an au moins et, d'autre part, un élargissement: il n'est plus nécessaire qu'un Etat étranger reconnaisse le for suisse non plus que la cause de divorce. J'ajoute que le message contient, à la page 93, une mention erronée. En effet, le défendeur ne peut pas renoncer à la condition de la résidence d'une année. L'article 6 du projet n'est justement pas applicable en la matière. Il y a donc une erreur, non pas dans le texte du projet, mais dans l'explication du message.
La commission vous propose d'adopter la version du Conseil fédéral.

Angenommen – Adopté

Art. 58

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Aubert**, rapporteur: Cet article concerne le for suisse de nécessité, disposition parallèle à celle de l'article 45. L'époux suisse domicilié à l'étranger, qui a aujourd'hui un for ordinaire en Suisse en vertu de l'article 7*g* de la loi de 1891, ne l'aura plus désormais qu'en cas de nécessité. C'est une application du principe de l'article 3. Le maintien de l'article 7*g* de la loi actuelle nous mettrait en marge de la Convention de La Haye du 1er juin 1970.
La commission vous propose d'adopter la version du Conseil fédéral.

Angenommen – Adopté

Art. 59

Antrag der Kommission

Abs. 1

Scheidung und Trennung unterstehen schweizerischem Recht.

Abs. 2

Haben die Ehegatten eine gemeinsame ausländische Staatsangehörigkeit und hat nur einer von ihnen Wohnsitz in der Schweiz, so ist ihr gemeinsames Heimatrecht anzuwenden. Ist die Scheidung nach dem gemeinsamen ausländischen Heimatrecht nicht oder nur unter ausserordentlich strengen Bedingungen zulässig, so ist schweizerisches Recht anzuwenden, wenn einer der Ehegatten auch Schweizer Bürger ist oder sich seit zwei Jahren in der Schweiz aufhält.

Abs. 3

Streichen

Abs. 4

Sind nach Artikel 58 die schweizerischen Gerichte am Heimatort zuständig, so wenden sie schweizerisches Recht an.

Art. 59

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

... commun est applicable. Lorsque le droit national étranger commun ne permet pas la dissolution du mariage ou la soumet à des conditions extraordinairement sévères, le droit suisse est applicable si l'un des époux est également suisse ou si l'un d'eux réside depuis deux ans en Suisse.

Al. 3

Biffer

Al. 4

Lorsque les tribunaux suisses du lieu d'origine sont compétents en vertu de l'article 58, ils appliquent le droit suisse.

M. **Aubert**, rapporteur: L'idée nouvelle introduite dans cet article, comme dans tout le chapitre, est l'application d'un seul droit. On ne prévoit pas de cumul de droits, comme dans le système actuel. Il est cependant fait une distinction:
Si les deux époux sont domiciliés en Suisse, le tribunal suisse leur applique le droit suisse.
Si un seul époux est domicilié en Suisse, que l'un d'eux soit suisse ou les deux étrangers mais d'Etats différents, c'est également le droit suisse qui leur sera appliqué.
Si les deux époux étrangers sont nationaux du même Etat, c'est le droit de cet Etat qui s'appliquera. Toutefois le droit suisse sera applicable, s'il est plus favorable au divorce et qu'un des époux réside en Suisse depuis deux ans. Il s'agit là d'éviter que des mariages qui ont perdu leur signification soient maintenus en Suisse sans nécessité.
L'article 59 peut être rapproché de l'article 57: après un an de résidence en Suisse, le demandeur bénéficie d'un for suisse; après deux ans, il bénéficie du droit suisse.
La commission vous propose tout d'abord de fondre, en un alinéa 2, les alinéas 2 et 3, ce qui est un détail, et de dire, dans un alinéa 3 nouveau, que si la Suisse est compétente en vertu de l'article 58, sur le for de nécessité, les juges suisses appliqueront le droit suisse. Cette suggestion est parallèle à celle que nous avons présentée à l'article 46.

Angenommen – Adopté

Art. 60

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

... der Ehegatten (Art. 47), die Wirkungen des Kindesverhältnisses (Art. 80, 81) und den Minderjährigenschutz (Art. 83) sind vorbehalten.

Art. 60

Proposition de la commission

Al. 1, 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

... des époux (art. 47), les effets de la filiation (art. 80, 81) et la protection des mineurs (art. 83).

Art. 61

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

... über den Namen (Art. 35 bis 38), die Unterhaltspflicht der Ehegatten (Art. 47), das eheliche Güterrecht (Art. 50 bis 55), die Wirkungen des Kindesverhältnisses (Art. 80 und 81) und den Minderjährigenschutz (Art. 83) sind vorbehalten.

Art. 61

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

... du divorce ou de la séparation ...
... sur le nom (art. 35 à 38), l'obligation alimentaire des époux (art. 47), le régime matrimonial (art. 50 à 55), les effets de la filiation (art. 80 et 81) et la protection des mineurs (art. 83).

Art. 62

Antrag der Kommission

Abs. 1

... zuständig sind. Die Bestimmungen dieses Gesetzes über den Minderjährigenschutz (Art. 83) sind vorbehalten.

Abs. 2

Die Ergänzung oder Abänderung eines Trennungs- oder Scheidungsurteils untersteht dem auf die Scheidung anwendbaren Recht. Die Bestimmungen dieses Gesetzes über den Namen (Art. 35 bis 38), die Unterhaltspflicht der Ehegatten (Art. 47), das eheliche Güterrecht (Art. 50 bis 55), die Wirkungen des Kindesverhältnisses (Art. 80 und 81) und den Minderjährigenschutz (Art. 83) sind vorbehalten.

Art. 62

Proposition de la commission

Al. 1

... 57 ou 58. Sont réservées les dispositions de la présente loi sur la protection des mineurs (art. 83).

Al. 2

L'action en complément ou en modification du divorce ou de la séparation de corps est régie par le droit applicable au divorce ou à la séparation de corps. Sont réservées les dispositions de la présente loi sur le nom (art. 35 à 38), l'obligation alimentaire des époux (art. 47), le régime matrimonial (art. 50 à 55), les effets de la filiation (art. 80 et 81) et la protection des mineurs (art. 83).

M. **Aubert,** rapporteur: Ces articles traitent des mesures provisoires, des effets accessoires, des modifications de jugements. Ils codifient la pratique actuelle. La commission s'est simplement souciée d'ajouter des références aux articles et d'harmoniser les réserves aux articles 61 et 62.
La commission vous propose donc, pour ces trois articles, d'adopter la version du Conseil fédéral, en tenant compte des modifications indiquées.

Angenommen – Adopté

Art. 63

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Ist jedoch die Entscheidung ...
... in der Schweiz nur anerkannt:
a. ...

Art. 63

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

... la nationalité n'est reconnue en Suisse que:
a. ...

M. **Aubert,** rapporteur: La règle proposée, en ce qui concerne la reconnaissance de jugements étrangers, est très libérale; elle est adaptée à la Convention de La Haye du 1er juin 1970, déjà citée, et que l'Assemblée fédérale a approuvée en 1976. Je vous rappelle que cette convention ne nous lie qu'à l'égard des Etats contractants. Nous ne pouvons pas nous y référer dans la loi comme nous pouvons le faire en ce qui concerne une convention qui unifie le droit.
La commission ne vous propose qu'une modification rédactionnelle.

Angenommen – Adopté

4. Kapitel: Kindesrecht
Chapitre 4: Filiation

Schönenberger, Berichterstatter: Unser materielles Kindesrecht ist in den letzten Jahren stark in Bewegung geraten. 1972 haben wir das Adoptionsrecht und 1976 die Entstehung und Wirkung des Kindesverhältnisses revidiert. Für die kommenden Jahre ist die Erneuerung des Minderjährigenschutzes und der Vormundschaft in Aussicht genommen. Ähnliche Reformen sind in fast allen europäischen Staaten durchgeführt worden. Dabei ging es um tiefgreifende soziale Veränderungen. Insbesondere zielten die Reformen ab auf die Besserstellung des ausserehelichen Kindes, die Integration des Wahlkindes in die Adoptionsfamilie, die Gleichberechtigung der Eltern in Fragen der Erziehung und die Verbesserung des staatlichen Schutzes zugunsten Minderjähriger.
Auf internationaler Ebene sind zudem eine ganze Reihe von Staatsverträgen entstanden. Ein Teil dieser internationalen Übereinkünfte ist materiell-rechtlicher Natur. Ich denke zum Beispiel an das Europäische Übereinkommen vom 15. Oktober 1975 über die Rechtsstellung der ausserhalb der Ehe geborenen Kinder. Internationale Übereinkommen sind aber auch abgeschlossen worden über Fragen der Zuständigkeit, des anwendbaren Rechts sowie der Anerkennung und Vollstreckung von Urteilen. Ich verweise etwa auf die Haager Übereinkommen von 1956 und 1973 über die Unterhaltsverpflichtungen.
Neben solchen Übereinkommen kann selbstverständlich das nationale IPR nur noch eine subsidiär ergänzende Funktion haben. Dass diese vorhin erwähnte Neuorientierung im

materiellen Kindesrecht am einschlägigen IPR nicht einfach spurlos vorübergegangen ist, dürfte einleuchtend sein, denn der Wegfall des reinen Zahlvaters, die Gleichstellung des ehelichen und nichtehelichen Kindes, die Volladoption usw. wirken sich auf das Kollisionsrecht aus.
Infolge der verschiedenen internationalen Übereinkommen konnte im IPR-Entwurf teilweise auf eigene Lösungen verzichtet und ganze Abschnitte konnten mit einem Verweis auf den entsprechenden Staatsvertrag abschliessend geregelt werden. So erklärt Artikel 83 beispielsweise das Haager Übereinkommen vom 5. Oktober 1961 über die Zuständigkeit der Behörden und das anzuwendende Recht auf dem Gebiet des Schutzes von Minderjährigen als anwendbar.
In den Grundzügen des Kindesrechts lassen sich folgende Feststellungen machen: Der Entwurf erfasst das gesamte Kindesrecht. Für die im NAG bereits geregelten Gebiete wurde dessen Regelung im grossen und ganzen übernommen. Bei der Zuständigkeit ist die Regelung analog zum Eherecht vorgesehen. Neben der primären Wohnsitzzuständigkeit besteht subsidiär eine Heimatzuständigkeit. Der Begriff des Wohnsitzes wird im Kindesrecht zum Teil durch den gewöhnlichen Aufenthalt ersetzt. Beim anwendbaren Recht wird als Recht des engsten Zusammenhanges das Wohnsitzrecht der Eltern bzw. das Recht am gewöhnlichen Aufenthalt des Kindes angesehen. Subsidiär wird auf das den Eltern und dem Kind gemeinsame Heimatrecht abgestimmt.
Bei der Kindesanerkennung geht es um eine möglichst grosse Begünstigung von Anerkennungserklärungen. Für die Adoption wird praktisch die Regelung des NAG übernommen, und für die Unterhaltspflicht wird auf das bereits erwähnte Haager Übereinkommen von 1973 verwiesen. Ausländische Entscheidungen bzw. im Ausland erfolgte Kindesanerkennungen oder im Ausland durchgeführte Adoptionen werden nach Möglichkeit anerkannt.
Gestatten Sie mir nun noch einige Bemerkungen zu den einzelnen Abschnitten: Die Artikel 64 bis 68 behandeln die Entstehung des Kindesverhältnisses durch Abstammung. Der Schritt vom Heimat- zum Wohnsitzprinzip wurde aber bereits 1976 mit der Einführung der Artikel 8d und 8e NAG vollzogen. Die Zuständigkeit richtet sich einerseits nach dem gewöhnlichen Aufenthalt des Kindes und andererseits nach dem Wohnsitz der Eltern. Das anwendbare Recht ist das Recht am gewöhnlichen Aufenthalt des Kindes und das gemeinsame Heimatrecht, wenn weder Vater noch Mutter Wohnsitz im Aufenthaltsstaat des Kindes haben.
Anerkennung und Legitimation sind in Artikel 69 bis 72 des Gesetzes geregelt. Auf diesem Gebiet wollte man eine möglichst umfassende Begünstigung einseitiger Anerkennungserklärungen erreichen. Daher sind die Vorschriften über die Zuständigkeit, das anwendbare Recht und die Anerkennung ausländischer Anerkennungen und Legitimationen weit gefasst. Die Form der Anerkennung in der Schweiz untersteht schweizerischem Recht.
Die Adoption, geregelt in den Artikeln 73 bis 76, lehnt sich an die bisherige ausführliche Regelung im NAG an. Neu sind lediglich die Normen über die im NAG nicht geregelten Punkte, zum Beispiel über die Anfechtung und Anerkennung ausländischer Adoptionen. Bei der Zuständigkeit geht der Entwurf ebenfalls vom Wohnsitzprinzip aus, sieht aber für spezielle Fälle auch eine Heimatzuständigkeit vor, um den Auslandschweizern letztlich den Zugang zu den schweizerischen Gerichten nicht übermässig zu erschweren. Ausländische Adoptionen werden grosszügig anerkannt, doch kann ihnen nur diejenige Wirkung zukommen, die sie im Begründungsstaat haben.

Die Wirkungen des Kindesverhältnisses finden ihre Regelung in den Artikeln 77 bis 82 des Entwurfes. Es werden nicht alle kindesrechtlichen Wirkungen geregelt; Name, Bürgerrecht, Erbberechtigung werden anderweitig geordnet. Andere Bereiche wieder bilden Gegenstand von internationalen Übereinkommen, wie zum Beispiel die Unterhaltspflicht und der Minderjährigenschutz.
Bei der Zuständigkeit lehnt sich der Entwurf eng an die Grundsätze des Minderjährigenschutzes an. Zuständig sind die Gerichte am gewöhnlichen Aufenthalt des Kindes oder am Wohnsitz des beklagten Elternteils, subsidiär die Gerichte am gewöhnlichen Aufenthalt des beklagten Elternteils. Artikel 78 sieht unter bestimmten Voraussetzungen auch einen Heimatgerichtsstand vor. Beim anwendbaren Recht ist Ausgangspunkt das Recht am gewöhnlichen Aufenthalt des Kindes, und subsidiärer Anknüpfungspunkt ist das gemeinsame Heimatrecht von Eltern und Kind, wenn weder Vater noch Mutter im Aufenthaltsstaat des Kindes leben. Damit besteht Übereinstimmung mit der in Artikel 66 getroffenen Regelung bei der Entstehung des Kindesverhältnisses durch Abstammung. Für die Unterhaltspflicht verweist Artikel 81 auf das Haager Übereinkommen von 1963, das *ergo omnes,* also allgemein, gilt. Es besteht daher kein Raum mehr für nationales Kollisionsrecht. Auch hier finden Sie die entsprechende Regelung in Artikel 47 betreffend die Unterhaltspflicht zwischen den Ehegatten.
Schliesslich behandelt Artikel 83 die Vormundschaft und andere Schutzmassnahmen. Internationale Vormundschaftsfälle fallen in der Schweiz fast durchwegs unter das Haager Übereinkommen vom 5. Oktober 1961 über die Zuständigkeit der Behörden und das anzuwendende Recht auf dem Gebiet des Schutzes von Minderjährigen. Um auch für die von diesem Übereinkommen nicht erfassten Personen eine Regelung zu treffen, ist Artikel 83 Absatz 2 eingefügt, welcher ausdrücklich bestimmt, dass das genannte Uebereinkommen auch für Volljährige oder Personen gilt, die nur nach schweizerischem Recht minderjährig sind, sowie für Personen, die ihren gewöhnlichen Aufenthalt nicht in einem der Vertragsstaaten haben.
Damit habe ich Ihnen eine Übersicht über die von mir zu behandelnden Kapitel gegeben. In der nun anschliessenden Detailberatung kann ich mir weitere Ausführungen ersparen; denn bei praktisch allen Änderungen, die von seiten der Kommission eingebracht worden sind, handelt es sich um redaktionelle Änderungen, die der Verdeutlichung des Gesetzestextes dienen sollen. Nur in ein paar Einzelfällen werde ich noch einige ergänzende Bemerkungen machen.

Art. 64, 65

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 66

Antrag der Kommission

Abs. 1
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2
Haben jedoch weder . . .

Art. 66

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral
(La modification ne concerne que le texte allemand)

Angenommen – Adopté

Art. 67

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 68

Antrag der Kommission

... Aufenthaltes des Kindes oder in dessen Heimatstaat oder im Wohnsitz- oder im Heimatstaat der Mutter oder des Vaters ergangen sind.

Art. 68

Proposition de la commission

... de l'enfant ou dans son Etat national ou dans l'Etat du domicile ou dans l'Etat national de la mère ou du père.

Schönenberger, Berichterstatter: Hier finden Sie nur eine typisch redaktionelle Änderung. Der Artikel 68 in der bundesrätlichen Fassung sagt im Schlusssatz: «Im Wohnsitzstaat der Mutter oder des Vaters oder im Heimatstaat eines von ihnen». Dieses «eines von ihnen», das wenig aussagekräftig ist, haben wir ersetzt durch den neuen Text, wie Sie ihn im Vorschlag finden. Dasselbe ist dann auch bei den Artikeln 70 und 71 der Fall. Es handelt sich also um redaktionelle Verdeutlichungen.

Angenommen – Adopté

Art. 69

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 1bis

Erfolgt die Anerkennung im Rahmen eines gerichtlichen Verfahrens, so kann auch der mit der Klage befasste Richter die Anerkennung entgegennehmen.

Abs. 2

Für die Anfechtung der Anerkennung sind die gleichen Gerichte zuständig wie für die Feststellung oder Anfechtung des Kindesverhältnisses (Art. 64 und 65).

Art. 69

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 1bis

Lorsque la reconnaissance intervient au cours d'une procédure judiciaire, le juge saisi de l'action peut aussi recevoir la reconnaissance.

Al. 2

Les tribunaux compétents pour connaître d'une action relative à la constatation ou à la contestation de la filiation sont aussi compétents pour juger de la contestation de la reconnaissance (art. 64 et 65).

Schönenberger, Berichterstatter: In Artikel 69 hat die Kommission den Absatz 1bis eingefügt, um damit klarzulegen, dass auch der mit der Klage befasste Richter, und nicht nur die Behörden nach Absatz 1, die Anerkennung entgegennehmen kann.

Angenommen – Adopté

Art. 70

Antrag der Kommission

Abs. 1

Die Anerkennung in der Schweiz kann nach dem Recht am gewöhnlichen Aufenthalt des Kindes oder nach dessen Heimatrecht oder nach dem Recht am Wohnsitz oder dem Heimatrecht der Mutter oder des Vaters erfolgen. Massgebend ist der Zeitpunkt der Anerkennung.

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 70

Proposition de la commission

Al. 1

... résidence habituelle de l'enfant ou au droit de son Etat national, ou au droit du domicile ou de l'Etat national de la mère ou du père. La date de la reconnaissance est déterminante.

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 71

Antrag der Kommission

Abs. 1

... Aufenthalt des Kindes oder nach dessen Heimatrecht, nach dem Recht am Wohnsitz oder nach dem Heimatrecht der Mutter oder des Vaters gültig ist.

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 71

Proposition de la commission

Al. 1

... résidence habituelle de l'enfant ou dans son Etat national ou dans l'Etat du domicile ou dans l'Etat national de la mère ou du père.

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 72

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 73

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Für die Anfechtung der Adoption sind die gleichen Gerichte zuständig wie für die Feststellung oder Anfechtung des Kindesverhältnisses (Art. 64 und 65).

Art. 73

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

Les tribunaux compétents pour connaître d'une action relative à la constatation ou à la contestation de la filiation sont aussi compétents pour juger de la contestation de l'adoption (art. 64 et 65).

Angenommen – Adopté

Art. 74

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 75
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Schönenberger, Berichterstatter: In Artikel 75 erklärt Absatz 1 das schweizerische Recht als anwendbar. Das schweizerische Recht wird aber ausnahmsweise nicht angewendet, wenn es sich zeigt, dass eine Adoption im Wohnsitz- oder im Heimatstaat der adoptierenden Person oder der adoptierenden Ehegatten nicht anerkannt wird und dem Kind daraus ein schwerwiegender Nachteil erwachsen würde. In diesem Fall berücksichtigt die schweizerische Behörde auch die Voraussetzungen des Rechts dieses Staates, und wenn die Adoption auch dann nicht als gesichert erscheint, so muss von der Adoption abgesehen werden.
Absatz 2 des Artikels 75 übernimmt praktisch im Wortlaut den bisherigen Artikel 8c NAG. Klar ist aber dabei, dass der Richter nur die Voraussetzungen zu prüfen hat, die eine Anerkennungsfähigkeit herbeiführen werden.
Absatz 3 sodann bestimmt, dass die Anfechtung einer in der Schweiz ausgesprochenen Adoption nach schweizerischem Recht zu erfolgen hat. Eine im Ausland ausgesprochene Adoption kann in der Schweiz nur dann angefochten werden, wenn ein Anfechtungsgrund nach schweizerischem Recht gegeben ist.

Angenommen – Adopté

Art. 76
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 77
Antrag der Kommission

Abs. 1
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2
Die Bestimmungen dieses Gesetzes über den Namen (Art. 31, 35 bis 38), den Schutz Minderjähriger (Art. 83) und das Erbrecht (Art. 84 bis 87) sind vorbehalten.

Art. 77
Proposition de la commission

Al. 1
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2
Sont réservées les dispositions de la présente loi sur le nom (art. 31, 35 à 38), la protection des mineurs (art. 83) et les successions (art. 84 à 87).

Angenommen – Adopté

Art. 78, 79
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 80
Abs. 1
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2
Haben jedoch weder die Mutter...

Abs. 3
Die Bestimmungen dieses Gesetzes über den Namen (Art. 35 bis 38), den Schutz Minderjähriger (Art. 83) und das Erbrecht (Art. 88 bis 93) sind vorbehalten.

Art. 80
Proposition de la commission

Al. 1, 2
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3
Sont réservées les dispositions de la présente loi sur le nom (art. 35 à 38), la protection des mineurs (art. 83) et les successions (art. 88 à 93).

Angenommen – Adopté

Art. 81
Antrag der Kommission

Abs. 1
... und Kind wird auf das Haager Übereinkommen...
... anzuwendende Recht verwiesen.

Abs. 2
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 81
Proposition de la commission

Al. 1
Pour l'obligation alimentaire entre parents et enfant, on se référera à la convention...

Al. 2
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 82
Antrag der Kommission

Abs. 1
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2
Die Bestimmungen dieses Gesetzes über den Namen (Art. 37), den Schutz Minderjähriger (Art. 83) und das Erbrecht (Art. 94) sind vorbehalten.

Art. 82
Proposition de la commisison

Al. 1
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2
Sont réservées les dispositions de la présente loi sur le nom (art. 37), la protection des mineurs (art. 83) et les successions (art. 94).

Angenommen – Adopté

Art. 83

Antrag der Kommission

Abs. 1, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Das Übereinkommen gilt auch für Volljährige...

Art. 83

Proposition de la commission

Al. 1, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

La convention s'applique aussi aux personnes...

Schönenberger, Berichterstatter: Hier darf ich lediglich auf Absatz 2 hinweisen. Der bundesrätliche Entwurf enthält die Bestimmung: «Das Übereinkommen gilt sinngemäss für Volljährige oder für Personen . . .» Der Begriff «sinngemäss» könnte zu einer falschen Beurteilung führen. Wir wollen diese Anwendung nicht nur sinngemäss für die Volljährigen, sondern das Übereinkommen soll auch für die Volljährigen angewendet werden. Es gilt also auch für die Volljährigen. Das ist der Sinn der vorgeschlagenen Änderung.

Angenommen – Adopté

6. Kapitel: Erbrecht
Chapitre 6: Droit successoral

Arnold, Berichterstatter: Im Erbrecht sind die Anwendungsfälle des internationalen Privatrechts besonders häufig. Denken Sie an die Todesfälle von Ausländern in der Schweiz, aber auch an Schweizer, die im Ausland sterben und Erben oder Vermögen in der Schweiz hinterlassen.
Es ist sehr erfreulich, dass unsere Vorlage im Erbrecht eine Lösung übernimmt, die uns geläufig ist, die bisher schon aufgrund des NAG zur Anwendung kam und die verhältnismässig einfach zu handhaben ist. Sowohl für die Zuständigkeit als auch für das anwendbare Recht ist der letzte Wohnsitz des Erblassers massgebend. Dies gilt grundsätzlich sowohl für den Schweizer als auch für den Ausländer mit letztem Wohnsitz in der Schweiz.
Eine erste Abweichung vom Grundsatz des letzten Wohnsitzes wird für die Auslandschweizer vorgesehen. Sie können durch Testament oder Erbvertrag bestimmen, dass ihr Nachlass nach schweizerischem Recht geteilt werden solle. Oder sie können bestimmen, dass die schweizerischen Behörden, nämlich am Heimatort, zuständig sein sollen und ob diese Behörden schweizerisches oder ausländisches Erbrecht anzuwenden haben.
An die Auslandschweizer ist auch gedacht bei der Bestimmung, dass die Erbteilung dann in der Schweiz durchgeführt werden kann, wenn der Schweizer Bürger zwar im Ausland verstorben ist und keine Testamentsbestimmung über Ort und Recht der Teilung hinterlassen hat, wenn aber die ausländische Behörde sich mit seinem Nachlass nicht befasst. An dieser Regelung dürften die in der Schweiz wohnenden Erben interessiert sein.
In Anlehnung an die Stellung der Schweizer im Ausland sind gerechterweise auch dem Ausländer mit letztem Wohnsitz in der Schweiz gewisse Wahlmöglichkeiten einzuräumen. Der Ausländer in der Schweiz kann ebenfalls durch Testament oder Erbvertrag den Nachlass seinem Heimatrecht unterstellen. Die schweizerische Behörde wendet dann in diesem Falle das betreffende ausländische Recht an. Im Testament oder Erbvertrag wählt er vielleicht nicht bloss sein Heimatrecht, sondern er möchte die Erbteilung auch durch seine Heimatbehörde durchführen lassen. Er kann dies anordnen, wenn sein Heimatstaat diese Möglichkeit zulässt. Ein Sonderfall sei noch erwähnt: Liegt in der Schweiz Vermögen eines Ausländers, der nicht in der Schweiz seinen letzten Wohnsitz hatte, so können sich die Schweizer Behörden mit dem hier liegenden Nachlass befassen, wenn sich die ausländischen Behörden nicht damit befassen.
Neben dem Grundsatz des letzten Wohnsitzes prägt ein zweites Prinzip unsere Erbrechtsvorlage, nämlich der Grundsatz der Nachlasseinheit. Auch wenn das Vermögen an verschiedenen Orten liegt und die Erben an verschiedenen Orten wohnen, soll die eine zuständige Behörde sich mit dem ganzen Nachlass befassen. Es muss nicht an verschiedenen Orten und unter verschiedenen Rechtsordnungen die Liquidierung des Nachlasses durchgeführt werden. Eine Ausnahme vom Grundsatz der Nachlasseinheit ist für Grundstücke zu machen, weil viele Staaten für Grundstücke, die auf ihrem Gebiet liegen, die ausschliessliche Zuständigkeit beanspruchen. Artikel 84 Absatz 2 unserer Vorlage enthält den entsprechenden Vorbehalt. Gemäss Artikel 94 Absatz 2 in der Fassung der Kommission werden ausländische Entscheidungen, die Grundstücke betreffen, in der Schweiz nur anerkannt, wenn die Entscheidung im Staat, wo das Grundstück liegt, ergangen ist oder wenn der Entscheid von diesem gleichen, sogenannten Belegenheitsstaat anerkannt wird. Nur so ist auch der Vollzug in bezug auf Grundstücke im Ausland gesichert.
Ich bitte Sie, die Detailberatung aufzunehmen.

Art. 84–88

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

(Die Änderungen in Art. 85 und 86 Abs. 1 betreffen nur den französischen Text)

Art. 84 à 88

Proposition de la commission

Art. 85 al. 1

... les autorités étrangères ne s'en occupent pas.

Art. 86 al. 1

les autorités étrangères ne s'occupent pas de la part de la succession sise en Suisse.

Pour le reste: Adhérer au projet du Conseil fédéral

Arnold, Berichterstatter: Ich muss Sie bitten, in den folgenden Bestimmungen sich mit den Begriffen «Nachlass» und «Nachlassverfahren» auch im Erbrecht zu befreunden und nicht an das Schuldbetreibungs- und Konkursrecht zu denken. In der internationalen Privatrechtsliteratur sind diese Begriffe geläufig, und wir wissen alle, dass darunter die Erbschaft und die Erbteilung im Sinne unseres Zivilgesetzbuches gemeint sind. Sonst habe ich keine Bemerkung zu den Artikeln 84 bis 88.

Angenommen – Adopté

Art. 89

Antrag der Kommission

Abs. 1

...untersteht dem Recht, auf welches das Kollisionsrecht des Wohnsitzstaates verweist.

Abs. 2

...zuständig sind, wird mangels anderweitiger Hinweise im Testament oder Erbvertrag vermutet, der Nachlass eines Schweizer Bürgers mit letztem Wohnsitz im Ausland unterstehe schweizerischem Recht.

Art. 89

Proposition de la commission

Al. 1

...les règles de droit international privé de l'Etat dans lequel le défunt était domicilié.

Al. 2

..., la succession d'un défunt suisse qui a eu son dernier domicile à l'étranger est présumée régie par le droit suisse s'il n'a pas pris d'autres dispositions à cet égard dans un testament ou un pacte successoral.

Abs. 1 – Al. 1

Arnold, Berichterstatter: In Artikel 89 Absatz 1 handelt es sich um eine redaktionelle Änderung. Man will im ganzen Gesetz über das internationale Privatrecht nicht von Kollisionsnormen, sondern vom Kollisionsrecht sprechen.

Angenommen – Adopté

Abs. 2 – Al. 2

Arnold, Berichterstatter: Wie bei der Einführung in das Erbrecht erwähnt, kann der Schweizer im Ausland mit einem Testament oder Erbvertrag die schweizerischen Behörden für zuständig erklären. Die Kommission präzisiert hier in Artikel 89 Absatz 2, dass im Falle einer solchen Zuständigkeit auch das schweizerische Erbrecht, zum Beispiel betreffend Erbberechtigung, Erbteile, zur Anwendung komme, sofern im Testament oder Erbvertrag nichts anderes gesagt werde.
Diese zusätzliche Wahlmöglichkeit wurde von der Kommission neu eingeführt.

Angenommen – Adopté

Art. 90

Antrag der Kommission

Abs. 1

Das auf den Nachlass anwendbare Recht regelt insbesondere den Bestand des Nachlasses, gibt an, wer am Nachlass berechtigt ist, und bestimmt, welche Massnahmen . . .

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 90

Proposition de la commission

Al. 1

Le droit applicable à la succession régit notamment son contenu, désigne qui sont les personnes ayant un droit à la succession et détermine quelles mesures peuvent être ordonnées et à quelles conditions.

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Arnold, Berichterstatter: Der Begriff des Erbstatuts im Marginale, der in unserem innerstaatlichen Recht nicht so geläufig ist, wird hier von der Kommission verdeutlicht, und es wird gesagt, dass es neben dem Verfahren insbesondere um den Bestand des Nachlasses und um die Erben geht.

Angenommen – Adopté

Art. 91

Antrag der Kommission

Abs. 1

Für die Form der Testamente wird auf das Haager . . .
. . . anwendbare Recht verwiesen.

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 91

Proposition de la commission

Al. 1

Pour la validité formelle des testaments, on se réfèrera à la convention ...

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Arnold, Berichterstatter: Hier handelt es sich nur um eine redaktionelle Änderung.

Angenommen – Adopté

Art. 92

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 93

Antrag der Kommission

Abs. 1

Gültigkeit und Wirkungen des Erbvertrages unterstehen dem Recht . . .

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 93

Proposition de la commission

Al. 1

La validité et les effets du pacte successoral sont régis par le droit ...

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Arnold, Berichterstatter: Es wird von der Kommission verdeutlicht, dass es hier nicht um die Vertragsform geht, sondern um den Vertragsinhalt. Von der Form der Testamente und Erbverträge handelt nämlich der Artikel 91.

Angenommen – Adopté

Art. 94

Antrag der Kommission

Titel

III. Ausländische Entscheidungen, Massnahmen, Bescheinigungen und Rechte

Abs. 1

Ausländische Entscheidungen, Massnahmen und Bescheinigungen, die den Nachlass betreffen, sowie Rechte aus einem im Ausland eröffneten Nachlass werden in der Schweiz anerkannt, wenn sie im Staat des letzten Wohnsitzes des Erblassers oder im Staat, dessen Recht er gewählt hat, ergangen, ausgestellt oder festgestellt worden sind oder wenn sie in einem dieser Staaten anerkannt werden.

Abs. 2

Betreffen die ausländischen Entscheidungen, Massnahmen und Bescheinigungen sowie Rechte aus einem im Ausland eröffneten Nachlass Grundstücke, so werden sie in der Schweiz nur anerkannt, wenn sie im Staat, in dem die Grundstücke liegen, ergangen, ausgestellt oder festgestellt sind oder wenn sie dort anerkannt werden.

Abs. 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 94

Proposition de la commission

Titre

III. Décisions, mesures et certificats étrangers

Al. 1

Les décisions, les mesures ou les certificats étrangers relatifs à une succession ... reconnus en Suisse lorsqu'ils ont été rendus, ... dans un de ces Etats.

b. Biffer

Al. 2

Les décisions, les mesures et les certificats étrangers de même que les droits immobiliers découlant d'une succession immobilière ouverte à l'étranger ne sont reconnus en Suisse que s'ils ont été rendus, dressés ou constatés dans l'Etat dans lequel les immeubles sont situés ou s'ils sont reconnus dans cet Etat.

Al. 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Arnold, Berichterstatter: Der Artikel 94 wird von der Kommission neu gegliedert und auch inhaltlich ergänzt. Absatz 1 handelt nun von ausländischen Entscheidungen, die Mobilien und Rechte an Mobilien betreffen.
Absatz 2 handelt von ausländischen Entscheidungen über Grundstücke. Über die materielle Regelung habe ich bereits in der Einleitung gesprochen.

Angenommen – Adopté

7. Kapitel: Sachenrecht
Chapitre 7: Droits réels

Schmid, Berichterstatter: Im 7. Kapitel wird das Kollisionsrecht behandelt, das für dingliche Rechte – also für Eigentum als dingliches Vollrecht und für sogenannte beschränkte dingliche Rechte an Grundstücken einerseits und an Fahrnis andererseits – gilt. Dagegen handelt dieses Kapitel nicht von obligatorischen Rechten an Sachen, auch nicht von obligatorischen Geschäften, die zum Beispiel als Grundgeschäfte den Rechtstitel für den rechtsgeschäftlichen Erwerb an Sachen abgeben. Wo es um obligatorische Rechte geht, ist die *sedes materiae* das Schuldrecht. Wie Sie sehen, hat die Kommission des weiteren die drei Regeln über Zuständigkeit, anwendbares Recht und Anerkennung ausländischer Entscheidungen hinsichtlich der immaterialgüterrechtlichen Ansprüche aus dem Kapitel über das Sachenrecht herausgelöst und sie einem gesonderten Kapitel 7a (neu) über das Immaterialgüterrecht zugeordnet. Frau Meier wird Ihnen die Begründung und die notwendigen Bemerkungen hierzu geben. Ich werde mich zu den Streichungsanträgen zu Artikel 97, 104 und 108 Absatz 3 nicht weiter äussern.
Ich beantrage Ihnen jetzt schon, diese zu genehmigen.
Bezüglich der Kollisionsnormen für dingliche Rechte an Grundstücken finden wir im Entwurf eine konsequente und einfache Regelung: Sowohl hinsichtlich der Zuständigkeit, hinsichtlich des anwendbaren Rechts als auch der Anerkennung ausländischen Rechts ist der Lageort massgebend. Hier gilt die einprägsame Formulierung von Max Gutzwiller: «Die sachenrechtlichen Probleme können in einem Satz untergebracht werden, der *lex rei sitae* unterliegen alle dinglichen Tatbestände, aber nur sie.»
Gilt dieser Grundsatz sozusagen uneingeschränkt im Gebiete des dinglichen Rechts an Grundstücken, so erleidet er im Bereiche der dinglichen Rechte an beweglichen Sachen mancherlei Einschränkungen und Ausnahmen. Dies deshalb, weil der Lageort bei Fahrnis nicht jene Stabilität aufweist, wie dies bei Grundstücken der Fall ist; damit ist der Lageort als Anknüpfungspunkt nicht in allen Fällen praktikabel. Bei dinglichen Rechten an Forderungen und anderen Rechten ist überdies von einem Lageort nur in einem übertragenen Sinn, wenn überhaupt, zu sprechen. Was die dinglichen Rechte an Forderungen und anderen Rechten betrifft, ist dieser Entwurf daher äusserst rudimentär, und dies zu Recht, weil auf diesem Gebiet auch international eine Entwicklung im Gange ist, die es rechtfertigt, im Entwurf zurückhaltend zu sein.
Was nun die Zuständigkeit für Klagen betreffend dingliche Rechte an beweglichen Sachen angeht, so wird die Regel aufgestellt, dass sie am Orte, wo der Beklagte in der Schweiz Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt hat, anzubringen sind. Fehlt beides, ist der schweizerische Lageort massgebend. Der «Lageort» einer Forderung, an der ein dingliches Recht besteht, ist im Gesetz nicht ausdrücklich bezeichnet. Er dürfte in Analogie zu Artikel 160 Absatz 3 am Wohnsitz des Schuldners – zum Beispiel der gepfändeten Forderung – liegen. Der Zweitrat wird hier noch entsprechende Ergänzungen machen können.
Das anwendbare Recht bei Fahrnis erleidet eine differenzierte Regelung: Erwerb und Verlust richten sich in der Regel nach dem Recht des Lageortes zum Zeitpunkt des den Erwerb oder den Verlust begründenden Sachverhaltes; Inhalt und Ausübung nach dem Recht am Lageort.
Bei Sachen im Transit ist das Recht des Bestimmungsstaates massgebend.
Besondere Regelungen gelten für den Eigentumsvorbehalt. Die Regelung über Erwerb und Verlust können der Rechtswahl unterstellt werden. Besondere Regeln sind notwendig für die Verpfändung von Forderungen, Wertpapieren und anderen Rechten. Hier gilt als Grundsatz die Rechtswahl.
Besondere Regeln gelten für das Warenpapier. Die Regeln über die Anerkennung von Entscheidungen des Auslandes enthalten nichts Besonderes.

Art. 95, 96

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 97

Antrag der Kommission

Streichen (s. Art. 108a)

Proposition de la commission

Biffer (v. art. 108*a*)

Angenommen – Adopté

Art. 98

Antrag der Kommission

Abs. 1

Dingliche . . .

Abs. 2

Für Ansprüche aus Immissionen, die von einem Grundstück ausgehen, gelten die Bestimmungen dieses Gesetzes über die unerlaubte Handlung (Art. 134).

Art. 98

Proposition de la commission

Al. 1

Les droits ...

Al. 2

Les prétentions résultant d'immissions provenant d'un immeuble sont régies par les dispositions de la présente loi sur les actes illicites (art. 134).

Schmid, Berichterstatter: Hier liegt eine rein redaktionelle Ergänzung zu Artikel 98 Absatz 1 vor. Es ist ein Verweis auf die *sedes materiae* des Immissionsrechts in Artikel 134 und beinhaltet keine materielle Änderung.

Angenommen – Adopté

Art. 99, 100
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 101
Antrag der Kommission

Abs. 1
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2
... im Ausland ein Eigentumsvorbehalt oder ein dem gleichen Zweck dienendes dingliches Recht gültig begründet worden, das ..., so bleibt dieser in ...

Abs. 3
Dem gutgläubigen Dritten kann der Bestand eines solchen im Ausland begründeten Rechtes nicht entgegengehalten werden.

Art. 101
Proposition de la commission

Al. 1
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2
Lorsque parvient en Suisse un bien sur lequel a été valablement constituée à l'étranger une réserve de propriété ou tout autre droit réel poursuivant un même but ne répondant pas aux exigences du droit suisse, cette sûreté réelle conserve néanmoins son effet pendant trois mois.

Al. 3
Le tiers de bonne foi ne pourra se voir opposer l'existence de pareille réserve constituée à l'étranger.

Schmid: Berichterstatter: Zum legislatorischen Zweck dieser Änderung: Gemäss Artikel 99 Absatz 2 unterstehen Inhalt und Ausübung dinglicher Rechte dem Recht am Lageort. Ein Eigentumsvorbehalt, zum Beispiel an einem für den Export bestimmten Auto, kann in Deutschland formlos begründet werden; wird ein solches Auto in die Schweiz exportiert, so stellt sich die Frage: Kann der in Deutschland nach dortigem Recht formrichtig begründete Eigentumsvorbehalt in der Schweiz ausgeübt werden oder nicht? Nach Artikel 99 Absatz 2 wäre dies unmöglich. Das ist auch bisheriges Recht. Das Bundesgericht hat so entschieden. Man empfindet das als eine Härte und gibt nun mit Artikel 101 Absatz 2 die Möglichkeit, dass solches Recht während der ersten drei Monate nach der Verbringung des Gegenstandes in die Schweiz noch gilt. Innerhalb von diesen drei Monaten wird allerdings erwartet, dass das Recht schweizerischer Formvorschriften entsprechend begründet wird, sonst geht es nach drei Monaten unter.

Angenommen – Adopté

Art. 102, 103
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 104
Antrag der Kommission
Streichen (s. Art. 108b)

Proposition de la commission
Biffer (v. art. 108*b*)

Angenommen – Adopté

Art. 105 bis 107
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 105 à 107
Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 108
Antrag der Kommission

Abs. 1
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2
Ausländische Entscheidungen über dingliche Rechte an beweglichen Sachen werden in der Schweiz anerkannt:
a. wenn sie im Staat ergangen sind, in dem der Beklagte seinen Wohnsitz hat,
b. wenn sie im Staat des Lageortes ergangen sind, sofern der Beklagte dort seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat, oder
c. wenn sie im Staat ergangen sind, in dem sich der vereinbarte Gerichtsstand befindet.

Abs. 3
Streichen (siehe Art. 108c)

Art. 108
Proposition de la commission

Al. 1
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2
Les décisions étrangères en matière de droits réels mobiliers sont reconnues en Suisse:
a. Lorsqu'elles ont été rendues par l'Etat du domicile du défendeur;
b. Lorsqu'elles ont été rendues dans l'Etat dans lequel les biens sont situés, pour autant que le défendeur y ait sa résidence habituelle;
c. Lorsqu'elles ont été rendues dans l'Etat du for prorogé.

Al. 3
Biffer (voir nouveau chapitre 7*a* «Propriété intellectuelle», article 108*c*).

Angenommen – Adopté

Kapitel 7a: Immaterialgüterrecht
Chapitre 7a: Propriété intellectuelle

Frau **Meier** Josi, Berichterstatterin: Im Entwurf wurden dem Immaterialgüterrecht ursprünglich drei Sätze – verstreut in den drei Artikeln 97, 104 und 108 des Kapitels Sachenrecht – gewidmet, während die besonderen Aspekte des Vertragsrechtes vor allem in Artikel 119 und die Zuständigkeitsregeln in Artikel 127 behandelt wurden. Im Verlaufe der Beratungen blieb nur noch Artikel 119, also das Vertragsrecht, am alten Ort stehen. Die Bestimmungen zum Immaterialgüterrecht in den anderen vier Artikeln wurden ersetzt durch das neue Kapitel 7a mit den drei Artikeln 108a bis 108c. Es hat mit der Besonderheit der Immaterialgüter zu tun, dass sie aus dem Sachenrecht herausgelöst wurden. Gegenstand der Regelung sind eben hier nicht in erster Linie materielle Güter, materielle Sachen, sondern Rechte, die an bestimmte Lei-

stungen des menschlichen Geistes geknüpft werden. Ich denke an technische Erfindungen, an Kennzeichengüter, an Muster und Modelle oder gar an Schöpfungen der Literatur oder Musik.
Bei geistigen Gütern sind naturgemäss die Sachverhalte mit internationalen Verknüpfungen besonders häufig. Das rechtfertigt auch ein den besonderen Sachverhalten angepasstes, einfaches und möglichst einheitliches Kollisionsrecht. Es gibt aber noch andere Gründe für die Herausnahme des Immaterialgüterrechtes aus dem Sachenrecht. Die ursprüngliche Plazierung im Sachenrecht ist nämlich auch ein Stück weit irreführend. Wohl ist beiden Rechtsgebieten eine enge territoriale Verknüpfung gemeinsam. Beim Sachenrecht hängt dies aber mit dem jeweiligen Lageort der Sache zusammen. Im Immaterialgüterrecht dagegen steht vielmehr die Verknüpfung dieser Rechte mit der jeweiligen nationalen Rechtsordnung im Vordergrund, die über deren Bestand, Gültigkeit und Schutz entscheidet.
Von weiteren möglichen Gründen, die Kollisionsnormen des Immaterialgüterrechtes in einem Sonderkapitel zusammenzufassen, möchte ich hier nur noch zwei in der Kommission erwähnte hervorheben.
Da sind vor allem die umfassenden Revisionsvorhaben dieser Legislaturperiode auf dem Gebiete des Immaterialgüterrechts. Denken Sie nur an das schon in Beratung gezogene Urheberrechtsgesetz oder auch an die anschliessend angekündigte Markenrechtsrevision. Wir riskieren, bei diesen parallelen Revisionen unnötigerweise nicht übereinstimmende IPR-Regeln zu verabschieden.
Das neue Kapitel erlaubt uns schliesslich eine einheitliche kongruente Regelung für diese verwandten Gebiete und entlastet gleichzeitig die verschiedenen Einzelgesetzgebungen. Es erlaubt uns dann auch die Streichung von Artikel 127b und c des Entwurfes. Nicht zu vergessen ist schliesslich, dass gerade im Gebiete des Immaterialgüterrechtes sehr viele internationale Schiedsgerichtsfälle in der Schweiz zu beurteilen sind. Für die Schiedsrichter und für die Parteien ist es besonders nützlich, alle IPR-Regeln in einem Kapitel zusammengefasst zu finden.
Nun kurz zum Inhalt des Kapitels 7a. Wie die übrigen Kapitel enthält es die drei Hauptteile: Zuständigkeit der Gerichte, anwendbares Recht sowie Anerkennung und Vollstreckung ausländischer Entscheidungen. Zu den einzelnen Artikeln kann ich mir lange Bemerkungen ersparen. Die Gerichtsstände entsprechen den speziellen Bedürfnissen des Immaterialgüterrechts. Sie übernehmen bestehende, überall verstreute Regeln, knüpfen an die Praxis oder an die von ihr festgestellten Probleme an. Ich werde also nur noch kurz zu den einzelnen Artikeln sprechen.

Art. 108a

Antrag der Kommission

Titel

I. Zuständigkeit

Abs. 1

Für Klagen betreffend Immaterialgüterrechte sind die schweizerischen Gerichte am Wohnsitz des Beklagten oder, wenn ein solcher fehlt, die schweizerischen Gerichte am Ort zuständig, wo der Schutz beansprucht wird; ausgenommen sind Klagen betreffend die Gültigkeit oder die Eintragung von Immaterialgüterrechten im Ausland.

Abs. 2

Können mehrere Beklagte in der Schweiz belangt werden und stützen sich die Ansprüche im wesentlichen auf die gleichen Tatsachen und Rechtsgründe, so kann bei jedem zuständigen Richter gegen alle geklagt werden; der zuerst angerufene Richter ist ausschliesslich zuständig.

Abs. 3

Hat der Beklagte keinen Wohnsitz in der Schweiz, so sind für Klagen betreffend die Gültigkeit oder die Eintragung von Immaterialgüterrechten in der Schweiz die schweizerischen Gerichte am Geschäftssitz des im Register eingetragenen Vertreters oder, wenn ein solcher fehlt, diejenigen am Sitz der schweizerischen Registerbehörde zuständig.

Art. 108a

Proposition de la commission

Titre

I. Compétence

Al. 1

Les tribunaux suisses du domicile du défendeur ou, à défaut de domicile ceux du lieu où la protection est invoquée sont compétents pour connaître des actions portant sur les droits de propriété intellectuelle; font exception les actions sur la validité ou l'inscription de droits de propriété intellectuelle à l'étranger.

Al. 2

Si plusieurs défendeurs peuvent être actionnés en Suisse et si les prétentions sont essentiellement fondées sur les mêmes faits et les mêmes motifs juridiques, l'action peut être intentée contre tous auprès du même juge compétent; le juge saisi en premier lieu est exclusivement compétent.

Al. 3

Lorsque le défendeur n'a pas de domicile en Suisse, les actions portant sur la validité ou l'inscription en Suisse de droits de propriété intellectuelle sont intentées auprès des tribunaux suisses du siège commercial du représentant inscrit au registre ou, à défaut, auprès des tribunaux où l'autorité qui tient le registre a son siège.

Frau **Meier** Josi, Berichterstatterin: Dieser Artikel ist genau auf das Spezialgebiet zugeschnitten, so etwa die Möglichkeit, subsidiär dort zu klagen, wo der Schutz beansprucht wird, ebenso der Ausschluss einer schweizerischen Zuständigkeit für Klagen über die Gültigkeit der Eintragung von Immaterialgüterrechten im Ausland, selbst dann, wenn der Beklagte in der Schweiz wohnt.
Da solche Fragen zu sehr mit dem nationalen Recht am Ort der Eintragung verknüpft sind, muss vermieden werden, dass wir in der Schweiz über derartige Ansprüche entscheiden. Wir lassen uns ja vom Ausland auch nicht in unsere nationalen Register hineinreden. In der Kommission wurde längere Zeit über die Umschreibung der verschiedenen Klagen diskutiert, um die es bei Artikel 108a geht, nämlich um Klagen über Bestand, eventuell Inhalt, Gültigkeit, Eintragung und Verletzung von Immaterialgüterrechten. Wir haben schliesslich auf eine derartige Klammerüberschrift verzichtet in der Meinung, damit noch sicherer alle Bereiche des Spezialgebietes abzudecken, so unter anderem auch Klagen über die neu im Urheberrechtsgesetz vorgeschlagenen gesetzlichen Nutzungslizenzen.

Jagmetti: Die Durchsicht dieser Bestimmungen aus einer gewissen Distanz nach den Kommissionsarbeiten lässt bei mir den Wunsch aufkommen, dass wir nicht hier, sondern dann vielleicht im Zweitrat nochmals umschreiben, welche Immaterialgüterrechte genau gemeint sind; dass wir also noch eine materielle Abgrenzung vornehmen und festlegen, ob wir damit das Urheberrecht, das Patentrecht, das Muster- und Modellrecht, das Markenrecht meinen, oder ob wir auch das Firmenrecht einschliessen, was wohl nicht zutrifft. Ich weiss nicht, ob die Kommissionsreferentin der Meinung ist, eine solche Präzisierung wäre bei der weiteren Behandlung des Gesetzes sinnvoll oder nicht. Mir schien der Ausdruck «Immaterialgüterrecht» an sich klar, aber die genaue materielle Abgrenzung wäre doch noch wünschbar.

Frau **Meier** Josi, Berichterstatterin: Der Vertiefung dieser Diskussion, die wir ja schon in der Kommission des Erstrates begonnen haben, steht selbstverständlich gar nichts im Wege.

Angenommen – Adopté

Art. 108b

Antrag der Kommission

Titel

II. Anwendbares Recht

Abs. 1

Immaterialgüterrechte unterstehen dem Recht des Staates, für den der Schutz der Immaterialgüter beansprucht wird.

Abs. 2

Für Ansprüche aus Verletzung von Immaterialgüterrechten können die Parteien nach Eintritt des schädigenden Ereignisses stets vereinbaren, dass das Recht am Gerichtsort anzuwenden ist.

Abs. 3

Verträge über Immaterialgüterrechte unterstehen den Bestimmungen dieses Gesetzes über das auf schuldrechtliche Verträge anzuwendende Recht (Art. 119).

Art. 108b

Proposition de la commission

Titre

II. Loi applicable

Al. 1

Les droits de la propriété intellectuelle sont soumis à la loi de l'Etat pour lequel est revendiquée la protection de la propriété intellectuelle.

Al. 2

En ce qui concerne les prétentions consécutives à un acte illicite, les parties peuvent toujours convenir, après l'évènement dommageable, de l'application de la loi du for.

Al. 3

Les contrats portant sur la propriété intellectuelle sont régis par les dispositions de la présente loi sur les contrats (art. 119).

Frau **Meier** Josi, Berichterstatterin: Das Territorialitätsprinzip hat zur Folge, dass die Verhältnisse nach dem Recht jenes Staates zu beurteilen sind, in welchem Schutz beansprucht wird. Dieser Grundsatz ist im Artikel 108b wiederum verankert. In diesem Rechtsgebiet kommt es besonders häufig zu Streitfällen über Verletzungen, ohne dass vertragliche Bindungen zwischen den Parteien bestanden hätten. Die Kommission führte hier bewusst den Begriff «Verletzung» anstelle von «unerlaubter Handlungen» ein, weil sie unter anderem wiederum an die im Urheberrechtsgesetz neu diskutierten Lizenzen und an andere spezielle Verhältnisse dachte. Eine besonders grosse Zahl solcher Streitfälle wird in Schiedsgerichtsverfahren erledigt. Deshalb ist die Möglichkeit der Rechtswahl gemäss Absatz 2 so wichtig. Die in Artikel 119 geregelten Spezialaspekte des Vertragsrechtes bleiben selbstverständlich vorbehalten.

Angenommen – Adopté

Art. 108c

Antrag der Kommission

Titel

III. Ausländische Entscheidungen

Abs. 1

Ausländische Entscheidungen betreffend Immaterialgüterrechte werden in die Schweiz anerkannt:

a. wenn sie im Staat ergangen sind, in dem der Beklagte seinen Wohnsitz hatte, oder

b. wenn sie im Staat ergangen sind, für den der Schutz der Immaterialgüter beansprucht wird, vorausgesetzt, der Wohnsitz des Beklagten befindet sich nicht in der Schweiz.

Abs. 2

Ausländische Entscheidungen betreffend Gültigkeit oder Eintragung von Immaterialgüterrechten werden nur anerkannt, wenn sie im Staat ergangen sind, für den der Schutz beansprucht wird, oder wenn sie dort anerkannt werden.

Art. 108c

Proposition de la commission

Titre

III. Décisions étrangères

Al. 1

Les décisions étrangères relatives à la violation de droits de propriété intellectuelle sont reconnues en Suisse:

a. Lorsque la décision a été rendue dans l'Etat du domicile du défendeur, ou

b. Lorsque la décision a été rendue dans l'Etat pour lequel la protection de la propriété intellectuelle est invoquée et que le défendeur n'était pas domicilié en Suisse.

Al. 2

Les décisions étrangères portant sur l'existence, la validité ou l'inscription de droits de propriété intellectuelle ne sont reconnues que si elles ont été rendues dans un Etat pour lequel la propriété intellectuelle est invoquée ou si elles y sont reconnues.

Frau **Meier** Josi, Berichterstatterin: Über die Anerkennung und Vollstreckung der ausländischen Urteile unterscheidet man – analog zu Artikel 108a – zwischen ausländischen Entscheidungen betreffend Immaterialgüterrecht im allgemeinen und solchem über die Gültigkeit oder Eintragung von Schutzrechten. Den unterschiedlichen Sachverhalten entspricht die getroffene unterschiedliche Anerkennungsregelung, die in der Kommission ohne Opposition blieb.

Angenommen – Adopté

Frau **Meier** Josi, Berichterstatterin: Ich möchte nach Absprache mit Herrn Hefti vorschlagen, dass wir das ganze Kapitel Immaterialgüterrecht hier kurz mit zwei Sätzen abschliessen. Es finden sich dazu noch Regeln in Artikel 119.
Artikel 119 regelt die Rechtsanwendung bei immaterialgüterrechtlichen Verträgen; die getroffenen Lösungen knüpfen auch hier an das für das Spezialgebiet geltende Territorialprinzip an. Absatz 4 steht im Zusammenhang mit dem vorausgehenden Artikel 118, über den Herr Kollege Hefti sprechen wird; er wurde deshalb entsprechend präzisiert.

8. Kapitel: Schuldrecht
Chapitre 8: Droit des obligations

Art. 109

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hefti, Berichterstatter: Im Gegensatz zu Herrn Kollega Schönenberger kann ich mich aufgrund der Materie nicht zur Hauptsache auf ein Eintretensreferat beschränken, sondern ich finde es praktischer, wenn ich jeweils zu den einzelnen Artikeln Stellung nehme.
Artikel 109 ergibt sich als unausweichliche Folge von Artikel 59 der Bundesverfassung, nämlich der Garantie des Wohnsitzgerichtsstandes. Man hat sich dann gefragt, ob dem nicht widerspreche, wenn auch der Aufenthalt hineinkomme; das ist aber nicht der Fall, denn der Aufenthalt gilt nur subsidiär, mangels eines Wohnsitzes. Wohnsitz bedeu-

tet bei juristischen Personen Sitz; das ist zusammenfassend generell in Artikel 2 unseres Gesetzes geregelt.

Angenommen – Adopté

Art. 110

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hefti, Berichterstatter: Bei Artikel 110 ist ebenfalls Artikel 59 der Bundesverfassung gewahrt, indem er Fälle betrifft, wo der Beklagte nicht Wohnsitz in der Schweiz hat. Im übrigen ist dies eine Bestimmung, die sich heute schon in den kantonalen Rechten befindet und auch in den internationalen Abmachungen an Boden gewinnt.

Angenommen – Adopté

Art. 111

Antrag der Kommission

Mehrheit

Streichen

Minderheit

(Miville, Aubert, Meier Josi, Meylan, Piller)

Titel

3. Verträge mit Verbrauchern

Abs. 1

Für Klagen eines Verbrauchers sind, nach seiner Wahl, die schweizerischen Gerichte an seinem Wohnsitz oder an seinem gewöhnlichen Aufenthalt, oder diejenigen am Wohnsitz oder, wenn ein solcher fehlt, diejenigen am gewöhnlichen Aufenthalt des Anbieters zuständig.

Abs. 2

Der Verbraucher kann . . .

Art. 111

Proposition de la commission

Majorité

Biffer

Minorité

(Miville, Aubert, Meier Josi, Meylan, Piller)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hefti, Berichterstatter: Hier kommen wir nun zu einer Materie, wo der Mehrheit der Kommission eine Minderheit gegenübersteht, wobei die Abstimmung knapp war. Im Zusammenhang mit Artikel 111 sind auch Artikel 117 und ein Litera von Artikel 145 zu betrachten; es wird richtig sein, die ganze Sache hier aufzurollen.

Bei Artikel 111 kam man bald zur Auffassung, dass es sich hier im Grunde genommen um materielles Recht handelt. Im internationalen Privatrecht verwenden wir jeweils nur Rechtsnormen, die aus dem materiellen nationalen Recht kommen. Nun kennen wir das Institut des Konsumentenvertrages im nationalen Recht nicht; es ist im Obligationenrecht nicht speziell geregelt. Es fällt einfach unter das allgemeine Vertragsrecht, ohne dass hier derartige spezielle Bestimmungen, wie sie das IPR-Gesetz nun vorsehen will, im Obligationenrecht enthalten sind. Damit kam natürlich in der Diskussion der Kommission das ganze Thema Konsumentenschutz auf den Tisch. Man verlangte Abklärungen, wie es sich diesbezüglich im Ausland verhalte. Da konnte zuerst einmal festgestellt werden, dass das Ausland in seinen materiellen Regelungen nicht soweit geht, zum Teil lange nicht soweit, wie es hier der Fall ist, sondern mehr Einschränkungen zugunsten der allgemeinen Rechtsgrundsätze kennt, als hier enthalten sind. Verschiedene ausländische Rechte wissen überhaupt nichts davon. Daraufhin hat die Verwaltung Gegenvorschläge ausgearbeitet, die einer vermehrten Interessensabwägung der beiden Seiten – Verkäufer und Konsument oder Produzent und Konsument – gerecht geworden wären. Aber es zeigte sich, dass hier nicht die Stelle sein kann, materielle Bestimmungen über Konsumentenrecht einzufügen. Wir müssen das – wenn überhaupt – einer anderen separaten innerstaatlichen Ordnung überlassen.

Eines aber ergab sich aus der Kommissionsberatung zum mindesten für die Mehrheit: So, wie der Text heute vom Bundesrat konzipiert ist, kann es nicht gehen. Dazu wurde dann auch die Verfassungsmässigkeit dieser Bestimmung näher geprüft. Sie verstösst eindeutig gegen Artikel 59 der Bundesverfassung. Man kann dagegen auch nicht den Artikel 31sexies der Bundesverfassung aufrufen, im Gegenteil! Aus Artikel 31sexies der Bundesverfassung lässt sich schliessen, dass Artikel 59 vorgeht und in diesem Punkte die bundesrätliche Vorlage verfassungswidrig ist. Artikel 31sexies befasst sich nämlich auch mit Verfahrensbestimmungen, und zwar in dem Sinne, dass er die Kantone verpflichtet, für Fälle mit einem vom Bundesrat zu bestimmenden Streitwert ein spezielles, rasches Verfahren vorzusehen. Der Verfassungsgesetzgeber hat sich also bei Artikel 31sexies BV auch mit der Verfahrensbreite befasst, hat dabei aber davon abgesehen, eine Gerichtsstandbestimmung, die Artikel 59 derogiert hätte, einzufügen. Daraus ergibt sich klar, dass es der Wille des Verfassungsgesetzgebers war, in Artikel 31sexies mit dem Konsumentenschutz Artikel 59 der Bundesverfassung nicht zu ritzen.

Ich glaube, es ergibt sich aber gerade auch von den gesellschaftlichen Verhältnissen aus, dass wir hier nicht eine gewisse Schicht von Leuten ihres verfassungsmässigen Schutzes berauben. Denn: Wer ist der sozial Stärkere? Nehmen Sie einen Ladenbesitzer oder eine Ladenbesitzerin auf dem Lande, nehmen Sie zahlreiche kleinere Handwerker, die sind doch im allgemeinen sozial keineswegs stärker gestellt als ihre Kundschaft, im Gegenteil. Also, der Schutz wird in vielen Fällen gerade auf der anderen Seite nötig sein. Dann sind wir ein Land mit viel Tourismus. Wir hoffen doch, dass wir den Gewerbetreibenden in den Touristengegenden einiges verkaufen können. Ist es dann richtig, dass diese nachher wieder aus anderen Gegenden belangt werden können und dort ihre Prozesse führen müssen, die, auch wenn sie am Schluss siegen, den betreffenden Leuten mindestens einen Wochen-, wenn nicht einen vollen Monatsverdienst wegnehmen?

Aus allen diesen Überlegungen beantragt Ihnen die Mehrheit der Kommission, Artikel 111 zu streichen. Zum mindesten könnte er nicht in der heutigen Fassung angenommen werden.

Nun hat die Minderheit, wenn ich sie recht verstehe, insofern eine Konzession gemacht, als sie bei diesen Verträgen die Rechtswahl offenbar zulässt; es sei denn, es handle sich um einen Fehler in der Fahne. Aber das nützt praktisch nichts; denn es handelt sich hier um Rechtsgeschäfte, bei denen eine Rechtswahl nicht in Frage kommt. Wenn Sie im Laden einen Rock kaufen, machen Sie doch nicht mit dem Händler eine Bestimmung über den Gerichtsstand oder über das anwendbare Recht ab!

Miville, Sprecher der Minderheit: Ich bitte Herrn Aubert, der sich unserer Minderheit angeschlossen hat, sich nachher über die komplizierten juristischen Fragen, die hier gestellt werden, mit Herrn Hefti auseinanderzusetzen. Ich bin dazu nur bis zu einem gewissen Grade legitimiert.

Man hat uns in der Kommission Material zur Verfügung gestellt, welches zeigt, dass der Schutz der Konsumenten als der im allgemeinen doch schwächeren Vertragspartei und der Konsumentenverträge – wir denken natürlich nicht an kleine Handwerker und Ladenbesitzer auf dem Lande, sondern an Kaufhäuser, Versandhäuser usw. – heute einen Teil der internationalen Rechtsentwicklung darstellt.

Man hat uns den Entwurf zu einem Haager Abkommen über

Konsumentenkäufe von 1980 zugestellt, ebenso Bestimmungen im Entwurf zu einem bundesdeutschen IPR von 1984 sowie ferner ein EG-Rechtsübereinkommen von 1980, ein österreichisches IPR-Gesetz von 1978, ein Übereinkommen der UNO über den internationalen Warenverkauf. Überall zeigt sich die Tendenz, in vermehrtem Masse Schutzbestimmungen für Konsumenten und Konsumentenverträge einzuführen. Wir haben uns in der Kommission mit Bedenken terminologischer Art sehr ernsthaft auseinandergesetzt. Es wurde eingewendet, das Wort «Konsument» passe nicht in dieses Gesetz und überhaupt nicht zur schweizerischen Gesetzgebungsterminologie, obwohl in der Bundesverfassung in Artikel 31sexies auch von Konsumenten und sogar von Konsumentenorganisationen die Rede ist. Wir haben dann, um diesen und anderen Bedenken, wie sie auch von Herrn Kollega Hefti geäussert worden sind, Rechnung zu tragen, verschiedene alternative Varianten zu den vom Bundesrat vorgeschlagenen Artikeln 111 und 117 – ich spreche gerade zu beiden Artikeln, wenn Sie es gestatten – ausarbeiten lassen und uns dann schliesslich in der Minderheit für eine Variante 2 entschlossen, die sich den vorgeschlagenen Texten sehr weit anpasst. Sie spricht von «Verbrauchern» und von «Anbietern» statt von «Konsumenten» und «Lieferanten» und spezifiziert auch in Artikel 117 – auf das mache ich Sie aufmerksam – die Verträge. In unserem Vorschlag heisst es nicht mehr bloss: «Verträge über eine Leistung, die für den persönlichen oder familiären Gebrauch des Konsumenten bestimmt ist . . .», sondern wir präzisieren und schränken ein: «Verträge über die Lieferung von Waren oder die Erbringung von Dienstleistungen, die für den persönlichen oder familiären Gebrauch des Verbrauchers bestimmt sind . . .»
Artikel 111 regelt die Zuständigkeiten in diesem schwierigen Bereich. In Artikel 117 drückt die Minderheit präziser aus, was diese Verträge beinhalten, worum es bei diesen Verträgen geht. Wir haben es heute in den Rechtsverhältnissen zwischen Verbrauchern und Anbietern mit neuen Erscheinungen zu tun, auf die Rücksicht zu nehmen ist.

Es gibt Formularverträge, es gibt allgemeine Geschäftsbedingungen, gerade im internationalen Bereich, in denen die Gerichtsstandsvereinbarungen für die Konsumenten ungünstig geregelt sind. Artikel 145b gehört auch in diesen Konnex. Es geht heute um Katalogverkäufe, die unter Umständen von Phantomorten aus getätigt werden. Es geht auch um Reiseverträge, es geht um Versandhäuser, es geht um merkwürdige liechtensteinische Gesellschaften. Wir meinen, den Konsumenten dürfte das Recht nicht abgesprochen werden, in der Schweiz klagen zu können. Die ganze Regelung, wie sie von der Minderheit vorgeschlagen wird, folgt gedanklich dem EG-Gerichtsstand-Übereinkommen. Dieser Grundgedanke sollte doch in der IPR-Regelung Platz finden, nämlich der Grundgedanke des Schutzes vor allem, nicht ausschliesslich, der schwächeren Parteien.
Die Bestimmungen, die nun nicht einfach gestrichen, sondern neu gefasst werden sollen, entfalten ihre Bedeutung vor allem auch im kleinen Grenzverkehr in Grenzregionen. Wir wollen nicht, dass der schweizerische Käufer sein Recht im Ausland suchen muss. Es geht um den Schutz durch Normierung mehrerer Gerichtsstände, wie wir ihm auch im Arbeitsrecht begegnen. Was heisst schon «freie Wahl des Gerichtsstandes», wenn das unter Umständen kleingedruckt in einem Vertrag unterschrieben wird? Soll zum Beispiel bei Kleinkrediten die Schweizer Bank am Wohnsitz des Klienten klagen müssen, während ausländische Banken nach ihrem nationalen Recht vorgehen können? Das Ausland, so haben wir uns im Blick auf ausländische Regelungen überzeugen lassen, betreibt einen konsequenteren Schutz der Verbraucher, als wir das hier im Sinne haben.
Artikel 17 – ich habe es gesagt – schränkt die Tatbestände ein, um die es in den Verträgen gehen soll, auch hier Rechnung tragend den Bedenken, wie sie insbesondere von Herrn Kollega Affolter in der Kommission geäussert worden sind.
Es wurden noch andere Varianten geprüft, zum Beispiel eine, die mit einem besonderen Schutzbedürfnis, vorwiegend des Käufers, operierte. Das schien uns aber alles in allem ein etwas zu unbestimmtes Kriterium zu sein.
Am Ende unserer Beratungen über diese Bestimmungen – ich mache Sie darauf aufmerksam – unterlag die bundesrätliche Fassung in der Kommission nur mit 5 zu 5 Stimmen mit Stichentscheid. Ich rufe Sie daher dazu auf, diesem Problem ernsthafte Beachtung zu schenken, Artikel 111, 117 und 145b in der von uns vorgeschlagenen Fassung zu genehmigen und den schweizerischen Konsumenten in diesem Bereich zu schützen und nicht gegenüber dem heutigen Zustand noch schlechter zu stellen.

M. **Aubert:** Nous arrivons à l'un des points les plus contestés du projet, savoir si le projet de loi aura des dispositions sur les contrats de consommateurs – je me permets cette forme abrégée – ou s'il n'en aura pas.
La discussion d'aujourd'hui porte sur les articles 111 (for), 117 (droit applicable) et 145 (reconnaissance de décisions rendues à l'étranger). Vous avez vu comment les avis étaient partagés: une légère majorité – comme M. Hefti a eu l'amabilité de le dire tout à l'heure – de la commission ne veut pas de dispositions spéciales sur les contrats de consommateurs, tandis que la minorité, conduite par M. Miville, souhaite au contraire, comme le Conseil fédéral, des dispositions spéciales sur ces contrats de consommateurs.
L'argumentation de M. Hefti, qui est aussi en partie celle de M. Affolter, s'articule en trois points: la majorité fait valoir, en premier lieu, que le contrat de consommateur n'a pas sa place dans la loi de droit international privé parce qu'il ne figure pas dans le code des obligations. Elle ajoute, en deuxième lieu, que les législations étrangères ne connaissent pas cette institution. Enfin, en troisième lieu, elle oppose l'article 59 de la constitution fédérale à l'article 111. Je voudrais reprendre ces trois arguments et vous convaincre qu'ils ne sont pas pertinents.
Premier argument, qu'il ne faut pas prévoir de dispositions spéciales dans cette loi pour un type de contrat qui ne figure pas dans le code des obligations: j'ai rarement entendu une manière aussi «provinciale» de considérer le droit international privé. Il est évident qu'une loi de droit international privé emploie des notions différentes de celles du droit interne. Nous l'avons vu hier, le domicile au sens de cette loi n'est pas le domicile au sens du code civil; la société au sens de cette loi n'est pas la société au sens du code des obligations. Ce matin, vous avez accepté un article 63 sur la reconnaissance des jugements de divorce rendus à l'étranger. Mais le divorce prononcé à l'étranger ne correspond pas toujours à la notion de divorce des articles 137 et suivants du code civil. Dans le cadre de l'article 63 de la loi de droit privé, on pourra même reconnaître en Suisse une répudiation prononcée selon un droit asiatique; il ne s'agit pourtant pas du tout de notre divorce.
Cette loi fait donc appel à des notions qui ne sont pas celles de notre droit interne. Si vous voulez projeter les notions de notre droit interne dans les rapports internationaux, vous bloquez tout; vous ne trouverez de correspondance qu'avec les droits étrangers qui ont exactement les mêmes institutions que nous. Il faut nous détacher de cette manière de voir et ne pas refuser d'introduire dans le droit international privé des dispositions spéciales sur un type de contrat qui n'est pas défini par le code des obligations. Tout à l'heure encore, avec M. Schönenberger, nous avons parlé d'une règle sur la légitimation, alors que cette notion ne figure plus dans notre code civil depuis 1978. Il importe donc de distinguer le droit interne du droit international privé.

Le deuxième argument consiste à dire que les droits étrangers ne prévoient pas ce genre de dispositions. Tout dépend de quel droit étranger on parle. La Communauté économique européenne, par exemple, avec la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, etc., a passé en 1968 une convention sur la juridiction en matière d'obligation, qu'elle a révisée en 1978; le for du consommateur est reconnu. En 1980, elle a passé une convention selon laquelle le droit applicable aux contrats de consommateurs se détermine selon une formule tout à fait semblable à celle que propose le Conseil fédéral.

Autrement dit, la solution que propose ici le Conseil fédéral et que nous défendons avec énergie, M. Miville et moi, ainsi que quelques députés, est la solution adoptée par la Communauté économique européenne. Ces conventions existent; elles ont été non seulement signées, mais ratifiées.
Le code civil français, par exemple, ne prévoit pas le contrat de consommateurs. Pourtant, si vous considérez l'engagement international de la France, en vertu de la convention de 1968 et de celle de 1980, le contrat de consommateurs existe en France. Ce que les Français peuvent faire, c'est-à-dire raisonner sur le plan international autrement que sur le plan interne, j'estime que les Suisses peuvent aussi le faire. Ce droit existe, puisque les tribunaux français protègent les consommateurs domiciliés en France; les tribunaux allemands protègent les consommateurs domiciliés en Allemagne; les tribunaux belges protègent les consommateurs domiciliés en Belgique, etc.
Par conséquent, nous demandons, comme le Conseil fédéral, d'ajuster la solution suisse au système qui existe dans les pays qui nous entourent. Cela me permet de dire à M. Hefti que je comprends fort bien les soucis que nous cause la situation économique de la Suisse, mais que ce projet vise, au contraire, à protéger des consommateurs habitant la Suisse contre des entreprises situées à l'étranger. Ce sont les Etats étrangers qui protègent les consommateurs domiciliés chez eux contre les entreprises situées en Suisse; nous n'y pouvons rien. Ces Etats étrangers agissent comme ils l'entendent. Par conséquent, je ne vois pas pourquoi nous ne protégerions pas, nous aussi, les consommateurs domiciliés en Suisse.
Le dernier argument de M. Hefti consiste à dire que l'article 111 est contraire à l'article 59 de la constitution fédérale. Mais je dois rappeler ici que l'article 59 de la constitution fédérale protège le débiteur domicilié en Suisse et non celui qui est domicilié à l'étranger. Le problème ne se poserait donc que si le fournisseur était domicilié en Suisse et que le consommateur, domicilié à l'étranger, trouvait à l'étranger un for au lieu de son domicile. Quand le consommateur est domicilié en Suisse et qu'il est le demandeur, il n'y a aucune friction avec l'article 59 de la constitution.
Ce n'est donc pas l'article 111, c'est tout au plus l'article 145 qui peut susciter des difficultés, lorsque nous recevons des jugements rendus à l'étranger, dans le pays de domicile du consommateur, contre une entreprise domiciliée en Suisse. Toutefois, nous rencontrons ce genre de problème depuis que l'article 59 existe. M. Hefti connaît assez bien notre législation pour énumérer quinze ou vingt de nos lois qui dérogent à l'article 59. Nous pourrions donc, mais ceci ne vaut que pour l'article 145 exclusivement, faire ce que nous avons fait depuis plusieurs décennies.
Encore un point: Mme Meier m'a rappelé que M. Hefti pensait que la minorité proposait, à l'article 117, la suppression de l'alinéa 3. Ce n'est pas le cas. L'alinéa 3 subsiste dans la version de la minorité.
Pour toutes ces raisons, je vous invite à suivre la minorité et à protéger les consommateurs, domiciliés en Suisse, comme le font la plupart des Etats de la Communauté.

Affolter: Ich bin weder in der Lage, die Ausführungen Herrn Auberts zu billigen, noch sie zu verstehen. Wir haben uns darüber schon in der Kommission sehr ausgiebig unterhalten. Ich habe mich in der Kommission mit Händen und Füssen und mit Klauen und Zehen gegen die Aufnahme dieser Artikel 111, 117 und 145 Buchstabe b gewehrt. Ich tue es auch jetzt. Die Sache ist nämlich keineswegs besser geworden mit der Neufassung der Kommissionsminderheit, nämlich die Begriffe «Konsumenten» einfach durch «Verbraucher», «Konsumentenverträge» durch «Verträge mit Vebrauchern» und «Lieferanten» mit «Anbieter» zu ersetzen. Das trifft das Problem wirklich nicht. Ich möchte sagen, die Fassung der Minderheit sei eher noch schlechter, weil man jetzt auch noch Verträge für die Erbringung von Dienstleistungen hineingebracht hat.
Es geht, Herr Miville, nicht so sehr darum, dass nun Ideen des Konsumentenschutzes und damit Konsumentenpolitik im IPR Verankerung finden sollen. Natürlich ist dies – Herr Hefti hat darauf hingewiesen – für ein IPR-Gesetz fragwürdig, sehr fragwürdig, vor allem auch im Hinblick auf die Aufhebung des garantierten Gerichtsstandes und damit auf die Vereinbarkeit mit der Bundesverfassung (Art. 59). Es wurde aber gestern von Frau Bundesrätin Kopp und von unzähligen Sprechern und auch heute wieder darauf hingewiesen, dass es bei diesem Gesetz einzig um eine Kodifikation von Kollisionsnormen geht. Dies bedeutet immer noch, dass nicht in die etablierten Inhalte schweizerischen materiellen Landesrechts hineinlegiferiert werden soll. Diese klare Grenzziehung wird in dieser Vorlage verschiedentlich geritzt, ohne dass das in Einzelfällen nun gerügt worden ist. Darüber wollen wir hinwegsehen. Diese Grenzziehung wird aber jetzt in unverantwortlicher Weise verletzt. Es ist fast so etwas wie ein Fluch der bösen Tat. Mit dem gestrigen Ja zur Gesamtkodifikation fluten jetzt alle diese Probleme auf uns ein.
Für mein Rechtsverständnis ist es völlig untragbar, dass man durch die Hintertür des internationalen Privatrechts völlig neue Rechtsbegriffe, neue Rechtsfiguren, in unser Landesrecht hineinbringen will und damit eigentlich der Rechtsunsicherheit noch und noch Raum schafft. Ich bin nicht so weit, Herr Aubert, Ihrer Einladung zu folgen, mich von dieser Verhaftung der juristischen Terminologie im Landesrecht zu lösen. Ich möchte, wenn ich als praktischer Jurist schweizerisches Zivilrecht anwende, nicht neben Zivilgesetzbuch und Obligationenrecht noch zur neuen Bibel IPR greifen müssen. Ich frage Sie, was verstehen Sie unter «Verbraucher»? (Als Rechtsbegriff, meine ich jetzt.) Ich weiss, dass Ihrer Majestät, dem Konsumenten, heute bedeutende politische Bedeutung zukommt. Aber es ist kein zivilrechtlicher Rechtsbegriff. Was ist ein Anbieter, der als neuer Begriff erscheint? Wo ist er definiert? Was verstehen Sie unter Verbrauchervertrag? All das sind doch Dimensionen, die wir noch gar nicht ausgelotet haben. Darunter müssten praktisch alle Dienstleistungen, Geschäfte und Anschaffungen fallen, die nicht gerade eindeutig dem gewerblichen Gebrauch zuzurechnen sind. Die Tragweite ist nicht absehbar. Das hat uns dazu geführt, in der Kommission diesen Kampf zu führen. Es gelang dann nur mit dem Stichentscheid des Präsidenten, wenigstens dieses Unheil zu vermeiden.
Für mich ist es auch völlig unfassbar, dass die IPR-Wissenschaft die Sprengwirkung solcher Normen, die direkt auf das materielle Landesrecht zurückschlagen, verkennen kann. Es kommt doch nicht von ungefähr, dass auch in den Hearings der Kommission gesagt wurde, mit der vorgeschlagenen Regelung werde die ganze Ordnung des IPR, die vorgegeben sei, aus den Angeln gehoben. Ich möchte hinzufügen, mit solch fragwürdigen Rechtsinhalten, deren Tragweite nicht überblickt werden kann, hebt man auch die uns vertrauten, festgefügten rechtlichen Begriffs- und Vorstellungswelten des geltenden Landesrechts aus den Angeln. Wenn man hier sagt, dieser Begriff existiere ja schon in der Bundesverfassung, dann möchte ich doch daran erinnern, dass er dort vor allem im Zusammenhang mit Konsumentenorganisationen Aufnahme gefunden hat, was ein ganz anderer Stiefel ist, als wenn man den Ausdruck Konsument als zivilrechtlichen Rechtsbegriff einführt. Sie kennen schliesslich auch die Schwierigkeiten, die wir mit dem Konsumkreditgesetz haben, dessen Leidensweg ja noch nicht beendet ist: Jetzt will man sich anschicken, auf internationaler Ebene, d. h. in einer nationalen Kodifikation, die internationales Privatrecht regelt, Rechtsbegriffe einzuführen, deren Umschreibung man im nationalen Zivilrecht (z. B. im KKG) aus verständlichen Gründen tunlichst vermieden hat.
Herr Hefti hat auf die volkswirtschaftlichen Konsequenzen solcher neuer Rechtsfiguren hingewiesen. Ich denke an die Exportindustrie, die sich mit der Ausfuhr von Konsumgütern befasst, aber auch an die Auswirkungen auf den Tourismus usw.
Ich möchte schliessen: Wir können es uns nicht leisten, mit solch eingleisigen und unausgegorenen Lösungen zu ope-

rieren. Damit machen wir das internationale Privatrecht unglaubwürdig.
Ich möchte Sie bitten, in diesem Falle nun der Mehrheit zuzustimmen.

Bundesrätin **Kopp:** Nachdem nun fast der Untergang unserer Rechtsordnung durch diese zwei bescheidenen Artikel heraufbeschworen wurde, möchte ich versuchen, sehr nüchtern darzustellen, um was es eigentlich bei diesen zwei Artikeln geht. Darf ich zunächst – Herr Ständerat Affolter – feststellen, dass unsere Bundesverfassung nicht nur von Konsumentenorganisationen spricht, sondern dass sie ausdrücklich vorsieht: «Der Bund trifft Massnahmen zum Schutz der Konsumenten.» Das ist ein konkreter Auftrag an den Gesetzgeber. Er wurde mit dem Konsumkreditgesetz erstmals konkretisiert. Es ist mir natürlich klar, dass Ihr Rat sich nicht mit restloser Begeisterung dieser Vorlage angenommen hat, aber das ändert nichts daran, dass der verfassungsmässige Auftrag existiert. Den Begriff «Konsumenten», der sich in etwa deckt mit «Verbraucher», den haben wir in unserer Verfassung mit einem entsprechenden Auftrag.
Herr Ständerat Hefti hat die Frage der Verfassungsmässigkeit aufgeworfen. Er hat einen sehr starken Vorwurf erhoben, nämlich dass die Bestimmung gegen unser Verfassungsrecht verstosse. Ich kann mich in dieser Beziehung vollumfänglich den Ausführungen von Herrn Ständerat Aubert anschliessen. Ich sehe mit dem besten Willen nicht, worin denn hier eine Verletzung unserer Bundesverfassung bestehen solle. Der Artikel will ja gar nichts anderes, als dass der Schweizer Konsument, der im Ausland einen Kauf tätigt, die Möglichkeit hat, hier in der Schweiz seine Klage einzuleiten, dass er das nicht im Ausland tun muss. Die Vorschrift will nichts anderes als den Schweizer Konsumenten schützen. Wie bereits dargelegt wurde, befinden wir uns in dieser Beziehung nicht allein auf weiter Flur, sondern wir ziehen nur gleich mit dem Recht, das in den EG-Staaten gilt. Alle diese Staaten schützen ihre Konsumenten, indem diese im eigenen Land klagen können und nicht auf das Ausland verwiesen werden. Wir ziehen also nur gleich mit dem ausländischen Recht. Wenn Sie nun diese Bestimmung streichen, wie das eine – übrigens sehr knappe – Kommissionsmehrheit will – eine sehr starke Minderheit unterstützt den bundesrätlichen Antrag –, dann kommen Sie mir so vor, als ob Sie den Kopf unter die Decke steckten, damit Sie ein ungeliebtes Kind nicht mehr sehen. Aber dieses ungeliebte Kind, ob Sie das nun «Verbraucher» oder «Konsument» taufen, existiert weiter, nur ist es schutzlos. Wenn die EG-Länder und alle uns umgebenden Staaten die gleiche Bestimmung aufnehmen, dann begehen wir sicher keinen rechtlichen Sündenfall, wenn auch wir sie in unser Recht aufnehmen.
Ich möchte Sie in diesem Falle bitten, der Minderheit zuzustimmen und damit auch dem Antrag des Bundesrates.

Hefti, Berichterstatter: Darf ich als Kommissionsreferent lediglich darauf hinweisen, dass dieser Schutz des schweizerischen Konsumenten aufgrund des ausländischen Rechts zum vornherein sehr durchlöchert ist, weil, wie wir gesehen haben, dieses ausländische Recht viel mehr Vorbehalte kennt, Einschränkungen gegenüber der Lösung, die wir hier haben. Das Ausland wird keine Schwierigkeiten haben, seine Leute aufgrund dieser Klauseln zu schützen, während das im umgekehrten Falle nicht zutrifft. Die ganze Diskussion, die wir hatten, hat doch gezeigt, dass hier viele ungelöste Punkte vorliegen. Herr Miville hat zum Beispiel nur an die Warenhäuser gedacht, aber er musste auch zugeben, dass die Ladenbesitzer, Handwerker und Betriebsinhaber miteingeschlossen sind. Wir müssen uns zuerst einmal intern klar werden, wie weit wir gehen wollen, bevor wir eine derart generelle Lösung im internationalen Privatrecht treffen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	23 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	14 Stimmen

Art. 112

Antrag der Kommission

Abs. 1

. . . des Beklagten oder am Ort zuständig, wo der Arbeitnehmer gewöhnlich seine Arbeit verrichtet.

Abs. 2

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Hefti)

Streichen

Art. 112

Proposition de la commission

Al. 1

Les tribunaux suisses du domicile du défendeur ou du lieu dans lequel le travailleur accomplit habituellement son travail sont compétents pour connaître des actions relatives au contrat de travail.

Al. 2

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Hefti)

Biffer

Hefti, Berichterstatter: Bezüglich Absatz 2 habe ich eine Frage zu stellen. Es wurde gesagt, dieser Absatz 2 entspreche schon heute dem Artikel 343 des Schweizerischen Obligationenrechts. So wie ich diesen Artikel aber auffasse, ist das nicht der Fall. Ich möchte daher den Bundesrat bitten, sich über diesen Punkt auszusprechen.
Dann wurden in der Kommission Bedenken geäussert, ob sich das nicht sehr bald auch in umgekehrter Weise auswirken könnte, nämlich, dass ausländische Arbeiter schweizerische Unternehmen auf diese Weise im Ausland belangen können. Diesbezüglich wurden wir allerdings in der Kommission beruhigt: Es wäre aber recht, wenn der Bundesrat auch zu diesem Punkt Stellung nehmen würde.

Bundesrätin **Kopp:** Artikel 343 OR stellt dem Arbeitnehmer verschiedene Klagemöglichkeiten, verschiedene Gerichtsstände zur Verfügung; aber er bezieht sich natürlich auf das innerstaatliche Recht. Mit Artikel 112 soll nun dem Arbeitnehmer ebenfalls zusätzlich eine Schutzmöglichkeit geboten werden, wie das beim Artikel über die Konsumentenverträge vorgesehen war, den Sie vorhin gestrichen haben, nämlich dass der Arbeitnehmer, der im Ausland arbeitet, für Klagen aus dem Arbeitsverhältnis seine Klage ebenfalls in der Schweiz einleiten kann. Diese Möglichkeit wurde insbesondere auch für mittlere und höhere Angestellte und aus einem ausgesprochenen Schutzbedürfnis heraus geschaffen; sie bedeutet eine Erleichterung für unsere schweizerischen Arbeitnehmer, die im Ausland arbeiten.

Hefti: Auf welcher heutigen Bestimmung des OR beruht nun aber Artikel 112 Absatz 2?

Bundesrätin **Kopp:** Artikel 112 wurde mit dieser Kodifikation neu geschaffen, weil er international privatrechtliche Vorkommnisse von schweizerischen Arbeitnehmern regelt, die im Ausland arbeiten, währenddem sich Artikel 343 OR auf Schweizer Arbeitnehmer bezieht, die in der Schweiz arbeiten.

Hefti: Es ist nicht gerade die Antwort auf meine Frage; aber ich verzichte auf meinen Antrag.

Präsident: Herr Hefti zieht seinen Antrag auf Streichung von Artikel 112 Absatz 2 zurück.

Angenommen – Adopté

Art. 113

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hefti, Berichterstatter: Hier wird ein Grundsatz festgehalten, der sich erst im Verlaufe der Zeit entwickelt hat, aber heute vom Bundesgericht ziemlich unangefochten angewandt wird, nämlich dass die Parteiautonomie gilt. Diese gilt ohne Einschränkungen, also nicht etwa nur im Rahmen eines Abschlussrechtes, wie dies früher gelegentlich vom Bundesgericht angenommen wurde. Dann ist wichtig, dass für die Frage, ob und wie eine Rechtswahl getroffen wurde, auch schon das in Aussicht genommene Recht massgebend ist.

Angenommen – Adopté

Art. 114

Antrag der Kommission

Abs. 1

. . . zusammenhängt.

Abs. 1bis

Es wird vermutet, der engste Zusammenhang . . .

Abs. 2

Bst. e

. . . Leistung des Garanten und des Bürgen.

Für den Rest: Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 114

Proposition de la commission

Al. 1

... les plus étroits.

Al. 1bis

Ces liens sont réputés ...

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hefti, Berichterstatter: Es kommt natürlich vielfach vor, dass die Parteien keine Wahl treffen; dann muss man das Rechtsverhältnis irgendwo anknüpfen. Hier geht man auf die berühmte schon von Savigny entwickelte Lehre zurück, dass man den Sitz des Rechtsverhältnisses (wobei Sitz in einem etwas umfassenden Sinn zu verstehen ist) suchen muss und dass dieser das Kriterium für die Rechtsanwendung bildet. Für die Bestimmung des «Sitzes» gibt Artikel 114 eine Anleitung, mehr noch als das, eine Richtlinie, allerdings keine absolute, denn es heisst: «Es wird vermutet». Man könnte also bezüglich des Absatzes 1bis und Absatz 2 sagen, sie seien nicht zwingend, sofern die Umstände etwas anderes nahelegen: Das wird aber keineswegs die Regel sein, sondern eher seltener vorkommen.
Absatz 1bis und Absatz 2 basieren nun darauf, dass man schauen soll, in welchem Land die sogenannte charakteristische Leistung erbracht wird. Ich möchte also sagen, weil ein Vertrag immer Leistung und Gegenleistung ist: welches ist die dominierende Leistung?
Wie Sie gesehen haben, hat Ihre Kommission Absatz 1 aufgeteilt. Meines Erachtens zu Recht, indem diese Sitztheorie in den Vordergrund gestellt wird und dann das andere lediglich eine Auslegungsregel im Sinn einer Vermutung bildet.

Angenommen – Adopté

Art. 115

Antrag der Kommission

Abs. 1

. . . Sachen wird auf das Haager- . . .
. . . anzuwendende Recht verwiesen.

Abs. 2

Streichen

Art. 115

Proposition de la commission

Al. 1

Pour les ventes mobilières, on se réfèrera à la convention ...

Al. 2

Biffer

Angenommen – Adopté

Art. 116

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hefti, Berichterstatter: Bei Absatz 1 muss ergänzt werden – das hat sich in der Kommission ergeben –, dass die Rechtswahl natürlich beschränkt ist. Beim ganzen dinglichen Teil dieser Rechtsgeschäfte regiert das Gesetz der gelegenen Sache. Da kommt die Rechtswahl höchstens in dem Sinne ins Spiel, als man obligationenrechtliche Abmachungen neben den dinglichen anerkennen kann. Das geht aus dem Text nicht ohne weiteres hervor, aber in den Kommissionsberatungen war man sich hierüber klar.

Angenommen – Adopté

Art. 117

Antrag der Kommission

Mehrheit

Streichen

Minderheit

(Miville, Aubert, Meier Josi, Meylan, Piller)

Titel

c. Verträge mit Verbrauchern

Abs. 1

Verträge über die Lieferung von Waren oder die Erbringung von Dienstleistungen, die für den persönlichen oder familiären Gebrauch des Verbrauchers bestimmt sind, sowie Verträge zur Finanzierung solcher Geschäfte, unterstehen dem Recht des Staates, in dem der Verbraucher seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat:

a. wenn die andere Vertragspartei oder ihr Vertreter die Bestellung in diesem Staat entgegengenommen hat;

b. wenn dem Vertragsabschluss ein ausdrückliches Angebot oder eine Werbung in diesem Staat vorausgegangen ist und der Verbraucher in diesem Staat die zum Vertragsabschluss erforderlichen Rechtshandlungen vorgenommen hat, oder

c. wenn die andere Vertragspartei den Verbraucher veranlasst hat, sich ins Ausland zu begeben und seine Bestellung dort abzugeben.

Abs. 2

Die Form untersteht ausschliesslich dem Recht, das nach dieser Bestimmung auf den Vertrag mit Verbrauchern **anwendbar ist.**

Abs. 3
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 117
Proposition de la commission

Majorité
Biffer

Minorité
(Miville, Aubert, Meier Josi, Meylan, Piller)

Titre
c. Contrats conclus par des consommateurs

Al. 1
Les contrats portant livraison de marchandises ou fourniture de services passés pour l'usage personnel ou familial du consommateur ainsi que les contrats passés pour leur financement sont régis par le droit de l'Etat de la résidence habituelle du consommateur;
a. Si le co-contractant ou son représentant a reçu la commande dans cet Etat;

Pour le reste de l'al. 1 et al. 2, 3: Adhérer au projet du Conseil fédéral
(Les modifications ne concernent que le texte allemand)

Hefti, Berichterstatter: Artikel 117 hängt mit Artikel 111 zusammen, über den wir vorher debattiert haben. Ich nehme an, wir beschliessen hier in gleichem Sinn.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
(siehe Entscheid bei Art. 111)
Adopté selon la proposition de la majorité
(voir décision à l'art. 111)

Art. 118
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hefti, Berichterstatter: Beim Arbeitsvertrag stehen wir eigentlich immer etwas vor einem Dilemma. Wir sprechen vom Arbeitnehmer, denken dabei ohne weiteres an den Arbeiter – was man bisher darunter verstand –, auch noch in gewissem Umfange an den Angestellten, aber übersehen, dass heute auch Direktoren durchaus unter «Arbeitnehmer» subsumiert werden können und auch von unseren Gesetzen so behandelt werden.
Man kann sich also fragen, ob in Artikel 118 – im Hinblick auf diese gehobenen und einflussreichen Positionen von Leuten, die gesetzlich Arbeitnehmer sind – die Möglichkeit der Rechtswahl nicht zu eingeschränkt ist. Die Frage wurde in der Kommission aufgegriffen, aber es kam dann doch zu keiner Änderung gegenüber der bundesrätlichen Fassung. Hinsichtlich der Beratung im Zweitrat möchte ich diese Bemerkung doch gemacht haben.

Angenommen – Adopté

Art. 119
Antrag der Kommission

Abs. 1–3
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 4
Verträge zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern über Rechte an Immaterialgütern, die der Arbeitnehmer im Rahmen der Erfüllung des Arbeitsvertrages geschaffen hat, unterstehen dem auf den Arbeitsvertrag anwendbaren Recht.

Art. 119
Proposition de la commission

Al. 1 à 3
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 4
Les contrats passés entre un employeur et un travailleur relatifs aux droits de propriété intellectuelle portant sur des inventions que le travailleur a réalisées dans le cadre de l'accomplissement de son travail, sont régis par le droit applicable au contrat de travail.

Hefti, Berichterstatter: Wir haben – wie Frau Meier bereits sagte – vereinbart, dass Artikel 119 im Zusammenhang mit dem Immaterialgüterrecht abschliessend behandelt wird.

Angenommen – Adopté

Art. 120
Antrag der Kommission
Schweigt eine Partei auf einen Antrag zum Abschluss eines Vertrages, so kann sie sich für die Wirkungen des Schweigens auf das Recht des Staates berufen, in dem sie ihren gewöhnlichen Aufenthalt hat.

Art. 120
Proposition de la commission

Titre
a. Silence après réception d'une offre

Texte
La partie qui ne répond pas à l'offre de conclure un contrat peut demander que les effets de son silence soient régis par le droit de l'Etat dans lequel elle a sa résidence habituelle.

Hefti, Berichterstatter: Hier gilt der Grundsatz «Qui tacet consentire videtur», was bedeutet: Wer zu einer Offerte stillschweigt, hat sie angenommen bzw. nicht angenommen. Die Lösung, wie sie hier getroffen wurde, hat eine «Nase». Man hat auf den Aufenthalt abgestellt. Das kann in vielen Fällen richtig sein. Weil aber der Aufenthalt häufig nichts Definitives ist, kann sich jemand – auch wenn er Aufenthalt im Land A und Wohnsitz im Land B hat – mit seinem ursprünglichen Wohnsitz (namentlich bezüglich der Rechtsverhältnisse) viel mehr verbunden fühlen. Er kann über die Situation am Wohnsitz gut orientiert sein, währenddem die Situation am Aufenthalt, der ja sehr rasch begründet werden kann, ihm vielleicht weniger geläufig ist. Es fragt sich daher, ob die Regelung nicht etwas zu rigid ist; sie ist aber nun so getroffen und wird so beantragt. Im übrigen dürfte der Richter gegebenenfalls den Weg finden, wenn einmal ein stossender Fall entstehen sollte.

Angenommen – Adopté

Art. 121
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hefti, Berichterstatter: Bei Artikel 121 wollte man bezüglich Recht, welches für die Vertragsform massgebend ist, teils noch weitergehen, was die Kommission schliesslich ablehnte.
Darf ich an die Departementsvorsteherin eine Frage richten: In Absatz 3 steht «zwingend» vorschreiben. Vorschreiben ist nach der Terminologie zwingend.

Bundesrätin **Kopp:** Meines Erachtens ändert sich nichts, wenn Sie den Begriff «zwingend» streichen.

Präsident: Der Kommissionspräsident ist mit dieser Streichung ebenfalls einverstanden.

Angenommen gemäss Antrag Hefti
Adopté selon la proposition Hefti

Art. 122
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hefti, Berichterstatter: Der Wortlaut von Artikel 122 ist unpräzis. Es kann die Möglichkeit zu missbräuchlichen Umgehungen bestehen. Aber ich nehme an, dass das Richterrecht gegebenenfalls den Ausweg finden wird.

Angenommen – Adopté

Art. 123, 124, 125
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 126
Antrag der Kommission

Abs. 1, 2
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3
Können mehrere Beklagte in der Schweiz belangt werden und stützen sich die Ansprüche im wesentlichen auf die gleichen Tatsachen und Rechtsgründe, so kann bei jedem zuständigen Richter gegen alle geklagt werden; der zuerst angerufene Richter ist ausschliesslich zuständig.

Art. 126
Proposition de la commission

Al. 1, 2
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3
Si plusieurs défendeurs peuvent être actionnés en Suisse et si les prétentions sont essentiellement fondées sur les mêmes faits et les mêmes motifs juridiques, l'action peut être intentée contre tous auprès du même juge compétent; le juge saisi en premier lieu est exclusivement compétent.

Hefti, Berichterstatter: Mit Artikel 126 kommen wir zu den «unerlaubten Handlungen». Das Bundesgericht stellte bis jetzt darauf ab, dass sowohl das Recht des Begehungsortes wie dasjenige, wo die Wirkung eintritt, zum Zuge kommen, und dasselbe gilt für die Zuständigkeit. Das ist die Ubiquitätstheorie. Dagegen spielten Domizil und Aufenthalt bis jetzt nicht hinein. Diese grundsätzliche bundesgerichtliche Praxis, die aber auch bis jetzt im einzelnen flexibel blieb, wird hier verankert. Sie entspricht Artikel 59 der Bundesverfassung.
Weil aber heute bei den unerlaubten Handlungen die Tatbestände sehr differenziert sind, mussten im folgenden für spezielle Verhältnisse auch spezielle Bestimmungen gemacht werden.
Hinzuweisen ist bei Artikel 126 noch – das hat die Kommission beigefügt –, dass bei einer Mehrheit von Belangbaren der Richter an dem Forum, wo der erste Beklagte in Anspruch genommen wird, auch für alle übrigen Beklagten zuständig wird. Das mag vor Artikel 59 der Bundesverfassung nicht gerade sehr konform sein, aber es hat sicher seine praktischen Vorteile.

Angenommen – Adopté

Art. 127
Antrag der Kommission

Abs. 1
Ist durch die friedliche Verwendung von Kernenergie Schaden verursacht worden, so sind die schweizerischen Gerichte des Ortes zuständig, an dem das schädigende Ereignis eingetreten ist.

Abs. 2
Kann dieser Ort nicht ermittelt werden, so sind:
a. wenn der Inhaber einer Kernanlage haftet, die schweizerischen Gerichte des Ortes zuständig, in dem die Kernanlage gelegen ist;
b. wenn der Inhaber einer Transportbewilligung haftet, die schweizerischen Gerichte des Ortes zuständig, in dem der Inhaber der Transportbewilligung seinen Wohnsitz oder sein Gerichtsdomizil hat.

Bst. c, d, e
Streichen

Art. 127
Proposition de la commission

Al. 1
Les tribunaux suisses du lieu où le dommage s'est produit sont compétents pour connaître des actions relatives au dommage causé par l'exploitation pacifique d'énergie nucléaire.

Al. 2
Lorsque ce lieu ne peut pas être déterminé, l'action peut être portée:
a. Si la responsabilité incombe à l'exploitant d'une installation nucléaire, devant les tribunaux suisses du lieu où cette installation est située;
b. Si la responsabilité incombe au détenteur d'une autorisation de transport, devant les tribunaux suisses du lieu où ce détenteur est domicilié ou a élu domicile.

Let. c, d, e
Biffer

Hefti, Berichterstatter: Bei Artikel 127 geht es lediglich um die Kernenergiehaftung entsprechend der derzeit geltenden Gesetzgebung.

Angenommen – Adopté

Art. 128
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 128a
Antrag der Kommission

Titel
II. Anwendwares Recht
I. Im allgemeinen
a. Rechtswahl

Text
Die Parteien können nach Eintritt des schädigenden Ereignisses stets vereinbaren, dass das Recht am Gerichtsort anzuwenden ist.

Art. 128a

Proposition de la commission

Titre

II. Droit applicable
I. En général
a. Election de droit

Texte

L'auteur du dommage et le lésé peuvent, après l'événement dommageable, convenir à tout moment de l'application du droit du for.

Hefti, Berichterstatter: Nun gehen wir weg von der Zuständigkeit und kommen zum anwendbaren Recht. Im allgemeinen gibt es ja bei den Haftpflichtfällen kein vereinbares Recht; denn sie treten unvorhergesehen, ex lege und ohne Vereinbarung ein. Immerhin können sich Haftungen aus vertraglichen Beziehungen ergeben. In dem Falle wird klar gesagt, dass – ich werde nachher auf die betreffenden Bestimmungen nicht mehr zurückkommen, sondern es hier allgemein sagen –, wenn solche Haftpflichten aus vertraglichen Beziehungen entstehen, das für den Vertrag geltende Recht auch für die Haftung gilt.
Dann wird weiter vereinbart, dass, wenn einmal die Haftung eingetreten ist, man eine gewisse Freiheit durch Parteiübereinstimmung für die Wahl des massgebenden Rechtes hat; man hat sich aber auf den Gerichtsort beschränkt. Das ist Artikel 128a.
Gemäss Protokollen wollte man in der Kommission in der Möglichkeit der Wahl des anwendbaren Rechts weitergehen. Das blieb in der Kommission – nach Protokollen – an sich unbestritten. Immerhin hat das dann keinen Niederschlag in Form einer Änderung des vorliegenden Textes gefunden, so dass nun – ich möchte sagen – leider – die Rechtswahl auf die *Lex fori* beschränkt bleibt.

Angenommen – Adopté

Art. 129

Antrag der Kommission

Titel

b. Fehlen einer Rechtswahl

Abs. 1–3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesraters

Abs. 4

Streichen

Art. 129

Proposition de la commission

Titre

b. A défaut d'élection de droit

Al. 1 à 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 4

Biffer

Hefti, Berichterstatter: Bei Artikel 129 wird eine sehr wesentliche Ausnahme vom Prinzip des Artikels 126 gemacht. Da stellt man nun nicht mehr auf den Begehungsort ab oder auf den Ort, wo der «Erfolg» eingetreten ist; sondern im Falle, dass Schädiger und Geschädigter den gleichen Aufenthalt haben, gilt das Recht des Aufenthaltsortes, unabhängig vom Recht, wo der Schaden verursacht wurde oder eingetreten ist.
Diese Lösung darf sich zum mindesten originell nennen. Sie erinnert mich fast etwas an eine Rückkehr an die mittelalterliche Statutentheorie, dass das Anrecht auf Schadenersatz zum Statutum Personale wird. Aber abgesehen von dem: Es gibt sicher viele Fälle, wo die vorgeschlagene Lösung das adäquate, das sachgerechte Urteil ermöglicht. Ich kann mir aber andererseits vorstellen, dass es auch stossende Fälle gibt, nämlich wenn etwas, was an einem Ort nicht Delikt ist – wohlverstanden zivilrechtliches –, dann trotzdem Haftungsansprüche hervorrufen soll, die vielleicht nicht den Verhältnissen des Begehungsortes entsprechen. Die Problematik wurde angetönt, aber man hat ihr weiter keine Folge gegeben. Es sei das aber im Hinblick auf die Beratung des Zweitrates zuhanden des «Amtlichen Bulletins» erwähnt.

Angenommen – Adopté

Art. 130

Antrag der Kommission

Für Ansprüche aus Strassenverkehrsunfällen wird auf das Haager . . .
. . . anzuwendende Recht verwiesen.

Art. 130

Proposition de la commission

Pour les prétentions résultant d'accidents de la circulation routière on se réfèrera à la convention . . .

Angenommen – Adopté

Art. 131

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Hefti

Streichen

Art. 131

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Hefti

Biffer

Hefti, Berichterstatter: Artikel 131 betrifft die Produktehaftpflicht. Es muss gesagt werden, dass sie eher einschränkend und eher im Schutze schweizerischer Interessen geregelt wird. Ich möchte aber zu Absatz 1 Buchstabe b einige Fragen stellen:
Schon in der Kommission wurde (ich glaube von Frau Kollega Meier) die Frage aufgeworfen: Ist – wenn ein Schweizer Exporteur nach Deutschland, das zur EG gehört, liefert – sein Einverständnis zur Lieferung ins Ausland den ganzen EG-Raum betreffend zu verstehen? Das ist in der Kommission bejaht worden. Es wäre aber richtig, wenn der Bundesrat hier Stellung nimmt.
Dann die weitere Frage: Bezieht der EG-Raum in dieser Hinsicht auch den EFTA-Raum ein? Dies wurde in der Kommission noch nicht beantwortet.
Eine dritte Frage: Ist die Annahme richtig, dass – wenn jemand etwas nach Ägypten liefert und das Produkt nachher in Frankreich auftaucht – ein Einverständnis im Sinne des vorliegenden Gesetzes nicht vorliegt? In Anbetracht der Bedeutung dieser Tatbestände wäre hier eine klare Antwort seitens des Bundesrates erwünscht.

Bundesrätin **Kopp**: Ich beginne mit der letzten Frage von Herrn Ständerat Hefti, nämlich mit dem Fall, dass ohne Wissen des Produzenten ein Produkt, das er nach Ägypten geliefert hat, nach Frankreich weiterverkauft wird. Es scheint mir, dass sich aus der *ratio legis* ergibt, dass dann der Schutz eintritt und der Produzent nicht damit rechnen muss, nachher nach französischem Recht behaftet zu werden. Mir scheint, dass sich dies aus der Ratio dieser Bestimmung ergebe.
Dann wurde die Frage gestellt über die Ausdehnung auf alle EG-Staaten und ob sich die EFTA-Staaten miteinbeziehen lassen. Ich bin gerne bereit, diese Frage für die Behandlung im Zweitrat nochmals zu überprüfen.

Hefti, Berichterstatter: Ich danke Frau Bundesrätin Kopp vor allem für die präzise Beantwortung meiner letzten Frage. Im übrigen erkläre ich mich ebenfalls befriedigt. Ich kann damit meinen Streichungsantrag zurückziehen.

Angenommen gemäss Antrag der Kommission
Adopté selon la proposition de la commission

Art. 132
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hefti, Berichterstatter: Artikel 132 betrifft den unlauteren Wettbewerb und gab in der Kommission Anlass zu grossen Diskussionen. Vor allem ging es darum, ob auch die Abwehr- und Schutzmassnahmen einbezogen sind. Die Auffassung war, dass die getroffene Regelung in diesem Sinne umfassend sei.
Es ist natürlich möglich, dass jemand, der in verschiedene Länder liefert, nach verschiedenen Rechten belangt werden kann. Das lässt sich nicht vermeiden. Hingegen soll durch den Hinweis «Markt» angetönt werden, dass es effektiv um das eigentliche Operationsgebiet gehen soll und Nebenwirkungen oder geringfügiger Schaden nicht unter diesen Artikel fallen.

Angenommen – Adopté

Art. 133
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hefti, Berichterstatter: Nach den Auffassungen der Kommission bezieht sich diese Bestimmung auch auf alle Abwehrmassnahmen, also auch auf die Abwehrmöglichkeiten und nicht etwa nur auf den Schadenersatz.

Gadient, Berichterstatter: Es scheint mir gegeben, dass unter Ansprüchen aus Wettbewerbsbehinderung auch Schadenersatzansprüche und die entsprechenden Abwehransprüche zu subsumieren sind.

Angenommen – Adopté

Art. 134
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Art. 135
Antrag der Kommission

Abs. 1
Ansprüche aus Verletzung der Persönlichkeit durch Medien, insbesondere durch Presse, Radio und Fernsehen oder andere Informationsmittel...
a. ... Aufenthalt hat, sofern der Schädiger mit dem Eintritt des Erfolges in diesem Staat rechnen musste;
c. dem Recht des Staates, in dem der Erfolg der verletzenden Handlung eintritt, sofern der Schädiger mit dem Eintritt des Erfolges in diesem Staat rechnen musste.

Abs. 2
Das Gegendarstellungsrecht gegenüber periodisch erscheinenden Medien richtet sich ausschliesslich nach dem Recht des Staates, in dem das Druckerzeugnis erschienen ist oder die Radio- oder Fernsehsendung ausgestrahlt wurde.

Art. 135
Proposition de la commission

Al. 1
Les prétentions fondées sur une atteinte publique à la personnalité par les médias, notamment par la voie de la presse, de la radio, de la télévision ou de tout autre moyen public d'information sont régies, au choix du lésé:
a. Par le droit de l'Etat dans lequel le lésé a sa résidence habituelle pour autant que l'auteur du dommage devait compter que le résultat se produirait dans cet Etat;
b. ...
c. Par le droit de l'Etat dans lequel le résultat de l'atteinte se produit, pour autant que l'auteur du dommage devait compter que le résultat se produirait dans cet Etat.

Al. 2
Le droit de réponse à l'encontre de médias à caractère périodique est exlusivement régi par le droit de l'Etat dans lequel la publication a paru ou l'émission est diffusée.

Hefti, Berichterstatter: Auch Artikel 135 schliesst die Abwehrmassnahmen ein; hier ist es ja von der Sache her noch mehr gegeben. Vielleicht erscheinen hier die Änderungen der Kommission eher redaktioneller Art. Ich habe aber den Eindruck, dass sie doch ein wenig hinter den Bundesrat zurückgegangen ist.

Angenommen – Adopté

Art. 136
Antrag der Kommission
Streichen

Proposition de la commission
Biffer

Angenommen – Adopté

Art. 137
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 138
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hefti, Berichterstatter: Hier wird es nötig sein, auf die Kommissionsverhandlungen zu verweisen. Da hat man klar gesagt, dass dieser Artikel 138 sich nicht nur auf die eigentlichen Deliktfälle, sondern auch auf die übrigen Haftungsfälle beziehe, ausgenommen die Deliktfähigkeit, die sich naturgemäss nur auf die eigenen Delikte beziehen kann. Ich möchte betonen, dass mit Delikt hier nicht das strafrechtliche Delikt, sondern das zivilrechtliche gemeint ist.

Gadient: Man müsste die gestellte Frage vielleicht grundsätzlich beantworten, als Frage, ob das Kapitel über die unerlaubten Handlungen alle Ansprüche oder nur Schadenersatzansprüche erfasse. Das Kapitel erfasst alle Ansprüche, wie Sie das gesagt haben, somit auch Unterlassungs- und Beseitigungsansprüche. In Artikel 138 soll das lediglich deshalb nicht ausdrücklich erwähnt werden, weil zusätzlich auch das Gegendarstellungsrecht sowie die Urteilsveröffentlichung und eventuell weitere Ansprüche genannt werden müssten.

Angenommen – Adopté

Art. 139
Antrag der Kommission

Titel
I. Mehrheit von Schuldnern
1. . . .

Text
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 139
Proposition de la commission

Titre
I. Pluralité de débiteurs
1. ...

Texte
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hefti, Berichterstatter: Auch der Experte hat uns eingangs erklärt, dass es sich bei diesen Bestimmungen (Art. 139 bis 144) um eine eher verzwickte Angelegenheit handle. Ich glaube von der Natur der Sache her können diese nicht volkstümlich sein, obschon das das Ziel der Gesetzesrevision war.
Zu Artikel 139: Hier wird die Rechtsprechung viel zu sagen haben, und der Anwalt wird in Zukunft nicht nur wie bisher die Judikatur und die Literatur konsultieren müssen, sondern zusätzlich auch noch dieses Gesetz.

Angenommen – Adopté

Art. 140
Antrag der Kommission

Abs. 1, 2
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3
Ob einer Einrichtung, die öffentliche Aufgaben wahrnimmt, ein Regressrecht zusteht, bestimmt sich nach dem auf diese Einrichtung anwendbaren Recht. Für die Zulässigkeit und die Durchführung des Regresses gelten die Absätze 1 und 2.

Art. 140
Proposition de la commission

Al. 1, 2
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3
Lorsqu'une institution chargée d'une tâche publique exerce un recours, le droit applicable à cette institution régit le recours. L'admissibilité et l'exercice du recours sont régis par les deux alinéas précédents.

Hefti, Berichterstatter: Da habe ich nur eine Frage zu Absatz 1: Sind die Rechte, denen diese beiden Schulden unterstehen, kumulativ oder nicht?

Cavelty: Ich habe die Meinung, der Referent sollte eigentlich Fragen beantworten und nicht Fragen stellen.

Hefti, Berichterstatter: Bei wichtigen Punkten ist auch die Antwort des Bundesrates erwünscht zwecks Vermeidung von Meinungsverschiedenheiten zwischen Rat und Bundesrat. Sie können alle Beratungen durchgehen, das kam immer wieder vor. Aber vielleicht nimmt der Herr Kommissionspräsident Stellung.

Gadient, Berichterstatter: Im Sinne eines Entgegenkommens will ich das tun. Die Bestimmung versteht sich kumulativ, und ich kann Ihnen sagen, dass das Schweizerische Bundesgericht diese *tale quale* übernommen hat.

Angenommen – Adopté

Art. 141
Antrag der Kommission

Abs. 1, 3, 4
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2
. . . Arbeitsvertrag zulässt. *(Rest des Absatzes streichen)*

Art. 141
Proposition de la commission

Al. 1, 3, 4
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2
... contrat de travail l'admet. *(Biffer le reste de l'alinéa)*

Angenommen – Adopté

Art. 142
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 143
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hefti, Berichterstatter: Hier darf vielleicht eine Stellungnahme des Experten in den Kommissionsberatungen festgehalten werden: Ein Vertrag zwischen einem Schweizer und einem Franzosen ist schweizerischem Recht unterstellt und enthält die Goldklausel. In diesem Fall beurteilt sich die Gültigkeit der Goldklausel nach schweizerischem Recht, auch wenn das in Frankreich allenfalls nicht zulässig wäre und die Vertragswährung die französische ist. Dagegen wird der Schweizer, wenn er in Frankreich klagen will, natürlich kaum Aussicht auf Erfolg haben, denn Frankreich würde zum mindesten mit dem Ordre public operieren.

Angenommen – Adopté

Art. 144
Antrag der Kommission

Abs. 1, 2
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3
. . . anwendbare Recht (Art. 113 ff.).

Art. 144
Proposition de la commission

Al. 1, 2
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3
... de contrats (art. 113 ss).

Angenommen – Adopté

Art. 145
Antrag der Kommission

Abs. 1
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2 Bst. b
Mehrheit
Streichen

Minderheit
(Miville, Aubert, Meier Josi, Meylan, Piller)
b. wenn sie Ansprüche aus einem Vertrag mit Verbrauchern betrifft und am Wohnsitz oder am gewöhnlichen Aufenthalt des Verbrauchers ergangen ist;

Für den Rest von Abs. 2: Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 145
Proposition de la commission

Al. 1
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2 let. b
Majorité
Biffer

Minorité
(Miville, Aubert, Meier Josi, Meylan, Piller)
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Pour le reste de l'al 2: Adhérer au projet du Conseil fédéral

Hefti, Berichterstatter: Hier sehen Sie, dass sich bei Litera b von Absatz 2 dasselbe Problem ergibt, das wir schon vorher bei Artikel 111 und 117 behandelt haben.

Angenommen gemässe Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

9. Kapitel: Gesellschaftsrecht
Chapitre 9: Droit des sociétés

Affolter, Berichterstatter: Ein paar allgemeine Bemerkungen zu diesem Abschnitt. Ich bin unter allen europäischen oder überseeischen IPR-Gesetzen oder -Entwürfen einzig im jugoslawischen Gesetz auf Kollisionsnormen über das Gesellschaftsrecht gestossen. Doch zu einer Gesamtkodifikation des gestern beschlossenen Zuschnitts gehört konsequenterweise nun auch ein Abschnitt über das Gesellschaftsrecht.
Es hat sich allerdings herausgestellt, dass Kollisionsnormen gerade auf diesem Gebiet sehr problembefrachtet sind. Es existieren verschiedenste Theorien und Lehrmeinungen, einmal über das anwendbare Recht, dann auch über den Begriff der Gesellschaft selbst.
Der vorliegende Entwurf steht auf dem Boden der sogenannten Inkorporationstherorie, d. h. die Gesellschaft untersteht grundsätzlich dem Recht, nach dem sie gebildet und gegebenenfalls in ein Register eingetragen worden ist. Dies entspricht auch der heutigen Praxis des Schweizerischen Bundesgerichts. Der Entwurf geht hier also parallel mit der bundesgerichtlichen Praxis.
Zu einigen Diskussionen gab die Definition der Gesellschaft Anlass, da dabei nicht auf den uns bekannten Begriff der Gesellschaft abgestellt werden konnte, sondern darunter auch noch weitere Personenzusammenschlüsse und Vermögenseinheiten aus ausländischem Rechtsdenken zu verstehen sind. Hier hat man sich zumindest zu einer Definition des Gesellschaftsbegriffes «im Sinne dieses Gesetzes» durchgerungen und damit ein Durcheinander mit dem Gesellschaftsbegriff nach schweizerischem Obligationen- und Landesrecht vermieden.
Im Gesellschaftsrechts-Kapitel liegt nur ein einziger Minderheitsantrag von Herrn Hefti vor, dem ich mich seinerzeit in der Kommission angeschlossen habe. Ich tue es auch jetzt. Es handelt sich um die Streichung von Artikel 153, einem Antrag, der nicht auf der Fahne steht. Herr Kollege Hefti wird den Minderheitsantrag nachher begründen.
Die anderen Bestimmungen und Abänderungsanträge der Kommission sind unbestritten. Ich bitte den Herrn Präsidenten, wiederum artikelweise vorzugehen.

Art. 146
Antrag der Kommission

Abs. 1, 3
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2
... anwendbare Recht (Art. 113 ff.)

Art. 146
Proposition de la commission

Al. 1, 3
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2
... contrats (art. 113 ss)

Angenommen – Adopté

Art. 147–149
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 150
Antrag der Kommission
a. die Rechtsnatur, die Entstehung, den Untergang und die Rechts- und Handlungsfähigkeit;
b. Streichen
c. Streichen
e. die Organisation und die internen Beziehungen, namentlich diejenigen zwischen der Gesellschaft und ihren Mitgliedern;
f. Streichen
g. ... Vorschriften und die Haftung für ihre Schulden;
h. Streichen

Art. 150
Proposition de la commission
a. La nature juridique de la société, la constitution, la dissolution, la jouissance et l'exercice des droits civils;
b. Biffer
c. Biffer
e. L'organisation et les rapports internes tels que les rapports entre la société et ses membres;
f. Biffer
g. La responsabilité pour violation des prescriptions du droit des sociétés et la responsabilité pour les dettes de la société;
h. Biffer

Angenommen – Adopté

Art. 151
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 152
Antrag der Kommission

Abs. 1
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
(Die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Abs. 2
... unlauteren Wettbewerb (Art. 132) oder ... anwendbaren Recht (Art. 129, 135).

Art. 152
Proposition de la commission

Al. 1
... les atteintes portées en Suisse est régie par le droit suisse.

Al. 2
... concurrence déloyale (art. 132) ou aux atteintes à la personnalité (art. 129, 135).

Angenommen – Adopté

Art. 153
Antrag der Kommission

Mehrheit
... Aufenthalt hat. Dies gilt nicht, wenn die andere Partei die Beschränkung gekannt hat oder hätte kennen müssen.

Minderheit
(Hefti)
Streichen

Art. 153
Proposition de la commission

Majorité
Adhérer au projet du Conseil fédéral
(La modification ne concerne que le texte allemand)

Minorité
(Hefti)
Biffer

Hefti, Sprecher der Minderheit: In der Schweiz haben wir sehr viel Kollektivunterschriften in dem Sinne, dass in den Unternehmen nicht ein einzelner Direktor allein zeichnen kann, sondern dass es immer zwei Unterschriften braucht. Im Ausland existiert vielfach das Institut des Président Directeur général: es muss ein Unternehmen mindestens eine Persönlichkeit haben, die allein, also nicht kollektiv, verbindlich zeichnen kann. Wenn wir nun mit der Bestimmung von Artikel 153 in ein Land gehen, wo diese Einzelzeichnungsberechtigung zulässig ist, obschon sie in der betreffenden schweizerischen Firma nicht zulässig wäre, dann könnte das schweizerische Unternehmen nicht entgegenhalten, es kenne nur das Institut der Doppelunterschrift.
Ich glaube, hier dürfte eine zu grosse Gefahr für die schweizerische Industrie bestehen. Das ist der Grund für meinen Streichungsantrag.

Gadient, Berichterstatter: Ich hatte geglaubt, dass der Referent der Kommission im Prinzip die beiden Standpunkte darlegen würde. Es stellt sich die Frage, ob Artikel 153 erforderlich ist oder nicht. Die Vertretungsmacht untersteht grundsätzlich dem Gesellschaftsstatut, d. h. unter Umständen dem ausländischen Recht.
Der Dritte, der mit der Gesellschaft Geschäfte tätigt, ist vor Beschränkungen der Vertretungsmacht, die dem Recht des Staates seines gewöhnlichen Aufenthaltes oder seiner Niederlassung unbekannt sind, zu schützen. Der Schutz gilt nur unter der Voraussetzung, dass der Dritte die Beschränkung der Vertretungsmacht nicht kannte oder nicht hätte kennen müssen. Damit enspricht Artikel 153 dem Verkehrsschutz in Artikel 34. Der Grundsatz des Schutzes Dritter blieb im übrigen in der Vernehmlassung – das ist vielleicht noch ein wesentlicher Hinweis – unbestritten.
Ich bitte sie deshalb, den Streichungsantrag abzulehnen.

Bundesrätin **Kopp**: Ich kann mich den Ausführungen des Kommissionspräsidenten anschliessen. Es geht hier ausschliesslich um den Schutz des guten Glaubens. Der Schweizer, der mit einem Vertreter eines ausländischen Unternehmens Verhandlungen führt, sollte davon ausgehen dürfen, dass dieser für die entsprechenden Handlungen auch kompetent ist. In der Vernehmlassung war diese Bestimmung völlig unbestritten. Anlässlich der Diskussion um den Artikel 34, der genau das Pendant dazu ist, wurden in diesem Rat auch keine Einwendungen erhoben.
Ich beantrage Ihnen, zusammen mit der grossen Mehrheit der Kommission, diesen Artikel 153 beizubehalten.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	3 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	24 Stimmen

Art. 154, 155
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commisison
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 156
Antrag der Kommission

Titel
VI. Verlegung der Gesellschaft vom Ausland in die Schweiz
Grundsatz

Abs. 1, 2
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3 bis 5
Streichen

Art. 156
Proposition de la commission

Titre
VI. Transfert d'une société de l'étranger en Suisse
1. Principe

Al. 1, 2
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3 à 5
Biffer

Art. 156a
Antrag der Kommission

Titel
2. Massgeblicher Zeitpunkt

Abs. 1
Eine Gesellschaft, die nach schweizerischem Recht eintragungspflichtig ist, untersteht schweizerischem Recht, sobald sie nachweist, dass der Mittelpunkt der Geschäftstätigkeit in die Schweiz verlegt worden ist und sie sich dem schweizerischen Recht angepasst hat.

Abs. 2
Eine Gesellschaft, die nach schweizerischem Recht nicht eintragungspflichtig ist, untersteht dem schweizerischen Recht, sobald der Wille, dem schweizerischen Recht zu

unterstehen, deutlich erkennbar ist, eine genügende Beziehung zur Schweiz besteht und die Anpassung an das schweizerische Recht erfolgt ist.

Abs. 3

Eine Kapitalgesellschaft hat vor der Eintragung durch einen Revisionsbericht einer vom Bundesrat hierzu ermächtigten Revisionsstelle nachzuweisen, dass ihr Grundkapital nach schweizerischem Recht gedeckt ist.

Art. 156a

Proposition de la commission

Titre

2. Moment déterminant

Al. 1

Une société tenue, en vertu du droit suisse, de se faire inscrire au registre du commerce, est régie par le droit suisse dès qu'elle a apporté la preuve que son centre d'affaires a été transféré en Suisse et qu'elle s'est adaptée au droit suisse.

Al. 2

Une société qui, en vertu du droit suisse, n'est pas tenue de se faire inscrire au registre du commerce, est régie par le droit suisse dès qu'apparaît clairement sa volonté d'être régie par le droit suisse, qu'elle a un lien suffisant avec la Suisse et qu'elle s'est adaptée au droit suisse.

Al. 3

Avant de pouvoir se faire inscrire, une société de capitaux est tenue de prouver, en produisant un rapport de révision délivré par un office reconnu à cet effet par le Conseil fédéral, que son capital est couvert conformément au droit suisse.

Affolter, Berichterstatter: Beim Artikel 156 ist nur die Änderung der Marginalie von Bedeutung. In dieser Änderung kommt zum Ausdruck, dass angesichts der vorhin erwähnten Inkorporationstheorie eben nicht von einer Sitzverlegung gesprochen werden darf, sondern dass es sich hier um einen Wechsel des Gesellschaftsstatuts handelt. Deshalb haben wir hier eine Änderung der Marginalie vorgenommen. Im übrigen sehen Sie selbst, dass es sich bei diesen Streichungen nicht um materielle Änderungen handelt, sondern um die Aufteilung eines etwas zu dick geratenen Artikels in deren zwei. Das gleiche gilt nachher für die Artikel 157 und 157a.

Angenommen – Adopté

Art. 157

Antrag der Kommission

Titel

VIa. Verlegung der Gesellschaft von der Schweiz ins Ausland
1. Grundsatz

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Die Bestimmungen über vorsorgliche Schutzmassnahmen im Falle internationaler Konflikte im Sinne von Artikel 61 des Bundesgesetzes vom 8. Oktober 1982 über die wirtschaftliche Landesversorgung sind vorbehalten.

Abs. 3, 4

Streichen

Art. 157

Proposition de la commission

Titre

VIa. Transfert d'une société de la Suisse vers l'étranger
1. Principe

Al. 1

Une société peut, sans liquidation...

Al. 2

Sont réservées les dispositions relatives aux mesures conservatoires en cas de conflits internationaux au sens de l'article 61 de la loi fédérale du 8 octobre 1982 sur la préparation de la défense nationale économique.

Al. 3, 4

Biffer

Angenommen – Adopté

Art. 157a

Antrag der Kommission

Titel

2. Schulden der Gesellschaft

Abs. 1

Eine im schweizerischen Handelsregister eingetragene Gesellschaft kann nur gelöscht werden, wenn glaubhaft gemacht wird, dass die Gläubiger befriedigt oder ihre Forderungen sichergestellt sind, oder wenn die Gläubiger mit der Löschung einverstanden sind.

Abs. 2

Bis die Gläubiger befriedigt oder ihre Forderungen sichergestellt sind, kann die Gesellschaft dafür in der Schweiz betrieben werden.

Art. 157a

Proposition de la commission

Titre

2. Dettes de la société

Al. 1

Une société étrangère inscrite en Suisse au registre du commerce ne peut être radiée que si le requérant rend vraisemblable que les dettes ont été réglées ou garanties, ou que les créanciers consentent à la radiation.

Al. 2

Des poursuites peuvent être engagées en Suisse tant que les dettes n'ont pas été réglées ou garanties.

Angenommen – Adopté

Art. 158

Antrag der Kommission

Abs. 1 Ingress, Bst. a, c, Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 1 Bst. b

Streichen

Abs. 1bis

Ausländische Entscheidungen über Ansprüche aus öffentlicher Ausgabe von Beteiligungspapieren und Anleihen aufgrund von Prospekten, Zirkularen und ähnlichen Bekanntmachungen werden in der Schweiz anerkannt, wenn sie im Staat ergangen sind, in dem der Ausgabeort der Beteiligungspapiere oder Anleihen liegt.

Art. 158

Proposition de la commission

Al. 1 préambule, let c, al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 1 let. a

a. Lorsqu'elles ont été rendues ou qu'elles sont reconnues dans l'Etat du siège de la société;

b. Biffer

Al. 1bis

Les décisions étrangères relatives aux prétentions fondées sur l'emission de titres de participation et d'emprunts au moyen de prospectus, circulaires ou autres publications analogues sont reconnues en Suisse, lorsqu'elles ont été rendues dans l'Etat dans lequel l'émission de titres de participation ou d'emprunts a été faite.

Affolter, Berichterstatter: Hier hat man Buchstabe b herausoperiert und das Problem, das dort angesprochen wurde, in einem neuen Absatz 1bis behandelt, diese Bestimmung aber auf die Prospekthaftung beschränkt. Dies bedeutet einen Schutz schweizerischer Gesellschaften gegenüber Ansprüchen, die über die Anleihenssummen hinausgehen können und entspricht übrigens einer Anregung des Vororts. Die Änderung ist nicht bestritten.

Angenommen – Adopté

10. Kapitel: Konkurs und Nachlassvertrag
Chapitre 10: Faillite et concordat

Dobler, Berichterstatter: Im Konkursrecht der Schweiz und vieler anderer Staaten gilt der Grundsatz der Territorialität des Konkurses. Dieses Prinzip hat zur Folge, dass eine im Ausland ausgesprochene Konkurserkenntnis in der Schweiz grundsätzlich keine Wirkungen entfalten kann. Eine Ausnahme bilden die internationalen Übereinkommen, wobei zu vermerken ist, dass die Schweiz auf diesem Gebiet nur wenig Staatsverträge abgeschlossen hat.
Die in diesem Kapitel vorgeschlagene Regelung beruht zur Hauptsache auf den Prinzipien der Anerkennung des ausländischen Konkursdekrets, der Realisierung der in der Schweiz gelegenen Aktiven und deren Auslieferung an die ausländische Konkursverwaltung. Am Prinzip der Territorialität des Konkurses wird festgehalten. Hingegen ergibt sich in wichtigen Punkten eine Auflockerung. Die Durchführung des Konkurses und die Abwicklung des Liquidationsverfahrens bleiben grundsätzlich Sache des schweizerischen Rechts, doch werden mit der Anerkennung des ausländischen Konkursdekrets die Voraussetzungen für eine zwischenstaatliche Kooperation geschaffen. Es darf also festgehalten werden, dass dieser Abschnitt des IPR nicht ein Kapitel über materielles internationales Konkursrecht ist, sondern ein Kapitel über die zwischenstaatliche Rechtshilfe in Konkurssachen.
Die grenzüberschreitende Wirtschaftstätigkeit aller Staaten ist ein bekanntes Phänomen unserer Zeit. Die Schweiz ihrerseits verdankt dem internationalen Handel viel von ihrer Prosperität. Die internationale Dimension der Wirtschaftstätigkeit bringt es umgekehrt mit sich, dass wirtschaftliche Einbrüche oder gar vollständige Zusammenbrüche grösserer Unternehmen grenzüberschreitende Auswirkungen haben. Diesen Folgen kann sich auch die Schweiz nicht verschliessen.
Im Ausland eröffnete Konkurse sind nach geltendem Recht für die Schweiz nicht existent. Der Konkursit kann im Ausland einen grossen Schuldenberg hinterlassen und dadurch seine Gläubiger erheblich schädigen. Das zeigt sich insbesondere dadurch, dass er über sein Bankkonto oder über seine Ferienwohnung in der Schweiz unbehelligt weiterverfügen kann. Auch das Bundesgericht hat in seinem Entscheid BGE 102 III 71 auf diesen Missstand aufmerksam gemacht.
In Abwägung der verschiedenen Rechtsstandpunkte und Interessen sprechen für mich vor allem drei Gründe für eine Integration von Konkurs- und Nachlassvertrag im IPR:

1. In Artikel 159 wird ausdrücklich das Gegenrecht jenes Staates statuiert, in dem das Dekret ergangen ist. Damit haben wir die Gewähr, dass die Verpflichtungen nicht einseitig auf die Schweiz verlegt werden.

2. Der Ordre public gilt auch für den Bereich des internationalen Konkursrechts. Denn bei den Konkursdekreten handelt es sich um eine Sonderart von ausländischen Entscheiden, so dass die Grundsätze des Ordre public, die bei der Anerkennung und Vollstreckung ausländischer Entscheide gelten, auch hier analog zur Anwendung kommen müssen.

3. Im materiellen Bereich gilt nach wie vor das Territorialitätsprinzip, in der Schweiz also schweizerisches Recht.

Im 10. Kapitel geht es aber um reine Verfahrensvorschriften. Demgemäss beantrage ich Ihnen namens der Kommission Eintreten auf dieses 10. Kapitel, das Konkurs und Nachlassvertrag regelt.

Art. 159

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Dobler, Berichterstatter: Im Unterschied zu den übrigen Kapiteln werden die allgemeinen Anerkennungsvoraussetzungen speziell erwähnt. Der Grund liegt darin, dass es sich bei einem Konkursdekret um eine spezielle Art von Urteil handelt und es nicht ohne weiteres klar ist, ob in diesen Fällen der allgemeine Teil auch gilt. Diese Unklarheit ist durch den Verweis in Absatz 1 Litera b beseitigt. Die Frage, ob in Absatz 1 Litera c das Gegenrecht präziser zu formulieren ist, erweist sich nicht als notwendig. Das Gegenrecht muss nicht ausdrücklich durch Staatsverträge verbürgt sein. Es genügt, wenn die ausländische Gerichtspraxis dieses Gegenrecht zubilligt.
Ich beantrage Ihnen Gutheissung von Artikel 159 in der Form des Kommissionsantrages.

Angenommen – Adopté

Art. 160

Antrag der Kommission

Abs. 1

. . . zu richten. Artikel 27 ist sinngemäss anwendbar.

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 160

Proposition de la commission

Al. 1

... en Suisse. L'article 27 est applicable par analogie.

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Dobler, Berichterstatter: Absatz 2 regelt die Frage, wo der Antrag auf Anerkennung des ausländischen Konkursdekrets einzureichen ist, nämlich an das zuständige Gericht am Ort des Vermögens in der Schweiz. Der Verweis auf Artikel 27 soll die Mindestanforderungen an das ausländische Konkursdekret gewährleisten. Absatz 2 enthält den Grundsatz, dass der schweizerische Minikonkurs nur an einem Ort durchzuführen ist, d. h. bei dem zuerst angerufenen Richter. Absatz 3 bestätigt die bundesgerichtliche Praxis, wonach Forderungen des Gemeinschuldners dort als gelegen gelten, wo der Schuldner des Gemeinschuldners Wohnsitz hat.

Angenommen – Adopté

Art. 161

Antrag der Kommission

Abs. 1

Sobald . . .

Abs. 2
Hängige oder während des Anerkennungsverfahrens anhängig gemachte Arrestverfahren bleiben bis zum Entscheid über die Anerkennung des ausländischen Konkursdekretes sistiert.

Art. 161
Proposition de la commission

Al. 1
Dès le dépôt...

Al. 2
Les procédures de séquestres pendantes ou celles qui sont introduites pendant la procédure de reconnaissance sont suspendues jusqu'à ce que la décision sur la reconnaissance de la faillite étrangère ait été rendue.

Dobler, Berichterstatter: Dieser Artikel erklärt, dass das Gericht auf Begehren des Antragstellers sichernde Massnahmen nach Artikel 162 und folgende SchKG anordnen kann, sobald die Anerkennung des ausländischen Konkursdekrets beantragt ist. Dann soll sichergestellt werden, dass das Vermögen des Gemeinschuldners vor Anerkennung des Konkursdekrets nicht aus der Schweiz verschwindet.
Absatz 2 hält fest, dass nach Antragstellung zur Anerkennung des ausländischen Konkursdekrets ein Arrest auf das Vermögen des Gemeinschuldners unmöglich sein soll. Bis zum Entscheid über die Anerkennung des ausländischen Konkursdekrets bleibt das anhängig gemachte Arrestverfahren sistiert.

Angenommen – Adopté

Art. 162
Antrag der Kommission

Abs. 1
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2
... Bundesamt für geistiges Eigentum von Amtes wegen mitgeteilt ...

Art. 162
Proposition de la commission

Al. 1
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2
La reconnaissance est d'office communiquée à l'office ...

Dobler, Berichterstatter: Die Kommission hat in Absatz 2 eine Präzisierung angebracht, indem die Anerkennung des ausländischen Konkursdekrets den betreffenden Behörden von Amtes wegen mitgeteilt wird.

Angenommen – Adopté

Art. 163
Antrag der Kommission

Abs. 1
... Rechts nach sich. Hängige oder während des Anerkennungsverfahrens anhängig gemachte Arrestverfahren fallen dahin.

Abs. 2, 3
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 163
Proposition de la commission

Al. 1
... droit suisse. Les procédures de séquestres pendantes ou celles qui sont introduites pendant la procédure de reconnaissance tombent.

Al. 2, 3
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Dobler, Berichterstatter: Dieser Artikel ist der Schlüsselartikel des 10. Kapitels. Er bestimmt, dass für den sogenannten Minikonkurs, nämlich bezüglich des in der Schweiz gelegenen Vermögens des Schuldners, das schweizerische Recht gilt. In Absatz 1 gibt es einen Zusatz der Kommission. Begründung: Bei Artikel 161 legten wir fest, dass hängige Arrestverfahren während der Dauer des Verfahrens sistiert bleiben. Artikel 163 spricht sich darüber aus, was nach dem Anerkennungsverfahren zu geschehen hat. Die Kommission hat in Absatz 1 einen Satz hinzugefügt, der diese Frage regelt. Danach fallen hängige oder während des Arrestanerkennungsverfahrens anhängig gemachte Arrestverfahren nach einem positiven Anerkennungsentscheid dahin. Wird der ausländische Konkurs nicht anerkannt, leben die sistierten Arrestverfahren wieder auf.

Angenommen – Adopté

Art. 164
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 165
Antrag der Kommission

Abs. 1, 3
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2
... nur Gläubiger nach Absatz 1 berechtigt.

Art. 165
Proposition de la commission

Al. 1, 3
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2
Seuls les créanciers en vertu du 1er alinéa peuvent intenter l'action...

Dobler, Berichterstatter: Hier hat die Kommission einen Zusatz zu Absatz 2 angebracht. Nach der Vorlage des Bundesrates wären die pfandgesicherten Gläubiger, die ja auch Ausländer sein könnten, betroffen. Deshalb wurde ein neuer Zusatz angebracht, wonach generell die Gläubiger gemäss Absatz 1 berechtigt sind.

Angenommen – Adopté

Art. 166
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 167
Antrag der Kommission

Abs. 1
Wird ...
... an die Gläubiger mit Wohnsitz in der Schweiz der fünften Klasse ...

Abs. 2
Das gleiche gilt, wenn der Kollokationsplan nicht innert der vom Richter angesetzten Frist zur Anerkennung vorgelegt wird.

Art. 167
Proposition de la commisison

Al. 1
Lorsque l'état ...
... la cinquième classe domiciliés en Suisse désignés...

Al. 2
Il en va de même lorsque l'état de collocation n'est pas déposé aux fins de reconnaissance dans le délai fixé par le juge.

Dobler, Berichterstatter: Dieser Artikel regelt den Fall, in dem der ausländische Kollokationsplan nicht anerkannt werden kann. In diesem Fall ist der Überschuss an die Fünftklassgläubiger zu verteilen. Die Kommission hat in Absatz 1 präzisiert, dass nur die Fünftklassgläubiger mit Wohnsitz in der Schweiz in Frage kommen können. Ein neuer Absatz 2 sieht vor, dass der Überschuss an die Gläubiger der fünften Klasse auch dann zu erfolgen hat, wenn der Kollokationsplan nicht innert der vom Richter angesetzten Frist zur Anerkennung vorgelegt wird. Damit ist eine Gewähr geboten, dass der ausländische Kollokationsplan innert Frist in die Schweiz geschickt wird. Im Unterlassungsfall kommen die aufgezeigten Rechtsfolgen zum Zuge, nämlich Verteilung an die Fünftklassgläubiger mit Wohnsitz in der Schweiz.

Angenommen – Adopté

Art. 168
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

11. Kapitel: Internationale Schiedsgerichtsbarkeit
Chapitre 11: L'arbitrage international

Art. 169 bis 180
Antrag der Kommission

Mehrheit
Zustimmung zu den Anträgen der Mehrheit (siehe unten)

Minderheit
(Schmid, Reymond)
Artikel 169 bis 180 streichen

Art. 169 à 180
Proposition de la commission

Majorité
Adopter les propositions de la majorité (voir ci-après)

Minorité
(Schmid, Reymond)
Biffer les articles 169 à 180

Art. 172, 175 bis 177, 179, 180
Antrag der Mehrheit
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 172, 175 à 177, 179, 180
Proposition de la majorité
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Art. 169
Antrag der Mehrheit

Abs. 1
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 1bis
Die Bestimmungen dieses Kapitels gelten nicht, wenn die Parteien schriftlich die Anwendung des kantonalen Rechts vereinbart haben.

Abs. 2
Streichen

Art. 169
Proposition de la majorité

Al. 1
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 1bis
Les dispositions de ce chapitre ne s'appliquent pas lorsque les parties sont convenues par écrit que le droit cantonal s'appliquerait.

Al. 2
Biffer

Art. 169a
Antrag der Mehrheit

Titel
Ia. Sitz des Schiedsgerichts

Text
Der Sitz des Schiedsgerichts wird von den Parteien oder der von ihnen benannten Schiedsgerichtsinstitution, andernfalls von den Schiedsrichtern bezeichnet.

Art. 169a
Proposition de la majorité

Titre
Ia. Siège du tribunal arbitral

Texte
Les parties en cause ou l'institution d'arbitrage désignée par elles ou, à défaut, les arbitres conviennent du siège du tribunal arbitral.

Art. 170
Antrag der Mehrheit

Abs. 1
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2
... die Schiedsfähigkeit einer Streitsache in Frage stellen, ...

Art. 170
Proposition de la majorité
Adhérer au projet du Conseil fédéral
(La modification ne concerne que le texte allemand)

Art. 171
Antrag der Mehrheit

Abs. 1, 3
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2
Die Schiedsvereinbarung ist im übrigen gültig, wenn sie . . .

Art. 171
Proposition de la majorité
Adhérer au projet du Conseil fédéral
(La modification ne concerne que le texte allemand)

Art. 173
Antrag der Mehrheit

Abs. 1
. . . Verfahrensrecht. (Rest des Absatzes streichen)

Abs. 2
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3
Die Artikel 175 bis 177 sind vorbehalten.

Art. 173
Proposition de la majorité

Al. 1
... un droit de procédure. (Biffer le reste de l'alinéa)

Al. 2
Adhérer au projet du conseil fédéral

Al. 3
Sont réservés les articles 175 à 177.

Art. 174
Antrag der Mehrheit

Abs. 1
Ist ein staatlicher Richter . . .
. . . Begehren stattgeben, es sei denn, eine summarische Prüfung ergebe, dass zwischen den Parteien keine Schiedsvereinbarung besteht.

Abs. 2
. . . ., so trifft dieser die notwendigen Massnahmen, insbesondere jene, die das kantonale Recht über die Schiedsgerichtsbarkeit vorsieht.

Abs. 3
Der Richter des Kantons, in dem das Schiedsgericht seinen Sitz hat, ist für Massnahmen und Entscheide nach Absatz 1 und 2 zuständig.

Art. 174
Proposition de la majorité

Titre
VI. Concours du juge

Al. 1
Lorsqu'un juge est désigné...

Al. 2
Lorsque le concours du juge s'impose, celui-ci doit prendre les mesures nécessaires, en particulier toutes celles qu'autorise le droit cantonal sur l'arbitrage.

Al. 3
Il appartient au juge du canton dans lequel le tribunal arbitral a son siège de prendre les décisions et les mesures prévues par les 1er et 2e alinéas.

Art. 177a
Antrag der Mehrheit

Titel
1bis. Aufschiebende Wirkung

Text
Die Anfechtung nach Artikel 177 hat keine aufschiebende Wirkung. Der Richter kann ihr jedoch auf Gesuch einer Partei aufschiebende Wirkung gewähren.

Art. 177a
Proposition de la majorité

Titre
1*a*. Effet suspensif

Texte
Le recours prévu à l'article 177 n'a pas d'effet suspensif. Le juge peut toutefois lui accorder cet effet si une des parties le demande.

Art. 178
Antrag der Mehrheit

Abs. 1
Die Parteien können, sobald das Schiedsgericht . . .

Abs. 2
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
(Die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Art. 178
Proposition de la majorité

Al. 1
Les parties peuvent, après la constitution du...

Al. 2
... juin 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences...

M. **Meylan,** rapporteur: Nous arrivons au chapitre le plus contesté de ce projet de loi puisque, vous l'aurez observé, une minorité représentée par M. Schmid qui s'exprimera tout à l'heure, vous propose de biffer entièrement ce chapitre et de ne pas introduire l'arbitrage international dans la loi.
A titre d'introduction, je voudrais vous désigner les éléments sur lesquels nous sommes tous d'accord dans le cadre de la commission. Tout d'abord, les réponses aux procédures de consultation, les avis des experts, le message du Conseil fédéral et nous-mêmes admettons que l'arbitrage international privé ou commercial a connu, durant ces trente dernières années, un développement extrêmement important, ceci dans le monde entier. Il était déjà très utilisé par la Suisse auparavant, mais il l'a été encore davantage après la deuxième guerre mondiale. Il y a plusieurs raisons au fait que la Suisse a toujours joué un grand rôle d'arbitrage commercial. Premièrement notre pays, à cause de la part prépondérante que représente le commerce extérieur dans son économie, a toujours été intéressé à cette pratique. Deuxièmement – le Conseil fédéral l'a relevé dans son message – la Suisse a une réputation d'honnêteté dans les affaires, ce qui n'est pas le cas de tous les pays. Cela a également contribué à faire d'elle un haut lieu de l'arbitrage. La neutralité de la Confédération et ses positions internationales ont finalement donné confiance aux commerçants des pays du monde entier, ce qui les a amenés à choisir notre pays dans ce domaine. Ces constatations ne sont pas suffisantes. Il faut encore ajouter que la Suisse non seulement joue un rôle important dans l'arbitrage international, mais que, du point de vue politique, une telle activité correspond aux exigences de sa politique extérieure. Nous avons intérêt à montrer que la Confédération est disposée à rendre des services aux autres pays, qu'elle n'est pas retirée sur elle-même, mais qu'elle est également là pour s'intéresser à ce qui se déroule dans le reste du monde; ce sont les principales raisons pour lesquelles, selon l'avis unanime de la commission, l'arbitrage international est très important pour la Suisse.

Le deuxième point qui ne prête pas à divergences concerne la constatation selon laquelle l'initiative du développement de l'arbitrage chez nous revient surtout à ceux qui en ont besoin, c'est-à-dire aux commerçants. Or, ces derniers souhaitent la plus grande liberté possible. Les usagers de l'arbitrage international désirent le minimum de règles. C'est la nature même de cette pratique qui le veut. Si l'on souhaitait un pouvoir fort des organes judiciaires de l'Etat, on ne conclurait pas de convention d'arbitrage. Il faut donc que les dispositions éventuelles que nous allons décider représentent le minimum par rapport à la liberté qui doit rester à ceux qui concluent des contrats d'arbitrage.
Il y a un troisième élément sur lequel la commission est unanimement d'accord. En matière d'arbitrage international, il existe de nombreuses conventions internationales. Le message du Conseil fédéral en fait la description. La plus importante est celle de New York datée de 1958, mais il y en a beaucoup d'autres. Les conventions internationales, s'est-on demandé, ne règlent-elles pas le problème de façon suffisante pour éviter une intervention du législateur suisse? Cette question a été longuement examinée. Finalement, il y a eu unanimité pour y répondre par la négative. Ces conventions présentent toutes des lacunes. Elles portent sur un certain nombre de points précis qui ne couvrent cependant pas la totalité de la matière. Tout le monde admet donc qu'elles ne peuvent pas suppléer à une législation.

Voilà les éléments sur lesquels les membres de la commission se sont trouvés d'accord. Il y a un autre point important à relever. La Suisse, dont j'ai déjà dit qu'elle avait joué un rôle déterminant dans l'arbitrage international, a perdu, au cours de ces dernières années, sa position dominante dans cette matière. Il y a eu la concurrence d'autres pays qui ont souhaité attirer chez eux un certain nombre d'arbitrages. Il faut admettre que c'était bien leur droit et ils y ont réussi. On cite la France, l'Angleterre, la Suède et l'Autriche également qui ont pris des dispositions les rendant attractifs en matière d'arbitrage international. Dans notre pays, nous avons eu à subir deux principaux inconvénients causés par la nature de nos institutions. Premièrement la multiplicité des voies de recours due notamment au fédéralisme et naturellement contraire à la vocation de l'arbitrage international qui souhaite le plus de simplicité possible. Le deuxième obstacle – encore une fois je parle de choses admises par tous – est l'étendue matérielle du recours, notamment la possibilité de recourir pour arbitraire jusqu'au Tribunal fédéral. Cette notion, de par sa nature, est toujours difficile à déterminer et à cerner. Les recours fondés sur l'arbitraire prennent évidemment beaucoup de temps pour être traités. Or, je viens de le dire, la vertu de l'arbitrage est la rapidité. Ce sont là deux inconvénients de la situation actuelle qui sont reconnus par chacun. Il faut donc la modifier. C'est là que la commission se divise profondément, puisque la majorité n'a été acquise que par la voix prépondérante du président.

Il y a deux possibilités; d'abord introduire ce chapitre 11 dans la loi dont nous débattons; ou alors de ne pas le prendre en considération et corriger les choses qui ne vont pas en nous référant au concordat intercantonal adopté en 1969 pour le moderniser. C'est par cette solution dite fédéraliste que l'on viendrait le mieux à bout de cet objet. Ce point de vue sera exposé ultérieurement par le représentant de la minorité. Aux yeux de celle-ci il n'y aurait donc pas de chapitre 11 dans la loi fédérale et nous adapterions simplement ce qui existe aujourd'hui sur le plan intercantonal pour l'appliquer au niveau international. Il y a quelques inconvénients à cette éventualité. Je vais maintenant les énumérer. Le concordat de 1969 est un texte tout à fait valable, mais il n'a pas été adopté par tous les cantons, notamment par Zurich qui est – comme vous le savez – notre plus grande place commerciale et économique. On nous dit que le canton de Zurich envisagerait d'adhérer à ce concordat prochainement. Pour cela, il lui faudrait prendre des dispositions concernant la modification de sa procédure civile. C'est le premier inconvénient d'une solution de concordat modernisée et étendue. Deuxièmement, les pays concurrents, au lieu de compliquer, simplifient. Evidemment, un concordat intercantonal adapté au niveau international est plus compliqué que le bref chapitre 11 qui nous est soumis dans cette loi. La France, l'Autriche et la Grande-Bretagne sont à la pointe. On a même pu lire à propos de la France – c'est un comble – qu'elle se serait inspirée pour faire concurrence avec succès avec la Suisse, des projets qui avaient été élaborés chez nous. C'est donc un argument qu'il faut prendre en considération. Un autre, défavorable à cette solution, a consisté à dire de la part des spécialistes: «Vous n'avez pas compris que vous ne pouviez pas étendre les règles de l'arbitrage intercantonal à l'arbitrage commercial international.» Ce sont des matières qui ne se recouvrent pas. Il faut donc des dispositions spéciales sur l'arbitrage international, même lorsque l'on maintient le concordat intercantonal et si Zurich adhère à celui-ci. On a évoqué contre le chapitre 11 un autre argument. Le projet de loi ne traiterait pas un certain nombre de points importants. On cite notamment la prolongation des pouvoirs du tribunal arbitral, la possibilité de s'adresser au juge si l'arbitre ne fait rien, de demander une provision au début de l'arbitrage, la faculté de rendre des sentences partielles, la faculté pour le juge saisi de recours de renvoyer la sentence à l'arbitre pour qu'il la corrige et celle de réviser en raison de faits nouveaux. Effectivement, le projet de loi ne traite pas explicitement de tous ces sujets. Mais – c'est la réponse des experts – l'article 174, alinéa 2, de ce projet stipule que, lorsque le concours du juge civil est nécessaire, il appartient au juge du canton dans lequel le tribunal a son siège de prendre les mesures qui s'imposent. Dans tous les cas cités ci-dessus, on ne voit pas en quoi les problèmes posés ne pourraient pas être résolus en application de cette disposition.
Voilà les principaux arguments qui ont orienté la préférence de la petite majorité de la commission vers la solution du chapitre 11 plutôt que vers celle du concordat intercantonal.

Même si nous considérons préférable que la loi fédérale traite cette matière, encore faut-il que la constitution le permette. Les experts ont très longuement débattu de ce point et, aujourd'hui encore, des organisations et des personnalités estiment que la constitutionnalité du projet est discutable. Il y a une dispute qui a occupé de nombreux juristes – je me réfère au message du Conseil fédéral qui est très explicite sur ce point – indiquant que certains d'entre eux soutiennent que l'arbitrage relève de la procédure et que d'autres affirment qu'il relève du droit civil matériel. Bien sûr, si l'arbitrage relève de la procédure, c'est le fait des cantons conformément à l'article 64 de la constitution. En revanche, s'il dépend au moins en partie du droit civil matériel, en vertu du même article 64 combiné avec l'article 8 de la constitution, qui donne au législateur la compétence de régler les affaires internationales, nous pouvons entrer en matière, car notre projet est constitutionnel.
Actuellement, la plupart de ceux qui ont contesté que l'arbitrage international relève, de par sa nature, du droit civil matériel, ne prennent plus cet argument très au sérieux. En séance de commission, nous avons entendu un expert partisan de la solution du concordat qui nous a dit: «La question de la constitutionnalité est secondaire» (cf. procès-verbal). Par conséquent, si un partisan de la solution concordataire intercantonale adopte un tel point de vue, c'est un indice prouvant qu'en réalité la nature de l'arbitrage international est mixte.
Comme le dit le Conseil fédéral dans son message, elle est composée à la fois de la procédure et du droit civil matériel. Or, si ce dernier est contenu, même partiellement, le législateur peut entrer en matière s'il le désire.
Avant de terminer, je rectifie un point de mon exposé. J'ai affirmé que le canton de Zurich n'avait pas adopté le concordat intercantonal. Or, on vient de me passer un billet pour me dire qu'il l'a fait dimanche dernier. Malheureusement, je n'ai pas lu les journaux de lundi avec suffisamment d'attention. Toutefois, cette question n'est pas prépondérante dans notre débat.

Schmid, Sprecher der Minderheit: Ich begründe diesen Minderheitsantrag wie folgt:

Zuerst bestreite ich die Verfassungsmässigkeit dieses Kapitels. Die bundesrechtliche Regelung der internationalen Schiedsgerichtsbarkeit stellt meines Erachtens eine klare Überschreitung der in der Bundesverfassung festgelegten Kompetenzordnung zwischen Bund und Kantonen dar. Es ist im Zivilrecht der Schweiz – und das internationale Schiedsgerichtsrecht betrifft ja nur das Zivilrecht (Vermögensrecht) – klar, dass das materielle Zivilrecht, gestützt auf Artikel 64 Absatz 1 und 2 der Bundesverfassung, in die Kompetenz des Bundes gehört. Im übrigen sind aber, was die Gerichtsorganisation und das Verfahren betrifft, die Kantone gemäss Artikel 64 Absatz 3 der Bundesverfassung zuständig.

Der Bund kann allenfalls dort Verfahrensrecht setzen, wo es für die gleichmässige Durchsetzung privatrechtlicher Ansprüche in der ganzen Schweiz unabdingbar notwendig ist, dass er solche formellen Bestimmungen aufstellt. Nun wäre es aber meines Wissens das erste Mal, dass man gleichmässige Durchsetzung privatrechtlicher Ansprüche in der Schweiz als Begründung heranziehen möchte zur Einführung neuer zivilprozessualer Bundesregeln über die internationale Schiedsgerichtsbarkeit. Das alles ist unbestritten, denn es handelt sich hier eindeutig um Verfahrensrecht und um Gerichtsorganisationsrecht. Aber man macht einen Kunstgriff und sagt, dass das internationale Schiedsgerichtsrecht wie das interne Schiedsgerichtsrecht auf einer Schiedsabrede beruhe. Qualifiziert man sie als einen prozessrechtlichen Vertrag, dann unterstehe das Schiedgerichtsrecht dem kantonalen Recht, und die Kantone sind befugt zu legiferieren. Qualifiziert man die Schiedsabrede aber als einen materiellrechtlichen, zivilrechtlichen Vertrag, dann soll das Schiedsgerichtsrecht als solches dem Bundeszivilrecht unterstellt sein, und der Bund hat die Kompetenz, hier zu legiferieren. Der Bundesrat behauptet letzteres. Wir wissen, dass in der Doktrin die Meinungen geteilt sind. Immerhin darf man nicht unterschlagen, dass der Altmeister der schweizerischen Zivilprozessrechtslehre, Max Guldener, eindeutig der Auffassung ist, dass die Schiedsabrede ein prozessrechtlicher und keineswegs ein materiellrechtlicher Vertrag sei, also: Kantonskompetenz. In der Rechtsprechung haben wir seit genau 70 Jahren – seit 1915 – eine eindeutige, klare Rechtsprechung des Bundesgerichts dahingehend, dass das Schiedsgerichtswesen kantonales Prozessrecht und keineswegs vom Bund zu regeln sei.

Wenn man in Betracht zieht, dass diese Rechtslage nun schon seit 70 Jahren besteht, dann frage ich mich, warum denn der Bund plötzlich diese Kompetenz an sich reisst, die nun 70 Jahre eindeutig und unbestritten bei den Kantonen war. Es muss offenbar irgendwo ein furchtbares Ereignis den Bund dazugeführt haben, den Kantonen diese Kompetenz nun wegzunehmen. Ich für meinen Teil bin allerdings der Auffassung, wir in den Kantonen hätten es recht gemacht und diese Kompetenz dürfe ruhig bei uns bleiben. Wenn man die Literatur und die Rechtsprechung betrachtet, muss man zum Schluss kommen, dass die Schiedsabrede ein prozessualer Vertrag ist. Die Folge ist unabweisbar: die Regelung des Schiedsgerichtswesens liegt gemäss Artikel 64 Absatz 3 BV in der Kompetenz der Kantone.

Das genügt nun allerdings noch nicht, denn die Gegner machen noch weiteres geltend. Sie sagen – allerdings nicht in der Botschaft, sondern erst in der Kommissionsberatung –, es bestehe ein fundamentaler Unterschied zwischen dem nationalen und dem internationalen Schiedsgerichtsrecht. Wenn auch das nationale Schiedsgerichtsrecht eine Sache der Kantone sei, müsse deshalb das internationale Schiedsgerichtsrecht noch lange nicht eine Sache der Kantone sein, es könne eine Sache des Bundes sein, weil der Bund gemäss Artikel 8 der Bundesverfassung eine allgemeine Kompetenz in auswärtigen Angelegenheiten habe.

Wir stehen hier einmal mehr vor einem jener Fälle, bei denen Artikel 8 der Bundesverfassung über Gebühr strapaziert wird. Was ist denn an der internationalen Schiedsgerichtsbarkeit international? Das internationale Element besteht lediglich darin, dass wenigstens eine Partei beim Abschluss der Schiedsabrede ihren Wohnsitz oder ihren gewöhnlichen Aufenthalt nicht in der Schweiz hat. Das genügt bereits, und das ist die ganze Besonderheit, die die Schiedsabrede zu einer internationalen Angelegenheit werden lässt. Solche Fälle erledigen unsere staatlichen und kantonalen Gerichte täglich zu Hauf, gestützt auf kantonales Verfahrensrecht, ohne dass es dem Bund – ich wiederhole es – jemals in den Sinn gekommen wäre, gestützt auf seine Zuständigkeit in auswärtigen Angelegenheiten, das kantonale Prozessrecht für solche Fälle mit Auslandbeziehung niederzuschlagen und seine eigenen Prozessregeln an deren Stelle zu setzen. Denn hinsichtlich der Internationalität unterscheidet sich ein Schiedsgerichtsverfahren in nichts von einem Forderungsprozess, den ein vorarlbergischer Käufer vor einem ordentlichen innerrhodischen Gericht gegen den in Innerrhoden wohnhaften Verkäufer anstrengt. Das Element der Internationalität ist als Begründung für eine Differenzierung zwischen nationalem und internationalem Schiedsgericht hinsichtlich der Rechtsetzungskompetenz des Bundes völlig ungeeignet.

Ich halte die Verfassungsmässigkeit dieser Bestimmung für nicht gegeben und weise darauf hin, dass in der Vernehmlassung der Kanton Zürich, die freisinnig-demokratische Partei und die liberale Partei – ich könnte noch viele andere nennen – diese Meinung geteilt haben. Die Parteien sind mehrheitlich der Auffassung, die Verfassungsmässigkeit sei nicht gegeben, ebenso die Universität Lausanne, die Hochschule St. Gallen, der Schweizerische Anwaltsverband und der Vorort.

Nun aber beschränke ich mich nicht darauf, die Verfassungsmässigkeit zu bestreiten. Ich bin auch der Auffassung, der Inhalt dieser Regelung sei fragwürdig. Das Motiv des Bundesrates, ein Kapitel über die Schiedsgerichtsbarkeit im internationalen Vermögensrecht in den Entwurf aufzunehmen, liegt vornehmlich auf wettbewerbspolitischem Gebiet. Der Bundesrat ist – wie sich der Botschaft entnehmen lässt – besorgt um den guten Ruf, den die Schweiz als Sitzland internationaler Schiedsgerichte geniesst. Bevor darauf einzutreten ist, eine generelle Bemerkung zum voraus: Es berührt in der Tat eigenartig, wenn man sehen muss, dass man überhaupt auf die Idee kommen kann, das Schiedsgerichtswesen als eine Dienstleistung zu betrachten, die auf dem internationalen Markt angeboten wird, die auf dem internationalen Markt Nachfrage findet und die konkurrenzfähig sein muss. Das 11. Kapitel kommt damit in den Geruch, staatliche Wirtschaftspolitik und nicht Rechtspolitik zu sein. Man schafft günstige Rahmenbedingungen dafür, dass sich unsere internationalen Schiedsrichter auf diesem harten internationalen Markt behaupten können. Ich verneige mein Haupt vor derart innovativen Geistern, die solches fertig gebracht haben.

Zur Sache: Ein erstes Argument für ein einheitliches internationales Bundesschiedsgerichtsbarkeitsrecht besteht darin, dass man sagt, es herrsche in der Schweiz eine unübersichtliche Vielfalt kantonaler Prozessordnungen, die es einem ausländischen Rechtsuchenden ausserordentlich schwer machen, sich mit den schweizerischen Prozessrechten zurechtzufinden. Gerade auf dem Gebiet des Schiedsgerichtswesens ist dies nicht der Fall. Wir haben zwar 26 verschiedene kantonale Prozessrechte. Im Schiedsgerichtsverfahren aber haben wir ein Konkordat, dem bislang 21 von 26 Kantonen beigetreten sind, darunter die für internationale Schiedsgerichte so wichtigen Kantone wie Basel-Stadt, Waadt und Genf. Der wichtige Kanton Zürich – Herr Meylan hat das bereits gesagt – ist am 10. März 1985, vor drei Tagen, nun ebenfalls als 22. Kanton beigetreten.

Man darf somit sagen, das Schiedsgerichtswesen sei in der Schweiz in einem ausserordentlich hohen Grade vereinheitlicht. Das Argument der Rechtszersplitterung spielt sicher nicht.

Ein zweites Argument besteht darin, dass das Konkordat für internationale Schiedsgerichtsfälle als ungeeignet dafür betrachtet wird, diese Fälle tatsächlich richtig über die Bühne zu bringen. Der Hauptvorwurf in dieser Richtung geht namentlich dahin, das schweizerische Recht habe sehr viele Anfechtungsmöglichkeiten von Schiedsgerichtsent-

scheidungen. Herr Meylan hat darauf hingewiesen. Diesem sogenannten Übelstand wird in Artikel 178 Absatz 1 des Entwurfes in radikaler Form Abhilfe geschaffen. Ich zitiere: «Die Parteien können, sobald das Schiedsgericht bestellt ist, diesem erklären, dass die Entscheide des Schiedsgerichtes nicht an schweizerische Gerichte weitergezogen werden dürfen.» Ich halte das für einen schwerwiegenden Bruch mit der schweizerischen Rechtstradition. Ich darf nochmals Max Guldener zitieren: «Verzicht auf ein Rechtsmittel gegen eine erst auszufällende Entscheidung kann nicht zulässig sein, wenn das Rechtsmittel den Parteien ermöglicht, besonders schwerwiegende Mängel zu rügen, so dass es geradezu als sittenwidrig erscheinen würde, wenn sich die Parteien von vornherein der auszufällenden Entscheidung unterwerfen würden auf die Gefahr hin, dass derartige Mängel vorhanden sind.» Er fährt weiter: «Aus diesem Grunde kann auf das Rechtsmittel der Nichtigkeitsbeschwerde und der Revision nicht im voraus verzichtet werden.»
Diese Grundsätze müssen auch im internationalen Schiedsgericht gelten, und zwar durchwegs. Die Schweiz darf ihre hoheitlichen Vollstreckungsbehelfe nicht zur Verfügung stellen, wenn sie nicht gleichzeitig die Gewähr dafür hat, dass der vom Staat zu vollstreckende Entscheid zumindest von schwerwiegenden Mängeln frei ist. Die Hochschule St. Gallen hat in der Vernehmlassung gefragt, ob man, wegen einiger zusätzlicher Schiedsgerichtsmandate, es tatsächlich nötig habe, einen derartigen Einbruch in eine bewährte schweizerische Rechtstradition nicht nur hinzunehmen, sondern auch noch zu kodifizieren? Dieser Frage der Hochschule St. Gallen schliesse ich mich an, und ich beantworte sie mit ihr mit einem Nein!
Das 11. Kapitel ist auch nicht sehr konsequent. Wenn der Bundesrat schon der Auffassung anhängt, das bestehende Schiedsgerichtsrecht der Kantone sei verbesserungswürdig und sogar derart mangelhaft, dass es einer bundesrechtlichen Regelung bedürfe, dann ist es schwer einzusehen, warum er nur Ausländern ein adäquates Verfahren zugesteht, die Inländer aber weiterhin im juristischen Jammertal dahinvegetieren lässt. Die Ernsthaftigkeit der bundesrätlichen Argumentation wird damit nicht gerade gestärkt. Es geht um nichts anderes als um Marktanteile zu Lasten unserer bewährten Rechtsordnung. Wenn etwas im internationalen Schiedsgerichtswesen zu verbessern ist, so kann man das mit einer Ergänzung – von mir aus – des Konkordates machen.
Ich bitte Sie daher, meinem Antrag zu folgen und das 11. Kapitel zu streichen.

M. **Ducret:** Permettez à un non-juriste de se réveiller après huit heures de discussion sur un projet qui vous appartient, Messieurs les spécialistes du droit, vous nous l'avez bien montré. Je voudrais simplement vous dire que le droit ne vous appartient que dans la mesure où il est au service du public et vous n'êtes pas autorisés à faire des lois simplement parce qu'elles vous plaisent. Je vous recommande donc de nous présenter un projet de loi qui respecte ce qui existe.
En ce qui concerne l'arbitrage, Genève est bien placé pour s'exprimer. Le premier a eu lieu en effet à Genève. Il s'agissait de l'arbitrage dit de l'Alabama qui a permis d'éviter une guerre entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. En effet, pendant la Guerre de Sécession, les Etats du Sud, qui vendaient beaucoup de coton à la Grande-Bretagne, avaient avec elle de bonnes relations commerciales. Ils lui avaient acheté des navires pour en faire des navires de guerre, ce qui fait que, à la fin de la Guerre de Sécession, effectivement, les Etats du Nord ayant battu ceux du Sud, sont venus demander à la Grande-Bretagne des sommes importantes quitte à lui déclarer la guerre.
Je constate que ce premier arbitrage se situe à la même date que l'adoption de la constitution, 1874, et qu'il a fallu 16 ans au canton de Zurich pour adhérer à un concordat sur l'arbitrage en Suisse. Ce n'est pas très rapide.
Nous avons aujourd'hui des arbitrages tout aussi importants. Le dernier différend soumis à l'arbitrage à Genève concernait le sort de Gibraltar qui se discutait entre la Grande-Bretagne et l'Espagne. Il y a eu d'autres arbitrages et il a y deux ans, j'en ai ouvert un entre une société aérienne américaine qui réclamait des droits d'atterrissage à Paris et le gouvernement français qui les lui refusait.
M. Meylan, conseiller aux Etats, a clairement indiqué dans quelle estime les Etats étrangers et les entreprises étrangères tenaient les juristes suisses. C'est pour cette raison qu'ils envoient leurs représentants en Suisse pour régler leurs problèmes. C'est donc tout à l'honneur du droit.
Personnellement, je dois dire que je comprends assez mal l'opposition qui se dessine ici, mais étant insuffisamment compétent pour parler de droit suisse et encore moins de droit international, je souhaiterais que l'on suive le Conseil fédéral et Mme Kopp, conseillère fédérale, qui a présenté le projet. Je désirerais que l'on suive la majorité de notre commission mais j'aimerais avant tout que rien ne porte préjudice à l'arbitrage tel qu'il existe en Suisse actuellement.
Tout à l'heure, on a assisté à un débat au sujet des consommateurs, et tous les avis divergeaient bien qu'une majorité se soit dessinée. Je ne voudrais pas, en tout cas, que le fait de ne pas le mentionner dans ce projet porte préjudice à l'arbitrage international.
Au cours de la discussion, on a parlé du droit matrimonial. Tous les articles et tous les textes juridiques ne servent à rien, c'est le fait qui est important. Maintenant, on discute pour savoir s'il faut mentionner ou non l'arbitrage international. Je voudrais surtout que cela ne porte aucun préjudice à ce que représente la Suisse de ce point de vue et notamment à trois places d'arbitrage importantes: Zurich, Lausanne et Genève. Je vous demande donc la plus grande prudence et puisque le Conseil fédéral s'en est occupé, je préférerais qu'on le suive.

M. **Reymond:** Vous vous étonnerez sans doute d'avoir remarqué mon nom à côté de celui de M. Schmid, porte-parole de la minorité, cela alors même que je ne suis pas membre de la commission. Il y a là des mystères que je ne m'explique pas moi-même si ce n'est que la commission avait eu, dans ce cas particulier, la sagesse de nous écrire au mois d'octobre pour nous demander si sur certains points nous souhaitions proposer des amendements, compte tenu de la difficulté du sujet. Je me suis permis alors de répondre, demandant trois amendements. Deux de ceux-ci ont été repris dans les propositions de la commission que nous avons examinées déjà à ce jour, l'un a été rejeté. De plus, j'avais affirmé par écrit que je n'entrerai pas en matière sur le chapitre de l'arbitrage international. C'est ce qui fait que mon nom se trouve sur le dépliant.
En vertu d'une jurisprudence constante, confirmée encore récemment, le Tribunal fédéral a toujours considéré que l'arbitrage, qu'il soit interne ou qu'il soit international, relevait de la procédure et, en conséquence, de la souveraineté cantonale en vertu de l'article 64, 3e alinéa, de notre constitution.
L'argumentation contraire de l'Office fédéral de la justice, reprise dans le message, ne convainc guère. Il est en particulier choquant de prétendre que le législateur fédéral pourrait opter librement entre la conception procédurale et la conception contractuelle pour s'arroger ainsi le pouvoir de légiférer en la matière. D'ailleurs au chiffre 14, le message reconnaît «qu'on peut mettre en doute la constitutionnalité du projet lorsqu'il traite de la compétence, de la preuve du droit étranger, de la reconnaissance et de l'exécution des jugements étrangers et de l'arbitrage». Je répète le début de cette citation: «On peut mettre en doute la constitutionnalité.»
C'est pour cela que les cantons ont réglé la matière de l'arbitrage, qui relève de leur souveraineté, et ils l'ont fait en adoptant un concordat intercantonal sur l'arbitrage lequel a été approuvé par le Conseil fédéral le 27 août 1969. Depuis lors, la plupart des cantons suisses ont adhéré à ce concordat. Il lui manquait cependant Zurich, ce qui donnait évidemment des ailes au projet fédéral que nous examinons maintenant. Mais Zurich s'est rallié au concordat, dans un vote

populaire dimanche dernier. Ainsi a disparu ce qui, aux yeux des étrangers ne connaissant pas notre système politique, pouvait apparaître comme une anomalie.
Ce serait une bien curieuse manière de célébrer la victoire de la voie fédéraliste du concordat que d'édicter maintenant une loi fédérale en la matière, reconnue pourtant jusqu'ici du domaine des cantons. Il y a lieu de rappeler que l'élaboration du concordat intercantonal sur l'arbitrage a largement et intelligemment tenu compte des besoins de l'arbitrage international. La plupart des critiques formulées à cet égard sont injustifiées aux dires de maints spécialistes et usagers de ce texte concordataire. On peut même considérer qu'à bien des égards le texte du concordat est préférable à celui parfois lacunaire, proposé dans la loi fédérale que nous examinons. Mais même si la loi était équivalente, il ne se justifierait pas qu'elle remplace une réglementation que les cantons ont élaborée par voie concordataire, dans un domaine qui relève de leur souveraineté.
C'est dans ces sentiments que, avec la minorité de la commission, dont je rappelle qu'elle est composée de six membres contre six pour la majorité, je vous demande de soutenir la proposition de M. Schmid.
Je voudrais ajouter que les arbitrages qui se pratiquent dans les villes de nos cantons donnent entière satisfaction aux parties. Ils constituent un apport considérable pour certaines études d'avocats. Ce succès, qui n'est pas récent, est parfaitement possible sans une loi fédérale; la preuve en est précisément la place que nous avons dans le monde de l'arbitrage, place que nous avons conquise sans la loi fédérale.

M. **Aubert:** Concernant ce chapitre, on peut refuser d'entrer en matière pour deux raisons parce qu'on le tient pour inconstitutionnel – à ce moment-là on doit refuser d'entrer en matière – ou parce qu'on le juge inopportun.
J'aimerais m'exprimer sur la constitutionnalité. J'appartiens à cette petite majorité dont on a parlé tout à l'heure, donc j'admets la constitutionnalité du chapitre, mais je dois bien convenir que la thèse contraire de M. Schmid, que M. Reymond a reprise, n'est pas sans valeur. Je voudrais simplement dire que, s'il y a des points où je suis très affirmatif sur la constitutionnalité, ici je suis en présence d'un point où je penche pour la constitutionnalité.
J'estime que ceux qui combattent la constitutionnalité en disant que c'est une matière de procédure qui n'appartient qu'aux cantons vont un peu loin. Avec un tel argument, je ne vois pas pourquoi ils n'ont pas combattu la plupart des dispositions de cette loi sur la compétence internationale. Après tout, ce problème est assez semblable. Si vous dites que l'arbitrage international est une matière de procédure, je ne vois pas pourquoi vous ne diriez pas que la compétence internationale n'est pas aussi une matière de procédure. Vous auriez pu refuser l'entrée en matière. Or vous ne l'avez pas fait. Vous avez demandé le renvoi, c'est une autre question. J'ai senti, dans les propos de certains de mes collègues, des doutes, mais ces doutes ne se sont pas cristallisés dans une demande de refus d'entrée en matière.
Il y a un deuxième point. Après tout, la thèse selon laquelle le contrat d'arbitrage est de nature matérielle plutôt que procédurale n'est pas aussi mauvaise que le disait tout à l'heure M. Schmid. On peut aussi construire le contrat d'arbitrage comme une sorte de mandat donné à certains particuliers en qui on a confiance, d'aplanir les conflits qui vous opposent et vous dispenser ainsi de saisir des tribunaux étatiques. Par conséquent, on peut aussi avoir une vue matérielle du contrat d'arbitrage, ce qui, évidemment, le fait entrer dans la compétence législative de la Confédération.
J'ai encore un troisième argument qui fait que je penche pour la constitutionnalité. C'est que très souvent les clauses compromissoires sont combinées avec des clauses d'élection de droit. Or la clause d'élection de droit relève normalement du législateur fédéral. A cause de la connexité très étroite entre le choix de la loi applicable et le choix d'un tribunal arbitral, je pense que, par une sorte d'attraction, la compétence du législateur fédéral est donnée.
Je voudrais conclure par une remarque de fond. Assurément le concordat intercantonal n'a pas mal de vertu – je parle de manière politique plutôt que juridique. On peut dire que, sur certains points, ce concordat vaut bien la loi, vaut même peut-être mieux que la loi. Mais le concordat est embarrassant avec son système de recours, il est plus généreux en possibilités de recours que le projet de loi et c'est justement un des défauts qu'on lui reproche pour la pratique internationale. Et alors j'aimerais dire que, grâce à une intervention de notre estimé collègue M. Hefti, la commission a inséré un alinéa 1bis, à l'article 169. Je vous rappelle le texte de cet alinéa 1bis parce qu'il semble avoir été oublié dans la discussion: «Les dispositions de ce chapitre ne s'appliquent pas lorsque les parties sont convenues par écrit que le droit cantonal s'appliquerait.» On admet ainsi que les parties se soumettent au système du concordat plutôt qu'au système de la loi. Avec cette nuance, que la commission a portée dans le projet, j'estime que nous pouvons, premièrement, entrer en matière sur ce chapitre – la constitutionnalité peut être admise – et que, deuxièmement, ce chapite mérite d'être adopté, parce que, s'il ne contient pas l'un des défauts du concordat, il permet néanmoins aux parties de se soumettre au concordat.

Gadient, Berichterstatter: Die Schweiz ist – das hat Herr Meylan zum Ausdruck gebracht – geradezu prädestiniert, im Bereich der internationalen Schiedsgerichtsbarkeit eine massgebende Rolle zu spielen. Die stabilen politischen Verhältnisse, die zentrale geographische Lage, unsere Neutralität, das gut ausgebaute Wirtschaftssystem und die international anerkannten Experten auf dem Gebiet der Schiedsgerichtsbarkeit sind nur einige Merkmale, die für die Schweiz sprechen. Lange Zeit hat denn die Schweiz auch als eines der klassischen Schiedsgerichtsländer gegolten. Dies ist nicht unbedingt so geblieben. Es geht keineswegs darum, heute den Marktanteil der schweizerischen Gerichtsbarkeit, wie das Kollege Schmid mit blumigen Worten geschildert hat, zu erhöhen, sondern vielmehr darum, diese natürlich gegebene Funktion unseres Landes, diese wünschenswerte Präsenz zu erhalten.
Noch ein Wort zur Verfassungsfrage. Persönlich gesehen ist für mich die Verfassungsmässigkeit vor allem aus einem Grund zu bejahen. Herr Aubert hat diesen bereits in den Kommissionsberatungen sehr plastisch herausgestrichen. Er hat darauf hingewiesen, dass zwischen Schiedsverfahren und anwendbarem Recht ein enger Zusammenhang bestehe. Die Parteien vereinbaren nicht nur die Streiterledigung durch das Schiedsgericht, sondern in der Regel gleich auch das anwendbare materielle Recht und das Verfahrensrecht. Im rein internen Schiedsverfahren verhält es sich nicht gleich. Da stehen anwendbares materielles Recht und massgebendes Verfahrensrecht nicht zur Debatte. Diese enge Verbindung zwischen Schiedsvereinbarung, Schiedsverfahren und Wahl des anwendbaren Rechts machen das Besondere der internationalen Schiedsgerichtsbarkeit aus. Aus dem Grund kann die internationale Schiedsgerichtsbarkeit zu den IPR-Materien gezählt werden. Das IPR zu regeln, fällt jedoch zweifellos in die Kompetenz des Bundes.
Die Gegner des 11. Kapitels verneinen die Verfassungsmässigkeit, mit der Begründung, die Schiedsvereinbarung sei ein prozessrechtlicher Vertrag und falle deshalb nicht in die Kompetenz nach Artikel 64 BV. Dazu habe ich einen Altmeister auf dem Gebiet des schweizerischen Verfassungsrechtes befragt, Prof. Dr. Hans Huber, emeritierter Professor für Staats- und Verwaltungsrecht an der Universität Bern. Er hat mir geschrieben: «Die Botschaft stellt die beiden Lehrmeinungen einander gegenüber, die internationale Schiedsabrede sei ein prozessrechtlicher oder ein privatrechtlicher Vertrag. Die Kompetenz des Bundes zur Gesetzgebung wird darnach von der Beantwortung einer begrifflichen Frage abhängig gemacht. Ich neige dagegen dazu, anders zu fragen und anzuknüpfen. Man kann die internationale Schiedsabrede im Sinne des Bundesgesetzentwurfes als prozessrechtliche oder als privatrechtliche Abrede betrachten, in beiden Fällen ist doch entscheidend, dass die Ver-

einbarung Rechtsverhältnisse mit dem Ausland berührt und die landesrechtliche Gesetzgebung der Schweiz über sie kollisionsrechtlicher Art ist. Es besteht ein offensichtliches Bedürfnis, einheitliche Bestimmungen für die ganze Schweiz zu schaffen, d. h.. eben den Bundesgesetzgeber als zuständig zu erachten. Verschiedene gesetzliche Kollisionsrechte würden die Rechtssicherheit beeinträchtigen und die ausländischen Staaten und ihre privaten Streitparteien würden sich auch nicht auskennen.»
Ich beantrage Ihnen, den Streichungsantrag abzulehnen.

Bundesrätin **Kopp:** Ich habe dem Votum unseres Kommissionspräsidenten nur wenig beizufügen. Sie haben gehört, dass in der Doktrin die Frage der Verfassungsmässigkeit umstritten ist. Auch wenn ich jetzt etwas Gesagtes wiederhole, scheint es mir trotzdem so wichtig, dass ich es tue. Die Verfassungsmässigkeit ergibt sich daraus, dass die Schiedsvereinbarung vielfach das anwendbare materielle Recht festlegt und zugleich auch das Verfahrensrecht bestimmt, was ausserordentlich wichtig ist. Herr Ständerat Schmid hat gesagt, wir hätten ja das kantonale Recht, und er stellt die Frage, ob die Kantone denn etwas nicht richtig gemacht hätten. Es ist sicher kein Vorwurf an die Kantone, sie würden ihre Zivilprozessrechte nicht richtig anwenden, wenn wir Ihnen hier nun eine bundesrechtliche Lösung vorschlagen. Aber gerade das Konkordat schliesst aus, dass die Parteien das anwendbare Verfahrensrecht selber bestimmen können. Hierin scheint mir ein wesentlicher Vorteil dieser vorgeschlagenen Lösung zu liegen. Die bundesrechtliche Lösung lässt mehr Spielraum offen als das Konkordat, dessen überwiegende Mehrzahl von Bestimmungen zwingendes Recht ist; diese Lösung liegt deshalb, wie bereits dargelegt worden ist, in unserem eigenen Interesse. Schiedsgerichte werden immer häufiger zur Lösung von internationalen Fällen angerufen. Auch unsere eigene Wirtschaft hat ein eminentes Interesse an Schiedsgerichten. Ich glaube nicht, dass man sagen kann: wir wollen nun der Wirtschaft in dieser Beziehung entgegenkommen oder einen entsprechenden Marktanteil erobern, sondern es gehört zu den bewährten Traditionen schweizerischer Aussenpolitik, dass wir unsere guten Dienste zur Verfügung stellen. Unser Land wird aufgrund seiner politischen Stabilität gesucht als Sitz für internationale Schiedsgerichte. Wir haben übrigens auch von der Rechtsentwicklung her ein Interesse, dass Schiedsgerichtsverfahren bei uns durchgeführt werden. Um nochmals auf die Frage der Verfassungsmässigkeit zurückzukommen: Wenn sich die Kompetenz nicht schon aus Artikel 64 ergäbe, dann liesse sich bestimmt auch der Artikel 8 unserer Bundesverfassung heranziehen.
Zusammenfassend möchte ich Ihnen beantragen, der starken Kommissionsmehrheit, die den Antrag des Bundesrates unterstützt, zuzustimmen. Ich bin davon überzeugt, dass wir mit dieser Lösung im Interesse unseres Staates, aber auch im Interesse der Fortentwicklung unseres Rechts handeln.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	17 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	18 Stimmen

Kapitel 12: Schlussbestimmungen
Chapitre 12: Dispositions finales

Gadient, Berichterstatter: Noch eine kleine Nachbemerkung. Es ist tatsächlich auf der Fahne ein Versehen passiert, indem dort Herr Reymond zu Unrecht als Vertreter des Minderheitsantrages mitaufgeführt wurde. Sie mögen daraus immerhin entnehmen, wie ernst wir die eingereichten Anträge unserer Kollegen in der Kommission genommen haben.
Das 12. Kapitel enthält die Bestimmungen über die Aufhebung und die Änderung bisherigen Rechts, Artikel 181 und 182, ferner die Übergangsbestimmungen, Artikel 183 bis 186, und die Bestimmungen über Referendum und Inkrafttreten, Artikel 187.

Weshalb soll bei Artikel 181 Artikel 935 Absatz 2 OR nicht gestrichen werden? Die Frage der Zweigniederlassung ausländischer Gesellschaften in der Schweiz muss in einem IPR-Gesetz geregelt werden. Da der mit den Problemen unvertraute Leser jedoch diese Frage auch im OR nachprüfen wird, drängt es sich auf, die Regel im OR stehenzulassen.
Artikel 952 Absatz 2 OR: Im Entwurf zu Artikel 155 sind nur Grundsätze über die Zweigniederlassung ausländischer Gesellschaften in der Schweiz enthalten. Streicht man Artikel 952 Absatz 2 OR, so sind in keinem schweizerischen Gesetz mehr Detailbestimmungen über die Zweigniederlassung zu finden.
Die Gesetzesbestimmungen gemäss Buchstaben e bis g entfallen. Sie werden durch das neue Kapitel 7a geregelt und damit in den Spezialgesetzen überflüssig.

Art. 181
Antrag der Kommission

Ingress, Bst. a, c, d
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Bst. b
Artikel 418b Absatz 2 des Obligationenrechts;

Bst. e
Artikel 30 des Bundesgesetzes vom 26. September 1890 betreffend den Schutz der Fabrik- und Handelsmarken, der Herkunftsbezeichnungen von Waren und der gewerblichen Auszeichnungen;

Bst. f
Artikel 14 Absatz 3 des Bundesgesetzes vom 30. März 1900 betreffend die gewerblichen Muster und Modelle;

Bst. g
Artikel 41 Absatz 2 des Sortenschutzgesetzes vom 20. März 1975

Art. 181
Proposition de la commission

Préambule, let. a, c, d
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Let. b
L'article 418b, 2e alinéa, du code des obligations;

Let. e
L'article 30 de la loi fédérale concernant la protection des marques de fabrique et de commerce, des indications de provenance et des mentions de récompenses industrielles;

Let. f
L'article 14, 3e alinéa, de la loi fédérale sur les dessins et modèles industriels;

Let. g
L'article 41, 2e alinéa, de la loi fédérale sur la protection des obtentions végétales.

Angenommen – Adopté

Art. 182
Antrag der Kommission
1. Das Bundesgesetz . . .

Art. 43a
[1] Die Berufung ist auch zulässig, wenn geltend gemacht wird:
a. der angefochtene Entscheid habe nicht ausländisches Recht angewendet, wie es das schweizerische internationale Privatrecht vorschreibt;
b. der angefochtene Entscheid habe zu Unrecht festgestellt, die Ermittlung des ausländischen Rechts sei nicht möglich.

[2] Bei nicht vermögensrechtlichen Zivilstreitigkeiten kann ausserdem geltend gemacht werden, der angefochtene Entscheid wende das ausländische Recht nicht richtig an.

Art. 55 Abs. 1 Bst. c

c. die Begründung der Anträge. Sie soll kurz darlegen, welche Bundesrechtssätze und inwiefern sie durch den angefochtenen Entscheid verletzt sind. Ausführungen, die sich gegen die tatsächlichen Feststellungen richten, das Vorbringen neuer Tatsachen, neue Einreden, Bestreitungen und Beweismittel sowie Erörterungen über die Verletzung kantonalen Rechts sind unzulässig.

Art. 60 Abs. 1 Bst. c

c. den angefochtenen Entscheid aufheben und die Sache zu neuer Entscheidung an die kantonale Instanz zurückweisen, wenn die von ihr ganz oder teilweise nach eidgenössischen Gesetzen entschiedene Streitsache ausschliesslich nach kantonalem Recht zu beurteilen ist.

Art. 61 Abs. 1

[1] Die Berufungsschrift wird dem Berufungsbeklagten mitgeteilt; dieser ist befugt, innert 30 Tagen eine kurz gefasste Antwort einzureichen. Artikel 55 Absatz 1 Buchstaben a und d finden entsprechende Anwendung. Neue Begehren, das Vorbringen neuer Tatsachen, neue Einreden, Bestreitungen und Beweismittel sowie Ausführungen zur Würdigung des Beweisergebnisses und über die Verletzung kantonalen Rechts sind unzulässig.

Art. 68 Abs. 1

[1] In Zivilsachen, die nicht nach den Artikeln 44 bis 46 der Berufung unterliegen, ist gegen letztinstanzliche Entscheide kantonaler Behörden Nichtigkeitsbeschwerde zulässig.

a. wenn statt des massgebenden eidgenössischen Rechts kantonales Recht angewendet worden ist;

b. wenn statt des massgebenden eidgenössischen Rechts ausländisches Recht angewendet worden ist oder umgekehrt;

c. wenn das nach schweizerischem internationalem Privatrecht anwendbare ausländische Recht nicht oder nicht genügend sorgfältig ermittelt worden ist;

d. wegen Verletzung von Vorschriften des eidgenössischen Rechts mit Einschluss der durch den Bund abgeschlossenen Staatsverträge über die sachliche, die örtliche oder die internationale Zuständigkeit der Behörden. Vorbehalten bleibt die staatsrechtliche Beschwerde wegen Verletzung von Artikel 59 der Bundesverfassung.

2. das Bundesgesetz vom 25. Juni 1954 betreffend die Erfindungspatente wird wie folgt geändert:

Art. 75 Abs. 1 Bst. b

b. für Klagen Dritter gegen den Patentbewerber oder den Patentinhaber, der Richter am Wohnsitz des Beklagten.

3. das Bundesgesetz über den Bundeszivilprozess wird wie folgt geändert:

Art. 2 Abs. 2

[2] Das vereinbarte Gericht darf seine Zuständigkeit nicht ablehnen, wenn eine Partei ihren gewöhnlichen Aufenthalt oder eine Niederlassung in der Schweiz hat oder wenn nach diesem Gesetz auf den Streitgegenstand schweizerisches Recht anzuwenden ist.

Für den Rest von Art. 182: Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 182

1. Loi fédérale...

Art. 43a

[1] Le recours en réforme est aussi recevable lorsque l'on fait valoir que:

a. La décision attaquée n'a pas appliqué le droit étranger comme le prévoit le droit international privé suisse;

b. La décision attaquée a constaté à tort que le contenu du droit étranger ne peut pas être établi.

[2] Dans les contestations civiles portant sur un droit de nature non pécuniaire, on peut également faire valoir que la décision attaquée applique de manière fausse le droit étranger.

Art. 55 al. 1 let. c

c. Les motifs à l'appui des conclusions. Ils doivent indiquer succinctement quelles sont les règles de droit fédéral violées par la décision attaquée et en quoi consiste cette violation. Il ne peut être représenté de griefs contre les constatations de fait, ni de faits, exceptions, dénégations et preuves nouveaux, ni d'observations sur la violation du droit cantonal.

Art. 60 al. 1 let. c

c. Annuler la décision attaquée et renvoyer la cause à l'autorité cantonale pour qu'elle statue à nouveau, lorsque le litige qu'elle a jugé totalement ou partiellement en vertu du droit fédéral aurait dû l'être en vertu du droit cantonal.

Art. 61 al. 1

[1] L'acte de recours est communiqué à l'intimé; celui-ci a le droit d'y répondre succinctement dans les trente jours. L'article 55, 1[er] alinéa, lettres *a* et *d* est applicable par analogie. Il ne peut plus être présenté de nouvelles conclusions, ni de faits, exceptions, dénégations ou preuves nouveaux, ni d'observations concernant l'appréciation des preuves et la violation du droit cantonal.

Art. 68 al. 1

[1] Dans les affaires civiles qui ne peuvent être l'objet de recours en réforme en vertu des articles 44 à 46, le recours en nullité contre les décisions de la dernière juridiction cantonale est recevable:

a. Lorsque celle-ci applique le droit cantonal à la place du droit fédéral déterminant;

b. Lorsque celle-ci a appliqué le droit étranger à la place du droit fédéral déterminant ou l'inverse;

c. Lorsque le contenu du droit étranger applicable en vertu du droit international privé suisse n'a pas été ou n'a pas suffisamment été établi;

d. Pour violation de prescriptions de droit fédéral, y compris les traités internationaux conclus par la Confédération, quant à la compétence des autorités à raison de la matière ou sur la compétence territoriale, soit locale, soit internationale. Est réservé le recours de droit public pour violation de l'article 59 de la constitution fédérale.

2. La loi fédérale du 25 juin 1954 sur les brevets d'invention est modifiée comme il suit.

Art. 75 al. 1 let. b

b. Pour les actions intentées par des tiers contre le déposant ou le titulaire d'un brevet, le juge du domicile du défendeur.

3. La loi fédérale de procédure civile fédérale est modifiée comme il suit:

Art. 2 al. 2

Le tribunal élu ne peut décliner sa compétence si une partie est domiciliée, a sa résidence habituelle ou un établissement en Suisse ou si, en vertu de la présente loi, le droit suisse est applicable au litige.

Pour le reste de l'art. 182: Adhérer au projet du Conseil fédéral

Antrag Hefti

Art. 182

Änderung des Organisationsgesetzes

Art. 43a Abs. 1 Bst. b und Abs. 2
Bst. b
Streichen

Abs. 2
. . . nicht richtig an, oder habe zu Unrecht festgestellt, die Ermittlung des ausländischen Rechts sei nicht möglich.

Propositions Hefti
Art. 182
Modification de l'organisation judiciaire

Art. 43a al. 1 let. b et al. 2
Let. b
Biffer

Al. 2
... le droit étranger ou a constaté à tort, que le contenu du droit étranger ne peut pas être établi.

Gadient, Berichterstatter: In Artikel 182 wurden lediglich einige redaktionelle Anpassungen vorgenommen. Das Marginale ist an den zusätzlichen Berufungsgrund angepasst worden. Im alten Text hiess es sodann: «Mit Berufung kann nur geltend gemacht werden . . .» Jetzt muss es aufgrund unserer Beschlussfassung heissen: «Kann geltend gemacht werden.» Dann haben wir noch eine Sprachregelung vorgenommen, indem wir jetzt sagen: «. . . durch den Bund abgeschlossenene Staatsverträge», anstatt wie bisher: «. . . der Staatsverträge des Bundes.» Der Bund ist ja nicht Eigentümer von Staatsverträgen. Darum diese redaktionelle Anpassung.

Art. 43a

Hefti: Mein Antrag geht dahin, Buchstabe b zu streichen, aber dafür die betreffende Bestimmung im Absatz 2 aufzunehmen. Das hat materielle Bedeutung. So wie es jetzt ist, kann bei vermögensrechtlichen Streitigkeiten das Bundesgericht überprüfen, ob ausländisches Recht zu Unrecht nicht angewendet worden sei. Es kann ferner überprüfen, ob zu Unrecht festgestellt worden sei, das ausländische Recht lasse sich nicht nachweisen. Es kann auch nach dem bestehenden Text nicht überprüfen, ob ausländisches Recht richtig angewendet worden sei oder nicht.
Mir scheint, dass bei vermögensrechtlichen Streitigkeiten auf den zweiten Punkt (ob zu Unrecht festgestellt worden sei, das ausländische Recht habe sich nicht nachweisen lassen) verzichtet werden kann.
Mein Antrag ist in einem gewissen Sinne die logische Folge unseres Entscheides bezüglich Artikel 15, wo bei vermögensrechtlichen Streitigkeiten der Nachweis den Parteien überlassen werden kann und nicht die Pflicht des Richters besteht, von Amtes wegen das ausländische Recht nachzuforschen. Wenn man diesen Nachweis den Parteien überlassen kann – was wir beschlossen haben –, ist es auch richtig, den Punkt, ob nun zu Unrecht festgestellt worden sei, man habe nicht nachweisen können, der bundesgerichtlichen Überprüfung zu entziehen.
Was ist die eigentliche Aufgabe des Bundesgerichtes? Es hat zu prüfen, ob das schweizerische Recht richtig angewendet wird. Dem widerspricht mein Antrag nicht. Es handelt sich lediglich um eine Frage bezüglich des Nachweises des ausländischen Rechtes.
Es kommt ein zweiter Punkt hinzu: das Bundesgericht hat sich über seine Überlastung beklagt. Wir belasten es nun mit diesem Gesetz in jedem Fall zusätzlich. Wir können daher dem Bundesgericht einen Dienst erweisen, wenn wir ihm in diesem Punkte, also beschränkt auf die vermögensrechtlichen Streitigkeiten, entgegenkommen und es nicht mit dieser Frage belasten. Das liegt auch im Interesse der Parteien; denn die jetzige Fassung von Buchstabe b wird bei vermögensrechtlichen Streitigkeiten zu Verlängerungen der Prozesse führen.
Aus diesen Überlegungen bitte ich Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

Gadient, Berichterstatter: Ich stelle Ihnen vorerst Artikel 43a in der Fassung der Kommission vor und nehme dann in der Folge auch noch zum Antrag von Kollege Hefti Stellung.
Der Bundesrat hat in seiner Botschaft die Aufnahme eines neuen Artikels 43a ins OG vorgeschlagen. Nach diesem Vorschlag soll die Berufung an das Bundesgericht auch wegen der Verletzung ausländischen Rechts möglich sein, wenn dessen Anwendung durch das IPR-Gesetz vorgeschrieben wird. Mit der Berufung soll nach Vorschlag des Bundesrates geltend gemacht werden können, der angefochtene Entscheid habe das ausländische Recht nicht oder nicht richtig angewendet oder er stelle die Unmöglichkeit der Ermittlung des ausländischen Rechts zu Unrecht fest.
Gegen diesen Vorschlag wurden in der Vernehmlassung und auch in der Kommission Bedenken erhoben. Ich verweise in diesem Zusammenhang auch auf die Eingabe des Bundesgerichts, die wir in der Kommission verfügbar hatten. Die Kommission hat sich mit dem Problem der Berufung an das Bundesgericht sorgfältig auseinandergesetzt. Sie erachtete den Vorschlag des Bundesrates aus verschiedenen Gründen als zu weitgehend. Ein völliger Verzicht auf eine solche Bestimmung schien der Kommission jedoch nicht am Platz. Sie entschloss sich deshalb für eine Kompromissformel, die den Argumenten pro und kontra angemessen Rechnung trägt.
Kurz zusammengefasst besteht die Lösung darin, das man Artikel 43a OG an Artikel 15 des IPR-Entwurfes angepasst und auch hier einen Unterschied zwischen vermögensrechtlichen und nicht vermögensrechtlichen Zivilstreitigkeiten gemacht hat. Herr Hefti stand diesem neuen Konzept ebenfalls zu Gevatter.
Unbestritten war, dass das Bundesgericht verpflichtet werden soll, auf dem Wege der Berufung in jedem Fall nachzuprüfen, ob richtigerweise das schweizerische oder das ausländische Recht bzw. ob unter verschiedenen ausländischen Rechten das richtige ausländische Recht angewendet worden sei. Das gleiche trifft zu, wenn geltend gemacht wird, der angefochtene unterinstanzliche Entscheid habe zu Unrecht festgestellt, die Ermittlung des ausländischen Rechts sei nicht möglich.
Die eigentliche Diskussion entbrannte bei der Frage, inwieweit das Bundesgericht auch die richtige Anwendung des ausländischen Rechts überprüfen solle. Hier war die Kommission der Meinung, die jederzeitige Prüfung dieser Frage sei nicht angebracht. Man solle die bundesgerichtliche Überprüfung nur auf nicht vermögensrechtliche Fälle beschränken. Es ist dann nötig geworden, Artikel 68 OG zu ergänzen. Der Streitwert nach Artikel 46 OG soll nach Beschluss der Kommission auch für die IPR-Frage gelten, deshalb muss bei nicht berufungsfähigen Fällen die IPR-Frage mit der Nichtigkeitsbeschwerde angefochten werden können, denn Ihre Kommission war sich einig, dass die Überprüfung der IPR-Frage auch in solchen Fällen gewährleistet sein muss.
Zwischen Artikel 182 und Artikel 15 des IPR-Gesetzes besteht ein enger Zusammenhang. Wenn der unterinstanzliche Richter in nicht vermögensrechtlichen Zivilstreitigkeiten von Amtes wegen zur Anwendung des ausländischen Rechts verpflichtet wird, so besteht ein Bedürfnis, dass dessen Entscheid durch das Bundesgericht überprüft werden kann. Neben der Kontrollfunktion stellt eine solche Überprüfung für den unterinstanzlichen Richter ein weiteres Hilfsmittel in seiner Aufgabe nach Artikel 15 dar. Die Verneinung der Überprüfung durch das Bundesgericht würde zur Folge haben, dass bei IPR-Fällen, in denen ausländisches Recht zur Anwendung kommt, der kantonale Richter letzte Instanz wäre, dass also im Gegensatz zum sonst üblichen dreistufigen Rechtsmittelweg nur zwei Instanzen zur Verfügung stünden.
Die Unterscheidung zwischen vermögensrechtlichen und nicht vermögensrechtlichen Streitigkeiten hat schon heute ihre Bedeutung. Das Bundesgericht überprüft vor allem in

Familienrechtssachen schon heute vorfrageweise die Anwendung des ausländischen Rechts, wenn von der richtigen Beantwortung der Vorfrage die richtige Anwendung schweizerischen Rechts abhängt. In Bereichen, in denen die Offizialmaxime gilt oder wo es um Registerfragen geht, pflegt das Bundesgericht die Anwendung des ausländischen Rechts bereits heute sehr weitgehend zu überprüfen. Wir tun also mit der heutigen Lösung einen verhältnismässig begrenzten Schritt der Erweiterung. Ein Beispiel bietet wieder das italienische Scheidungsrecht. Hier liegen neueste Entscheide vor, in denen das Bundesgericht das italienische Scheidungsrecht sehr genau analysiert und sogar die Rechtsprechung des italienischen Kassationshofes in seine Überprüfung miteinbezogen hat.
Ein wichtiges Argument, das auch vom Bundesgericht selber immer wieder zu hören ist, besteht in der Überlastung des Bundesgerichts. Die ständig wachsende Geschäftslast ist, das wissen wir alle, ein ernstes Problem. In der Kommission wurde geltend gemacht, man dürfe nicht nur immer von der Überlastung des Bundesgerichts sprechen, man müsse auch handeln. Deshalb sei die vorgeschlagene Variante des Bundesrates abzulehnen. Die Kommission hat mit ihrem Vorschlag einen gangbaren Mittelweg erarbeitet. Sie war auch der Meinung, dass das Problem der steigenden Geschäftslast nicht bloss punktuell, sondern umfassend angegangen werden müsse. Es wäre richtiger, für das Bundesgericht eine generelle Entlastung vorzusehen und nicht einfach einzelne Rechtsbereiche vom Weiterzug an das Bundesgericht auszuschliessen.
Der Vorentwurf der Expertenkommission für die Reorganisation der Bundesrechtspflege enthält materielle Neuerungen, vor allem auf dem Gebiete der Staats- und Verwaltungsrechtspflege und zielt insbesondere auf eine Entlastung der öffentlich-rechtlichen Abteilung ab. Die Änderungen in der Zivilrechtspflege betreffen die Erhöhung der Streitwerte, die weitgehend auf den Anstieg des Landesindexes zurückzuführen ist.
Da und dort wurde die Auffassung vertreten, es sei problematisch, wenn das Bundesgericht die Anwendung ausländischer Rechte überprüfen müsse. Genannt wurde der Fall, in dem das Bundesgericht eine Frage des ausländischen Rechts zu beantworten hätte, zu der im Ausland entweder noch gar keine Antwort besteht oder aber verschiedene Lehrmeinungen festzustellen sind. Die Gefahr, dass sich unser Bundesgericht dabei blamieren könnte, ist aber gering, und die Erfahrung aus früheren Bundesgerichtsfällen zeigt, dass sich unser oberstes Gericht jeweils sehr sorgfältig mit dem ausländischen Recht auseinandersetzt.
Das Bundesgericht hat noch geltend gemacht, das Bundesrecht schreibe den Kantonen nicht selten die Ermittlung des Sachverhaltes von Amtes wegen vor. Trotzdem sei die Befugnis des Bundesgerichts zur Überprüfung der tatsächlichen Feststellungen des kantonalen Richters auf die Frage der Willkür beschränkt. Aus diesem Argument könnte für unsere Frage etwas hergeleitet werden, wenn die Feststellung ausländischen Rechts der Feststellung eines Sachverhaltes gleichzusetzen wäre. Das trifft jedoch nicht zu. Ausländisches Recht ist Recht und nicht blosse Tatsache. Dieser Meinung stimmt im übrigen das Bundesgericht auch selber zu.
Das Bundesgericht führt dann auch noch einen Vergleich zum kantonalen Recht an. Auch dessen Anwendung könnte es nur auf Willkür überprüfen. Die Bundesverfassung legt fest, was der Bund und was die Kantone zu regeln haben. So hat Artikel 64 die Gesetzgebung für das Privatrecht dem Bund zugeteilt. Daraus folgt, dass kantonales Privatrecht lediglich dort entstehen kann, wo der Bund eine Frage offen gelassen und es den Kantonen überlassen hat, eigene Normen zu entwickeln. Da der Bund das Privatrecht sehr weitgehend geregelt hat, ist kantonales Privatrecht eben nur mehr an beschränktem Orte zu finden. Im Verhältnis zum ausländischen Recht dagegen kann die Verfassung keine andere Entscheidung treffen.
Nun zum Antrag von Kollege Hefti: Er beantragt uns, bei 43a OG – Fassung des Ständerates – die Litera b zu streichen und diesen Berufungsgrund dann nur bei nicht vermögensrechtlichen Streitigkeiten zuzulassen, indem er bei Absatz 2 anfügt «oder habe zu Unrecht festgestellt, die Ermittlung des ausländischen Rechts sei nicht möglich».
Beim nun folgenden muss ich vorwegnehmen, dass die Kommission diesen Antrag nicht diskutiert hat und ich jetzt nur für mich spreche. Wenn man davon ausgeht, dass nach Artikel 15 die Verpflichtung des Richters, das ausländische Recht festzustellen, auf nicht vermögensrechtliche Streitigkeiten beschränkt ist, dann wäre es wohl an sich naheliegend und logisch – das muss ich Herrn Kollege Hefti attestieren – dass die Berufung tatsächlich nur bei nicht vermögensrechtlichen Streitigkeiten möglich wäre. Dagegen müsste Litera b wohl eher beibehalten werden, wenn mit der Ermittlung des ausländischen Rechts nur die Feststellung gemeint ist, welches ausländische Recht anwendbar ist, ohne den materiellen Inhalt zu ermitteln. Persönlich kann ich also der Logik des Antrages Hefti nicht ganz widerstehen.
Ich möchte Ihnen die Entscheidung überlassen.

Schmid: Dieser Antrag Hefti lag in der Kommission nicht vor. Nachdem der Kommissionspräsident sich mehr oder weniger für den Antrag Hefti ausgesprochen hat, kann ich schweigen. Ich wäre auch dafür gewesen.

M. **Aubert:** Je souhaiterais que vous soyez tout à fait conscients de l'enjeu. Si j'ai bien compris la proposition de M. Hefti, le grief que le juge a constaté à tort que la détermination du droit étranger n'était pas possible, ne pourrait être invoqué que dans les matières non patrimoniales, par exemple dans le domaine du droit de la famille. A mon avis, cette restriction limite la portée de notre loi. Ainsi, à travers une petite modification qui n'a l'air de rien et qui intervient à la fin d'une longue discussion, la portée de la loi se retrouve transformée. Je préférerais que l'on adopte la proposition de la commission.

Bundesrätin **Kopp:** Die Rüge, dass das kantonale Gericht zu Unrecht angenommen habe, das ausländische Recht sei nicht feststellbar, ist – wie bereits gesagt wurde – primär für nicht vermögensrechtliche Streitigkeiten von Bedeutung. Der Antrag von Herrn Hefti ist im Zusammenhang mit Artikel 15 zu sehen, den Ihnen der Kommissionspräsident bereits erläutert hat. Wenn wir diesen Zusammenhang bejahen, dann ist dem Antrag von Herrn Hefti zum mindesten eine gewisse Logik nicht abzusprechen. Der Artikel 15 schliesst aber nicht aus, dass der kantonale Richter auch in vermögensrechtlichen Streitigkeiten auf die Mitwirkung der Parteien bei der Ermittlung des ausländischen Rechts verzichtet. Von mir aus gesehen deckt die Fassung von Bundesrat und Kommission eigentlich beide Möglichkeiten ab. Aber ich muss Ihnen ehrlich sagen, ein Pièce de résistance ist dieser Antrag ganz sicher nicht.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	15 Stimmen
Für den Antrag Hefti	14 Stimmen

Art. 49 Abs. 2 – Art. 49 al. 2

Gadient, Berichterstatter: Bei Artikel 182, Artikel 49 OG, ist jetzt Absatz 2 zu streichen, nachdem wir das ganze 11. Kapitel gestrichen haben.

Gestrichen – Biffé

Gadient: Im übrigen handelt es sich bei Artikel 182 um redaktionelle Anpassungen, die sich aus dem Grundsatzentscheid zu Artikel 43a ergeben. Bei Artikel 68 ist in Wiederholung meiner grundsätzlichen Stellungnahme anzuführen, dass in der ständerätlichen Kommission entschieden worden ist, dass die IPR-Frage an den Streitwert der Berufung gebunden sein soll. Die Meinung war, dass die IPR-Frage immer dem Bundesgericht vorgelegt werden könne. Des-

halb haben wir das System mit der Nichtigkeitsbeschwerde entsprechend ergänzt.
Bei der gestrigen Durchsicht ist mir dabei aufgefallen, dass Artikel 68 unter dieser Sicht doch etwas eng erscheint. Die Nichtigkeitsbeschwerde müsste auch gegeben sein, wenn ein falsches ausländisches Recht angewendet wurde, also voll deckungsgleicher Tatbestand mit Artikel 43 Ziffer 1 Litera a bestände.
Die ständerätliche Kommission war eigentlich der Meinung, dies sei der Fall. Dies sei dem Sinne nach im OG 68 Absatz 1b und c inbegriffen. Das ist vielleicht nicht so eindeutig. Nun könnte man eine sehr einfache Korrektur vornehmen. Wenn wir nämlich in Litera c die entsprechende Klarstellung vornehmen würden, die unbestritten war in der Kommissionsverhandlung, indem man eingangs sagen würde, «wenn nicht das ausländische Recht angewendet wurde, wie es das schweizerische internationale Privatrecht vorschreibt» und dann fortfährt «oder wenn das anwendbare Recht nicht oder nicht genügend sorgfältig ermittelt wurde». Sie sehen, dass diese Komponente, die ich im ersten Teil des Satzes einfüge, im Grunde genommen fehlt. Ich habe aber Verständnis, wenn Sie vielleicht heute diese Anpassung als nicht so definitiv betrachten können und wenn Sie dieses Problem lieber dem Zweitrat überlassen. Ich wollte es auf alle Fälle im Protokoll verankert wissen, weil es tatsächlich ein Anliegen ist, diesen in der Kommission unbestrittenen Gedanken auch angemessen zum Ausdruck zu bringen.
Im übrigen habe ich zu Artikel 68 Absatz 1 keine Bemerkungen, aber noch eine solche zu Ziffer 2 (Patentgesetz). Hier handelt es sich lediglich um eine Anpassung an den Beschluss beim Kapitel 7a. Unter Ziffer 3 ist bei Artikel 2 Absatz 2 des Bundeszivilprozessgesetzes Übereinstimmung hergestellt worden mit Artikel 5 des IPR-Gesetzes.

Präsident: Sind sie damit einverstanden, dass wir unter Artikel 68 Absatz 1 Ziffer c die Anregung unseres Herrn Kommissionspräsidenten zuhanden des Zweitrates entgegennehmen?

Angenommen – Adopté

Art. 183–187
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes	22 Stimmen
Dagegen	1 Stimme

An den Nationalrat – Au Conseil national

Vizepräsident **Gerber:** Damit darf ich das Präsidium wiederum unserem sehr verehrten Herrn Präsidenten übergeben.

Präsident **Kündig:** Ich freue mich, dass ich wieder auf diesem Stuhl Platz nehmen kann und möchte besonders dem Herrn Vizepräsidenten dafür danken, dass er unverzüglich in die Lücke gesprungen ist und die schwere Aufgabe auf sich genommen hat.

84.080

Strassenverkehrsunfälle. Haager Übereinkommen

Accidents de la circulation routière. Convention de la Haye

Botschaft und Beschlussentwurf vom 24. Oktober 1984 (BBl III, 915)
Message et projet d'arrêté du 24 octobre 1984 (FF III, 927)

Antrag der Kommission
Eintreten

Proposition de la commission
Entrer en matière

Gadient, Berichterstatter: Der Antrag zur Genehmigung des Haager Übereinkommens vom 4. Mai 1971 über das auf Strassenverkehrsunfälle anzuwendende Recht steht in engem Zusammenhang mit der Vorlage zu einem Bundesgesetz über das internationale Privatrecht. Die IPR-Vorlage enthält in den Artikeln 126 bis 138 auch Bestimmungen zum internationalen Deliktsrecht. Dabei sind für spezifische Deliktstatbestände entsprechende Kollisionsnormen vorgesehen. Für Strassenverkehrsunfälle verzichtet der IPR-Entwurf auf eine eigene Kollisionsnorm. Statt dessen verweist er in Artikel 130 auf das erwähnte Haager Strassenverkehrsübereinkommen von 1971.
Ich darf im Hinblick auf die heutige Beratung auf folgendes hinweisen: Beim Übereinkommen handelt es sich um einen multilateralen Staatsvertrag; er wurde 1968 an der elften Tagung der Haager Konferenz für internationales Privatrecht von einer diplomatischen Konferenz erarbeitet und genehmigt. Der Text des Übereinkommens ist damit festgeschrieben. Der schweizerische Gesetzgeber kann heute das Übereinkommen genehmigen oder verwerfen. An seinem Text jedoch kann nichts mehr geändert werden. Zu beraten und Beschluss zu fassen ist im vorliegenden Geschäft über den Bundesbeschluss betreffend das Haager Übereinkommen über das auf Strassenverkehrsunfälle anzuwendende Recht. Er befindet sich auf Seite 18 der Botschaft.
Das Übereinkommen ist in der bundesrätlichen Botschaft ausführlich kommentiert. Ich kann mich deshalb auf einige Hinweise zum Geltungsbereich, zum anwendbaren Recht und zum Umfang des anwendbaren Rechts beschränken. Sachlich enthält das Übereinkommen Bestimmungen über das auf die zivile ausservertragliche Haftung aus Strassenverkehrsunfällen anzuwendende Recht (Art. 1). Die Fragen betreffend die internationale Zuständigkeit der Gerichte oder die Voraussetzungen, unter denen ein ausländisches Urteil in Strassenverkehrssachen von der Schweiz anerkannt werden kann, sind im Übereinkommen nicht geregelt. Hingegen umschreibt das Übereinkommen selber, was es unter einem Strassenverkehrsunfall versteht, und es umschreibt auch den sachlichen Geltungsumfang des für anwendbar bezeichneten Rechts. Nach Artikel 8 bestimmt das anwendbare Recht insbesondere die Voraussetzungen und den Umfang der Haftung, ferner die Art und den Umfang des Schadenersatzes sowie den Kreis der schadenersatzberechtigten Personen (Art. 8 Ziff. 146).
Auch die Haftungsausschlussgründe, die Aufteilung der Haftung unter mehrere Haftpflichtige oder die Verjährung des Haftpflichtanspruches werden vom anwendbaren Recht beherrscht (Art. 8 Ziff. 28). Vom Geltungsbereich des Übereinkommens ausgenommen sind nach Artikel 2 die Haftung des Fahrzeugherstellers oder Reparateurs (Ziff. 1), die Haftung des Strasseneigentümers (Ziff. 2) sowie die Regressansprüche (Ziff. 4 bis 6). Nach Artikel 11 sind die Bestimmungen des Übereinkommens unabhängig vom Erfordernis der Gegenseitigkeit und ohne Rücksicht darauf anwendbar, ob die an einem Unfall beteiligten Personen Angehörige eines Vertragsstaates sind oder ihren Wohnsitz in einem solchen

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdruckschriften
Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées
Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali

Internationales Privatrecht. Bundesgesetz

Droit international privé. Loi

In Dans In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr Année Anno	1985
Band Volume Volume	II
Session Session Sessione	Frühjahrssession Session de printemps Sessione primaverile
Rat Conseil Consiglio	Ständerat Conseil des Etats Consiglio degli Stati
Sitzung Séance Seduta	07
Geschäftsnummer Numéro d'objet Numero dell'oggetto	82.072
Datum Date Data	13.03.1985 - 08:00
Seite Page Pagina	142-183
Ref. No	20 013 379

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.